COMMUNAUTE URBAINE CREUSOT MONTCEAU

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL HABITAT VALANT SCOT

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2 DU PLUi-H

Rapport de présentation

SOMMAIRE

1.	Introduction	3
a.	Contexte et objet de la procédure de modification de droit commun du PLUi-H	3
b.	Expertise environnementale de la modification de droit commun du PLUi-H	6
2.	Mise en œuvre de la stratégie photovoltaïque et agrivoltaïque de la communauté urbaine	7
a.	Le contexte réglementaire des centrales photovoltaïques et de l'agrivoltaïsme	7
i.	Les centrales photovoltaïques	7
ii.	L'agrivoltaïsme	9
b.	La stratégie de la communauté urbaine	9
c.	Les évolutions apportées au PLUi-H	10
i.	Evolution globale	10
ii.	Détail des évolutions apportées	12
1.	Plan de zonage et aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)	12
2.	Règlement écrit	33
3.	Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL)	42
a.	Le contexte réglementaire de la délimitation des STECAL	42
b.	L'expertise environnementale des STECAL	42
c.	La traduction réglementaire de la délimitation des STECAL	43
i.	Evolution réglementaire globale	43
ii.	Détail des évolutions réglementaires	44
1.	Evolution du zonage et des OAP	44
2.	Règlement écrit	63
4.	Changement de destination de bâtiments en zones A et N	68

a.	Le contexte réglementaire de l'identification des bâtiments susceptibles de changer de destination	68
b.	L'expertise environnementale des changements de destination	69
c.	La traduction réglementaire des changements de destination	69
i.	Evolution réglementaire globale	69
ii.	Détail des évolutions réglementaires : plan de zonage	69
5.	Encadrement de l'implantation de grandes éoliennes	83
a.	La démarche environnementale	83
b.	Contexte réglementaire de l'évolution apportée au PLUi	83
c.	La traduction réglementaire des évolutions de zonage	83
i.	Zonage réglementaire	83
ii.	Règlement écrit	86
6.	Autres évolutions de zonage	91
a.	Le contexte réglementaire des changements de zonage réalisés	91
b.	L'expertise environnementale des évolutions de zonage	91
c.	La traduction réglementaire des évolutions de zonage	91
i.	Evolution réglementaire globale	91
ii.	Détail des évolutions réglementaires	92
1.	Zonage réglementaire	92
2.	Règlement écrit	99
7.	Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)	. 104
a.	Le contexte réglementaire des changements apportés aux OAP	104
b.	L'expertise environnementale des évolutions apportées aux OAP	. 104
c.	La traduction réglementaire des évolutions apportées aux OAP	. 104
i.	Evolution globale du PLUi	. 104
ii.	Détail des évolutions du PLUi : OAP et zonage	. 104
8.	Règlement écrit	. 111
a.	Le contexte réglementaire des évolutions apportées au règlement écrit	. 111
b.	L'expertise environnementale des évolutions du règlement écrit	. 111
c.	La traduction réglementaire	. 112
i.	Evolution réglementaire globale	. 112
ii.	Détail des évolutions réglementaires	112

1. Introduction

a. Contexte et objet de la procédure de modification de droit commun du PLUi-H

La Communauté Urbaine du Creusot Montceau a approuvé son PLUi-H le 18 juin 2020.

Le PLUi-H a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution :

- Déclaration de Projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi-H approuvée le 19 février 2025 : cette procédure concerne la commune d'Ecuisses. Elle a pour objet la réalisation d'un projet de centrale solaire porté par TOTAL Energie sur la commune d'Ecuisses.
- Modification de droit commun n°1 approuvée le 6 octobre 2022 : la procédure a pour objet de prendre en compte les remarques émises par le Préfet au titre du contrôle de légalité en date du 3 août 2020 et demandant notamment d'apporter des améliorations formelles au document afin de le rendre plus lisible, d'ajuster la rédaction du règlement écrit et de mettre en adéquation le règlement avec les projets en cours de développement.

La procédure den modification de droit commun n°2 du PLUi-H répond à plusieurs motifs :

- Mettre en place la stratégie photovoltaïque de la communauté urbaine : l'objectif est de développer de manière maîtrisée les projets photovoltaïques et agrivoltaïques tout en s'inscrivant dans la trajectoire de développement des énergies renouvelables prévue par le PCAET
- Délimiter des Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) en zones A et N afin de permettre la création ou l'extension d'activités liées au tourisme et aux loisirs
- Identifier de nouveaux bâtiments pouvant changer de destination en zones A et N
- Encadrer davantage l'implantation d'éoliennes
- Faire évoluer de manière limitée les Orientations d'Aménagement et de Programmation afin de les adapter à la réalisation de projets
- Apporter un ensemble d'évolutions au règlement écrit visant à faciliter son application et à favoriser davantage la densification des espaces urbanisés

La présente modification s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du PLUi-H.

	Surface en hectares	avant		
LIBELLE	modification		Surface en hectares aprè	es modification
UA	1269,4		1 269,3	
UAa	29,3		29,3	
UAb	63,0		63,0	
UE	3007,7		3 006,6	
UEc	185,7		185,7	
UF	140,1	E 026 8	140,2	E 02E 4
UL		5 936,8	0,2	5 935,4
UR	22,9		22,9	
UX	1069,7		1 070,6	
UXa	12,7		12,5	
UXh	26,0		24,9	
UY	110,2		110,2	
AU	120,5		120,5	
AUD	27,9	167,1	27,9	167,1
AUX	18,6		18,6	
Α	44100,9		43 726,9	
Ag			4,0	
Am	3,8	44 104,7	3,8	44 104,5
As			367,4	44 104,5
ALhn			0,4	
ALhr			2,2	
N	22901,1		22 692,7	
NL	19,5		18,9	
NLah			2,9	
NLh	15,1		15,1	
NLhc			0,4	
NLs	133,8		133,8	
NLt	234,4		234,5	
NLu	448,1	24 024,6	425,0	24 026,1
Nd	36,4		36,4	
Ne	81,3		126,1	
Nf	0,4		0,4	
Nj	4,8		4,8	
Np	50,0		50,0	
Ns			185,4	
Nx	99,7		99,7	

Tableau de l'évolution des surfaces de zones

LIBELLE	Surface en hectares avant			Surface en hectares après		
	modification			modification		
	nb	m²	ha	nb	m²	ha
Bâtiment susceptible de						
changer de destination en						
zone A ou N	1102	218949	21,9	1112	220302	22,0
Emplacement reserve aux						
installations d'interet general	14	88714	8,9	14	88714	8,9
Emplacement reserve aux						
ouvrages publics	17	65873	6,6	17	65873	6,6
Emplacement reserve aux						
voies publiques	32	3073716	307,4	31	3045771	304,6
Milieux humides à protéger	1300	54224803	5422,5	1303	54236038	5423,6
Secteur comportant des						
orientations d'amenagement						
et de programmation (OAP)	51	2562283	256,2	52	2568370	256,8
Éléments de paysage						
correspondant à un espace						
boisé, (sites et secteurs) à						
préserver pour des motifs						
d'ordre écologique :						
Réservoirs de biodiversité						
forêts	955	133615888	13361,6	958	133637435	13363,7
Éléments de paysage à						
préserver pour des motifs						
d'ordre écologique :						
Réservoirs de biodiversité						
bocage, ripisylve	1928	13700549	1370,1	1937	13708645	1370,9

Tableau de l'évolution des surfaces des prescriptions graphiques particulières

Conformément à l'article L. 153-36 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification :

- ne change pas les orientations définies dans le Projet d'aménagement et de développement durables :
 - il s'inscrit dans la continuité de la stratégie définie pour le photovoltaïque : encadrer fortement le développement du photovoltaïque au sol en zones agricole et naturelle en tenant compte des sensibilités environnementales, agricoles et naturelles
 - il prend en compte les grandes orientations du PADD en matière de protection du paysage et de l'environnement
 - en délimitant des zones A et N de protection renforcée, notamment vis-à-vis de l'éolien
 - en inscrivant de nouveaux éléments à protéger au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme :
 - augmentation des zones humides protégées de 1,1 hectares
 - augmentation des réservoirs de biodiversité forêt de 2,1 hectares
 - augmentation des réservoirs de biodiversité bocage et ripisylve de 0,8 hectares
 - Interdiction du stockage de déchets non dangereux dans une zone du PLUi
 - il conforte la stratégie économique et touristique du PADD tout en restant mesuré dans les développements prévus :

- les Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) pour le tourisme ont une superficie totale très mesurée : les 9 STECAL totalisent moins de 6 hectares, ce qui représente 0,006% de la surface de la communauté urbaine. De plus, ils s'inscrivent en adéquation avec la stratégie communautaire visant à privilégier la réhabilitation du bâti pour les développements touristiques
- les autres évolutions valorisent les atouts économiques du territoire : camping (zone UL) à proximité de la véloroute, préservation des commerces du centre de Montceau les Mines,

les autres évolutions sont marginales :

- 15 bâtiments identifiés pour un changement de destination en zones A et N, qui représentent une proportion minime au regard des 1102 bâtiments identifiés au plan de zonage avant la modification
- Une réduction de zone UE en faveur d'un zonage Ne de surface très limitée, sans incidence sur l'habitat, d'autant plus que le tènement concerné présentait de très fortes contraintes à être aménagé
- La modification du PLUi comporte un ensemble d'évolutions de forme et de corrections, notamment au niveau du règlement écrit et des OAP, qui contribuent à la bonne mise en œuvre du PLUi
- ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière : les évolutions de zonage se font au sein des zones U, A et N ou, dans un cas spécifique, par réduction d'une zone U a profit de la zone N, ce qui est possible en procédure de modification
- ne réduit pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance : la modification du PLUi augmente les protections inscrites au document d'urbanisme.
- ne prévoit pas l'ouverture à l'urbanisation d'une zone à urbaniser de plus de neuf ans.

b. Expertise environnementale de la modification de droit commun du PLUi-H

Les évolutions apportées au PLUi-H ont fait l'objet d'une expertise environnementale préalable à la consultation de l'autorité environnementale dans le cadre de l'examen cas par cas. Il s'agit d'une étude globale portant sur l'ensemble des aspects de la modification du PLUi-H. Cette étude a été initiée très en amont afin de hiérarchiser les enjeux environnementaux propres à chaque évolution apportée au PLUi-H. Elle a été approfondie pour les évolutions les plus susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement, et a conduit à la conduite des investigations terrain sur certains sites.

L'expertise environnementale a donné lieu à une démarche itérative visant à établir les mesures d'évitement et de réduction dès la procédure de modification du PLUi-H, afin que les impacts résiduels établis dans le cadre de la consultation de l'autorité environnementale soient le plus réduit possible. Elle vise également à anticiper les mesures à mettre dans le cadre des projets d'aménagement et de construction futurs.

L'article R. 104-34 du code de l'urbanisme énonce que le dossier de saisine de l'autorité environnementale, à l'issue d'une auto-évaluation qui conclut à l'absence d'incidences sur l'environnement, comprend un exposé démontrant cette absence d'incidences sur l'environnement « au regard des critères de l'annexe II » de la directive 2001/42/CE. Cette annexe énonce que les critères qui permettent de déterminer l'ampleur probable des incidences comprennent notamment les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée (annexe II 2).

A été réalisé un rapport d'auto-évaluation permettant de déterminer si la procédure de modification n°2 du PLUi de la Communauté Urbaine du Creusot-Montceau, a des incidences notables probables sur l'environnement en fonction des enjeux environnementaux identifiés.

Les changements de destination en zones A et N impactent essentiellement le bâtiment, une transformation des abords n'étant pas envisagée au vu des accès existants. Les bâtiments ne se trouvent pas dans des secteurs d'enjeux environnementaux connus. Les régularisations n'ont pas été analysées, car les changements de destinations et les travaux ont déjà été réalisés. Il n'y a donc pas lieu d'étudier des incidences potentielles. Des investigations de terrain ne se sont donc pas révélées nécessaires. Les analyses sont présentées dans la section 2 ci-après.

La délimitation de nouveaux STECAL, tout comme la création de zones Ae et Ne pour le développement du photovoltaïque, peuvent être impactant notamment pour la biodiversité. Ainsi, certains secteurs ont fait l'objet d'investigations de terrain lorsqu'ils croisaient des enjeux environnementaux connus : inventaire des milieux humides de BFC, prélocalisation des zones humides de la Bourbince, ZNIEFF de type 1, Natura 2000, trame verte et bleue (réservoir de biodiversité du SRADDET BFC), éléments protégés dans le PLUi, etc. Les investigations de terrain ont été réalisées les 12, 13, 15 et 16 mai 2025 par beau temps. Les analyses sont présentées dans les sections 3 et 7 ci-après.

Les autres évolutions (zonage, règlement et OAP) concernent des évolutions mineures, sans incidences ou avec des incidences positives sur l'environnement, ne nécessitant pas d'investigation de terrain. Les analyses sont présentées dans les sections 4, 5 et 6 ci-après.

Les analyses d'incidences présentées ci-après résultent d'un croisement entre les enjeux environnementaux et l'importance des effets de l'évolution projetée :

Enjeu environnemen tal	Milieu naturel et biodiversi té	Paysage et patrimoine bâti	Consommati on d'espace	Ressource en eau (dont AEP, assainisseme nt, pluvial)	Air, énergie, climat	Nuisances (sols pollués, déchets, bruits, pollution lumineuse,)	Risques naturels et technologiqu es
Importance de l'effet	Positif direct/for t	Positif indirect/faib le	Neutre / pas d'effet	Négatif indirect/faibl e	Négatif direct/fo rt		

2. Mise en œuvre de la stratégie photovoltaïque et agrivoltaïque de la communauté urbaine

a. Le contexte réglementaire des centrales photovoltaïques et de l'agrivoltaïsme

i. Les centrales photovoltaïques

Les panneaux solaires et les équipements qui leur sont liés, quand bien même ils sont portés par un opérateur privé, peuvent être considérées des équipements collectifs, sous certaines conditions. La cour administrative d'appel de Nantes a jugé que « les panneaux photovoltaïques en cause, destinés à la production d'électricité, et

contribuant ainsi à la satisfaction d'un intérêt public, doivent être regardés comme des installations nécessaires à un équipement collectif au sens des dispositions l'article L. 123-12 du code de l'urbanisme » (CAA de Nantes, 23 octobre 2015, n° 14NT00587). Une centrale photovoltaïque constitue une installation nécessaire à des équipements collectifs dès lors qu'elle participe à la production publique d'électricité et ne sert pas au seul usage privé de son propriétaire ou de son gestionnaire (cf. CAA Nantes, 12 novembre 2008, n°07NT02823, « Association pour la sauvegarde de l'environnement et des lieux de mémoire de la Bataille de 1944 »).

En tant qu'équipements relevant de l'intérêt collectif et des services publics, les centrales photovoltaïques peuvent être admises en zones A et N dans les conditions définies par l'article L151-11 du code de l'urbanisme : « dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, le règlement peut (...) autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ».

La législation récente issue notamment des lois Climat et Résilience et d'accélération de la production d'énergies renouvelables, est venue préciser les conditions de déploiement des centrales photovoltaïques en zones A et N.

La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables comprend un article 15 qui a introduit dans le code de l'énergie un dispositif de planification territoriale à la main des communes. Ces dernières sont invitées à identifier les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergie renouvelable, incluant le photovoltaïque. Les zones sont soumises à l'avis d'un comité régional de l'énergie. Si les zones sont suffisantes pour atteindre les objectifs régionaux de production d'énergie renouvelable, alors la cartographie des zones d'accélération a niveau régional est validée. Un projet peut également s'implanter en dehors des zones d'accélération, mais il doit être soumis à un comité de projet. Le processus de délimitation des zones d'accélération en Saône-et-Loire est encore en cours.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « loi Climat et Résilience », s'applique le décret n° 2023-1408 du 29 décembre 2023 définissant les modalités de prise en compte des installations de production d'énergie photovoltaïque au sol dans le calcul de la consommation d'espace au titre du 6° du III de l'article 194 de la loi Climat et Résilience. Au titre de ce décret, ont été établis un ensemble de critères à respecter pour que l'implantation d'une centrale photovoltaïque ne soit pas comptabilisée dans le calcul de la consommation d'espace.

Caractéristiques techniques des installations de production d'énergie photovoltaïque	Valeurs ou seuils d'exemption du calcul de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers
Hauteur des panneaux photovoltaïques	1,10 mètre minimum au point bas
Densité et taux de recouvrement du sol par les panneaux photovoltaïques	Espacement entre deux rangées de panneaux photovol- taïques distinctes au moins égal à deux mètres. Les deux mètres sont mesurés du bord des panneaux d'une rangée au bord des panneaux de la rangée suivante et non pas d'un pieux d'ancrage à l'autre
Type d'ancrages au sol	Pieux en bois ou en métal, sans exclure la possibilité de scellements « béton » < 1 m², sur des espaces très localisés et justifiée par les caractéristiques géotechniques du sol ou des conditions climatiques extrêmes Pour les installations de type trackers, la surface du socle béton ne doit pas dépasser 0,3 m² / kWc
Type de clôtures autour de l'installation	Grillages non occultant ou clôtures à claire-voie, sans base linéaire maçonnée
Voies d'accès aux panneaux internes à l'installation et aux autres plateformes techniques	Absence de revêtement ou mise en place d'un revêtement drainant ou perméable

L'implantation de centrales photovoltaïque en zones agricoles et naturelles du PLUi doit enfin répondre aux obligations des articles L111-29 et L111-30 du code de l'urbanisme : la création de ces centrales doit être

encadrée par un document établi par arrêt préfectoral sur proposition de la chambre d'agriculture. Ce document-cadre doit être élaboré en fonction de critères listés à l'article R111-58 du code de l'urbanisme. Ces critères répondent à un objectif principal de ne pas impacter des surfaces agricoles exploitées. Le document-cadre sera opposé au moment des demandes d'autorisation. Ce document-cadre n'a pas encore été arrêté par le préfet.

ii. L'agrivoltaïsme

L'agrivoltaïsme comprend des constructions et des installations considérées comme agricoles, qui doivent respecter les critères définis par arrêté du 28 avril 2024. Conformément à l'article L111-30 du code de l'urbanisme, les installations de production photovoltaïques sont considérées comme relevant de l'agrivoltaïsme sous certaines conditions :

- Ne pas affecter durablement les fonctions écologiques du sol (fonctions biologiques, hydriques et climatiques)
- Ne pas affecter le potentiel agronomique des surfaces
- Ne pas être incompatible avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain mentionné.

Afin de préciser les conditions de déploiement de l'agrivoltaïsme dans le Département, la chambre d'agriculture a établi une charte visant à favoriser des projets de taille limitée afin de permettre des projets agrivoltaïques au plus grand nombre d'exploitants. Une surface de 12 MW crête est admise par exploitant, ce qui peut représenter une quinzaine d'hectares de surfaces agrivoltaïques. La charte de la chambre d'agriculture définit également des critères spécifiques d'implantation, de hauteur visant à favoriser l'activité agricole sous les panneaux.

L'agrivoltaïsme est considéré comme étant une activité agricole. Il a vocation à pouvoir se réaliser en zones agricoles et naturelles du PLUi, l'appréciation du caractère agricole et du respect de la charte de la chambre d'agriculture s'appréciant au moment de la réalisation du projet. Toutefois, le PLUi reste soumis au titre de son PADD à des obligations de réglementer l'intégration harmonieuse des projets au paysage et de respect de l'environnement.

b. La stratégie de la communauté urbaine

Dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territoriale adopté en octobre 2020 pour couvrir une période allant jusqu'en 2025, la communauté urbaine s'est donnée des objectifs chiffrés à l'horizon 2030 :

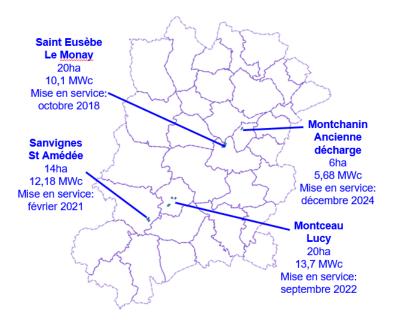
- Une réduction de 14% des consommations d'énergie (par rapport à l'année de référence 2014)
- Une couverture des consommations d'énergie par 21% d'énergies renouvelables (correspondant à une multiplication par 2,23 de la production de l'année de référence 2014
- Une réduction de 27% des émissions de gaz à effet de serre (par rapport à l'année de référence 2014).

Au travers des fiches actions du PCAET, elle souhaite atteindre ces objectifs en mobilisant fortement les surfaces artificialisées, notamment les toitures des bâtiments et les parkings.

A cette fin, le PLUi-H dans sa version actuelle encadre fortement le photovoltaïque en zones A et N, en cohérence avec les orientations du PADD (page 12) : « Plusieurs projets de parcs solaires photovoltaïques au sol (3 projets sur les communes de Sanvignes, Saint-Eusèbe et Montchanin sur des espaces non agricoles : découverte, zone d'activités, ex décharge) sont en cours d'élaboration. Un quatrième est étudié dans le cadre de l'arrêt d'exploitation de la centrale thermique de Lucy. Si d'autres projets se présentent, un positionnement sera nécessaire pour définir les sites de localisation les plus pertinents au regard de la capacité d'absorption du réseau électrique, la distance au poste électrique, l'impact paysager, écologique et agricole,... »

Le règlement du PLUi-H du Creusot-Montceau en vigueur n'autorise les centrales photovoltaïques en zones A et N que dans une zone dédiée, intitulée Ne au PLUi. Cette zone Ne couvre un peu plus de 81 hectares et comprend 4 centrales solaires réparties sur six zones Ne (une des centrales est répartie sur trois zones Ne) en cours d'exploitation. La zone Ne existante est désormais entièrement occupée par des centrales en activité. En dehors de la zone Ne, le règlement du PLUi-H interdit les centrales photovoltaïques au niveau de l'ensemble des zones A et N.

Localisation des zones Ne actuelles du PLUi et des centrales en activité :



Il est établi qu'en terme de puissance, les centrales photovoltaïques au sol en zone Ne ont permis d'atteindre 90% des objectifs inscrits au PCAET.

Aussi, en cohérence avec le PADD du PLUi, la modification doit permettre d'identifier de nouveaux sites, mais dans des proportions limitées et en s'assurant de la pertinence des futures zones Ne en termes de prise en compte du paysage et de l'environnement.

Cette démarche répond également à un souci de transparence à l'attention des administrés. Elle donne une lisibilité au déploiement du photovoltaïque sur le territoire, et évite un traitement au cas par cas au moment de chaque autorisation.

Le déploiement de l'agrivoltaïsme appelle également la plus grande vigilance. Au titre des axes 1 et 4 du PADD portant sur une transition écologique privilégiant la protection des ressources et l'embellissement du cadre de vie, le règlement du PLUi doit encadrer ce type d'activité. De plus, compte tenu du caractère récent de ce type d'activité, il est nécessaire de prendre du recul sur son adéquation avec le maintien et le développement de l'agriculture. Enfin, comme cela a été souligné, les objectifs du PCAET en matière de photovoltaïques au sol en zones agricoles et naturelles ont été en grande partie atteints. Pour ces raisons, la communauté urbaine prévoit de mettre en place des zones d'expérimentation agrivoltaïque et d'encadrer très fortement l'agrivoltaïsme en dehors de ces zones d'expérimentation.

c. Les évolutions apportées au PLUi-H

i. Evolution globale

Deux évolutions sont apportées au plan de zonage du PLUi :

- 9 zones Ne, totalisant 45 hectares, et qui viennent s'ajouter aux zones Ne existantes au PLUi, qui sont toutes occupées par des projets en activité
- 2 zones dédiées à l'agrivoltaïque inscrites dans un nouveau zonage dit « Ag », totalisant 4 hectares.

En dehors des zones Ne, les centrales photovoltaïques sont interdites sur l'ensemble des zones A et N, comme c'est le cas au PLUi actuellement en vigueur.

Le règlement écrit autorise également les projets agrivoltaïques en zone Ne. En effet, certaines centrales photovoltaïques pourront ne pas être autorisées en zone Ne pour motif de non respect des critères du futur document-cadre arrêté par le préfet sur proposition de la chambre d'agriculture. Dans cette hypothèse, des projets agrivoltaïques pourront être une alternative.

En dehors des zones Ag et Ne, les installations agrivoltaïques sont très fortement réduites en zones A et N, notamment avec une disposition du règlement écrit prévoyant de limiter l'emprise d'une installation à 100 m² (panneaux et espaces inter-rangs inclus) à l'échelle d'une unité foncière. Cette évolution réglementaire a plusieurs motivations liées aux orientations du PADD sur la préservation du paysage et de l'environnement : des installations de plusieurs milliers de m² ou de plus de 1 hectare auront un impact potentiellement significatif sur le paysage et l'environnement naturel. Or, l'appréciation des projets au cas par cas ne permet pas une maîtrise suffisante des incidences sur le paysage. De plus, en privilégiant des projets de faible emprise orientés de fait vers l'autoconsommation des exploitations agricoles, l'évolution réglementaire favorise une implantation au plus près des besoins de fonctionnement des agriculteurs, notamment les bâtiments, ce qui favorise une approche plus durable de l'agriculture et limite le mitage du paysage. Enfin, la forte limitation de l'agrivoltaïsme en dehors des zones dédiées répond au besoin d'avoir du recul pour évaluer les incidences de l'agrivoltaïsme sur la mise en valeur des surfaces exploitées et sur le fonctionnement des exploitations.

Le règlement modifié du PLUi comporte de nouvelles règles sur l'implantation des panneaux, le traitement des voies, les clôtures, visant à répondre aux critères de non artificialisation définis par un décret du 29 décembre 2023. Ainsi, les centrales photovoltaïques futures ne viendront pas « manger » l'enveloppe urbanisable potentielle future du territoire. Enfin, en concertation avec la chambre d'agriculture, il a été décidé de porter la hauteur minimale des panneaux à 2,40 mètres au lieu de 1,10 mètres comme le prévoit le décret, afin de favoriser l'élevage, notamment bovin.

L'expertise environnementale de terrain a été menée sur des sites présentant une sensibilité environnementale potentielle sur la base d'une étude préalable. Cette expertise a consisté dans une visite de site, incluant des sondages zones humides, puis la définition d'un ensemble de mesures respectant la démarche « Eviter-Réduire-Compenser », l'évitement étant demandé prioritairement pour les zones humides identifiées ainsi que pour les secteurs à enjeux forts (pelouses sèches par exemple). Ainsi, sur les 11 sites classés en zones Ne et Ag, 8 sites ont fait l'objet d'une expertise de terrain.

Les zones humides, les milieux à enjeux modérés ou forts ont été inscrits au plan de zonage en éléments à préserver au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme. Toutefois, cette inscription ne garantit pas leur protection, puisque le règlement du PLUi autorise en l'absence de possibilités d'évitement et de réduction une destruction de l'élément recensé sous réserve de pouvoir être compensé.

Toutefois, les zonages spécifiques du PLUi actuel relatifs aux milieux humides ou aux réservoirs de biodiversité n'interdisent pas la destruction des habitats protégés qu'ils recouvrent, même s'ils prévoient des mesures de compensation. Il a été envisagé dans un premier temps de réduire les zones Ne ou Ag afin d'exclure les zones humides et certains secteurs à enjeux. Toutefois, cela ne garantit pas totalement leur protection. En effet, le règlement écrit du PLUi en vigueur, dans ses dispositions générales prévoit :

- Pour les zones humides : la possibilité d'impacter les milieux humides sous réserve de proposer les mesures de compensation nécessaires

 Pour les réservoirs de biodiversité bois bocages et ripisylves : en cas d'arrachage, en tant que mesure compensatoire, des plantations dans les mêmes proportions que les parties détruites.

Pour cette raison, il a été décidé d'établir pour les 8 sites investigués des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), afin :

- De prévoir la protection intégrale des zones humides et des sites à enjeux forts investigués. En lien étroit avec le bureau d'études en charge de l'expertise environnementale, il a été décidé également de protéger une partie des espaces à enjeux modérés en tant que mesure de réduction, afin de maintenir la fonctionnalité écologique du site
- D'anticiper les mesures compensatoires pour les éventuels les secteurs à enjeux modérés non protégés par les OAP, en localisant notamment les futurs boisements à créer.

Enfin, il a été renoncé à la création de la zone Ne sur site Les Brûlées, le bureau d'études ayant localisé une zone humide et des habitats naturels à enjeux forts.

ii. Détail des évolutions apportées

1. Plan de zonage et aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Terres Blanches à Ciry-le-Noble



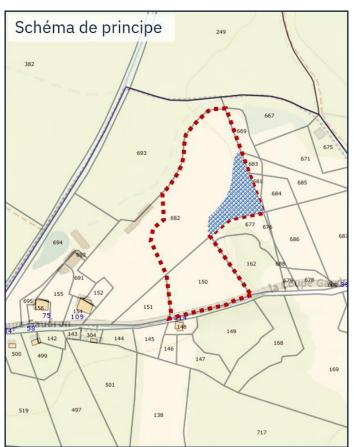
Superficie 1,4 hectares environ

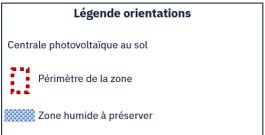
Justification du choix du site pour le photovoltaïsme	Projet de petite taille, en cours de développement Non soumis à évaluation environnementale par la MRAe (après cas par cas) Site à priori non défavorable : possible ancienne carrière, absence de boisement Possibilité de raccordement au poste Lucy ou Gueugnon
Réalisation de l'expertise environnementale de terrain	Oui, en raison d'une probabilité moyenne de zone humide (prélocalisation zone humide Bourbince)
Résultats de l'expertise environnementale de terrain	Une zone humide a été identifiée Des espaces boisés à enjeux modérés et forts sont limitrophes du site
Evolution du Règlement PLUi graphique (plan de zonage)	Classement de N à Ne Zone humide inscrite en « milieu humide » au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme Les espaces boisés à enjeux moyen et fort identifiés au moment de l'expertise terrain sont hors de la zone Ne et ils sont déjà protégés par le PLUi en vigueur au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme
Orientations d'Aménagement et de Programmation	Réalisation d'une OAP prévoyant notamment la protection de la zone humide identifiée

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification









• Site Lavoisier, à proximité du lycée Léon Blum au Creusot



Superficie

1 hectare environ

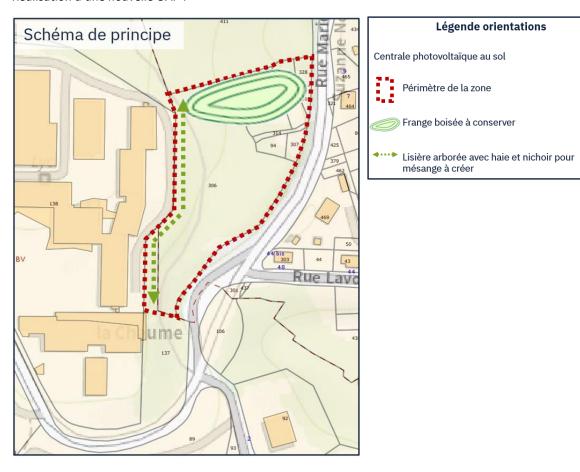
Justification du choix du site pour le photovoltaïsme	Foncier public Site naturel, mais en environnement urbain
Réalisation de l'expertise environnementale de terrain	Oui, en raison d'une localisation en réservoir boisé du SRADDET
Résultats de l'expertise environnementale de terrain	Identification d'espaces à enjeux modérés associés à des espaces boisés et des pelouses. L'expertise environnementale préconise de préserver en espaces tampons
Evolution du Règlement PLUi graphique (plan de zonage)	Classement de N à Ne
Orientations d'Aménagement et de Programmation	Réalisation d'une OAP prévoyant la protection de bandes boisées au Nord et à l'Ouest

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification





Réalisation d'une nouvelle OAP :



• Site Le Bas de Dravonne, à Saint-Sernin-du-Bois

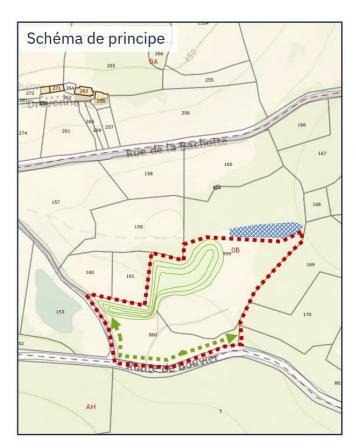


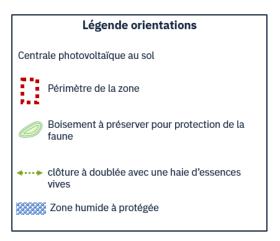
Superficie	1,3 hectares environ
Justification du choix du site pour le photovoltaïsme	Foncier public Site naturel, mais en environnement urbain
Réalisation de l'expertise environnementale de terrain	Oui, en raison d'une localisation en réservoir boisé et ouvert du SRADDET Proximité d'un ruisseau au Nord inscrit en zone humide au PLUi
Résultats de l'expertise environnementale de terrain	Identification d'espaces à enjeux modérés associés à un massif forestier et à une haie
Evolution du Règlement PLUi graphique (plan de zonage)	Classement de N à Ne Inscription au plan de zonage des surfaces dites à enjeu modéré en réservoir de biodiversité « forêt » et « bocage / ripisylve »
Orientations d'Aménagement et de Programmation	Réalisation d'une OAP prévoyant la protection des milieux forestiers et une replantation de haie au Sud

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification



Réalisation d'une nouvelle OAP :





• Site de Rozelay, à Perrecy-les-Forges



Superficie	6 hectares environ
Justification du choix du site pour le photovoltaïsme	Foncier public Site de la « verse de Rozelay » : dépôt remodelé et végétalisé de matériaux issus de l'exploitation des puits de mine Rozelay n°1 et 2 situés à proximité – espace anthropisé Surface significative
Réalisation de l'expertise environnementale de terrain	Pas d'enjeu environnemental spécifique identifié
Résultats de l'expertise environnementale de terrain	Sans objet
Evolution du Règlement PLUi graphique (plande zonage)	Classement de N à Ne
Orientations d'Aménagement et de Programmation	Sans objet

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification

- A droite : zonage du PLUi modifié



• Le Bois Soret, à Saint-Eusèbe

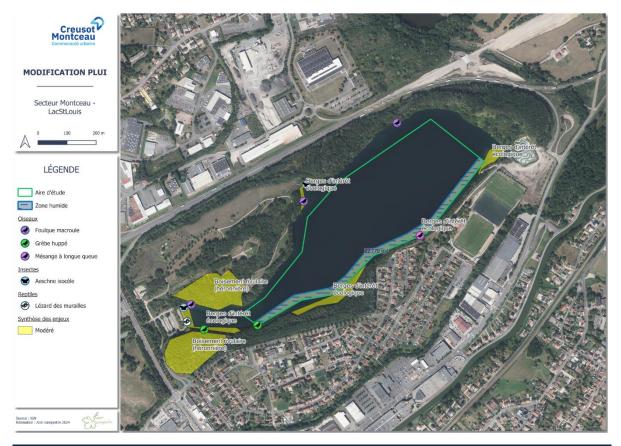


Superficie	2,2 hectares environ
Justification du choix du site pour le photovoltaïsme	Foncier public Site anthropisé : ancienne décharge
Réalisation de l'expertise environnementale de terrain	Pas d'enjeu environnemental spécifique identifié
Résultats de l'expertise environnementale de terrain	Sans objet
Evolution du Règlement PLUi graphique (plan de zonage)	Classement de N à Ne
Orientations d'Aménagement et de Programmation	Sans objet

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification



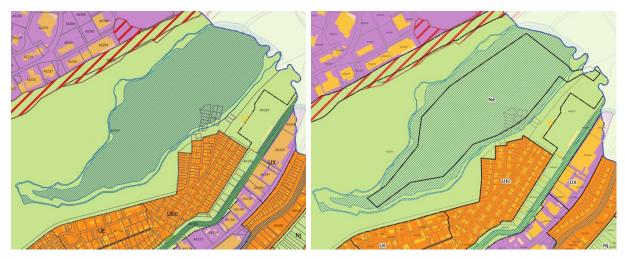
• Lac Saint-Louis, à Montceau-les-Mines

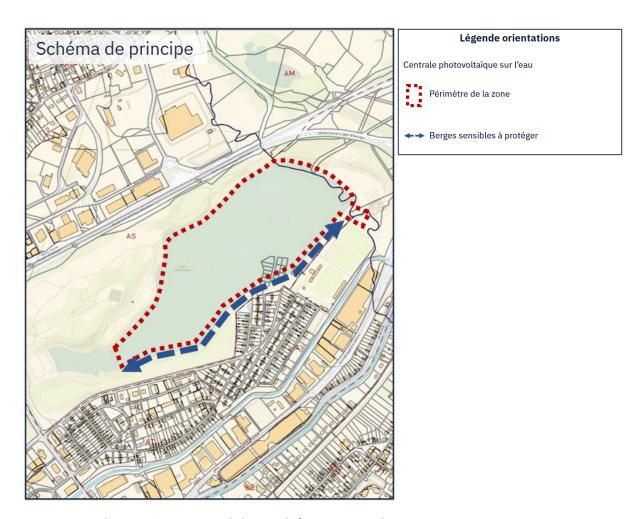


Superficie	18,5 hectares environ
Justification du choix du site pour le photovoltaïsme	Foncier public Système alternatif pour le photovoltaïque
Réalisation de l'expertise environnementale de terrain	Oui, en raison de la présence d'une zone humide inscrite au PLUi

Résultats de environnementale	l'expertise de terrain	Maintien d'un espace de retrait de 10 mètres par rapport au pourtour du lac et prise en compte des rives du lac présentant un enjeu modéré de conservation
PLUi gra	eglement aphique (plan ezonage)	Classement de N à Ne Extension de la trame « milieu humide » délimitée au plan de zonage au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme
d'/ et	rientations Aménagement de ogrammation	Réalisation d'une OAP prévoyant la protection des berges sensibles et de la végétation rivulaire

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification



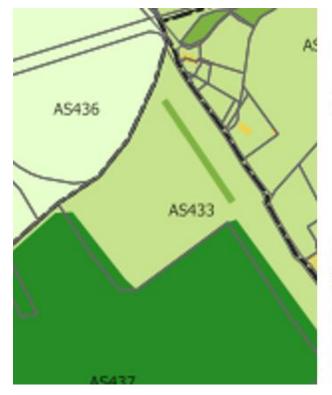


Site de Morteru, au pied du terril, à Sanvignes-les-Mines



Superficie	2,5 hectares				
Justification du choix du site pour le photovoltaïsme	Foncier public Surface en partie artificialisée				
Réalisation de l'expertise environnementale de terrain	Oui, en raison de la présence d'une localisation au sein du réservoir de biodiversité ouvert du SRADDET				
Résultats de l'expertise environnementale de terrain	Limitation de l'impact sur les végétations hygrophiles au Sud				
Evolution du Règlement PLUi graphique (plan de zonage)	Classement de N à Ne : la préservation des surfaces boisées réduit fortement l'aire d'implantation des panneaux et, pour cette raison, la zone Ne a été étendue au Nord-Est sur une prairie ne présentant pas d'intérêt écologique particulier, sous réserve de protéger la haie qui la borde, intéressante en tant qu'abri pour les oiseaux Inscription au plan de zonage des surfaces dites à enjeu modéré en réservoir de biodiversité « forêt » et « bocage / ripisylve »				
Orientations d'Aménagement et de Programmation	Réalisation d'une OAP prévoyant notamment la protection des surfaces boisées et de la haie, ainsi que la plantation d'une nouvelle haie en bordure orientale du site				

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification







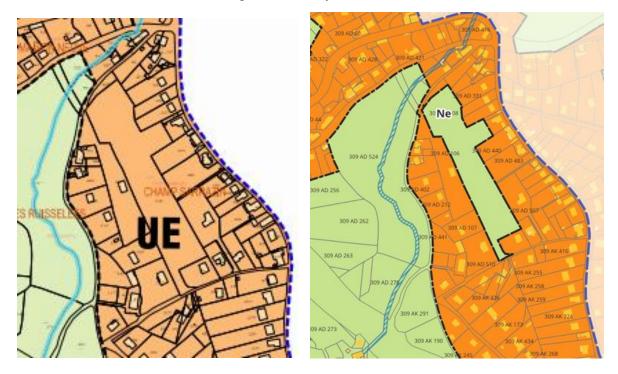
Site de Champ Sarrazin, au pied du terril, à Montcenis



Superficie	1,3 hectares environ				
Justification du choix du site pour le photovoltaïsme	Foncier public Tènement non aménageable pour de l'habitat : cuvette difficile d'accès et présentant de grosses difficultés en matière de raccordement aux réseaux				
Réalisation de l'expertise environnementale de terrain	Pas d'enjeu environnemental spécifique identifié				
Résultats de l'expertise environnementale de terrain	Sans objet				
Evolution du Règlement PLUi graphique (pla de zonage)	Classement de UE à Ne n				
Orientations d'Aménagement et c Programmation	Sans objet				

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification

- A droite : zonage du PLUi modifié



• Site Le Lavoir des Chavannes et ses environs, à Montceau-les-Mines



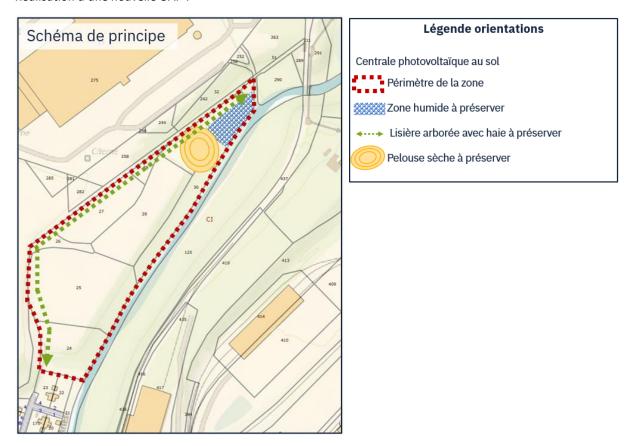
Superficie	4,1 hectares					
Justification du choix du site pour le photovoltaïsme	Foncier public Environnement urbain					
Réalisation de l'expertise environnementale de terrain	Oui, en raison d'une localisation en réservoir boisé et ouvert du SRADDET Proximité d'un ruisseau au Nord inscrit en zone humide au PLUi					
Résultats de l'expertise environnementale de terrain	En partie en réservoir de biodiversité humide du SRADDET et milieux humides de Bourgogne Franche Comté Une partie du site protégée au PLUi au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme en tant que « milieu humide » et « réservoir de biodiversité forêts »					
Evolution du Règlement PLUi graphique (plan de zonage)	Classement de N à Ne Inscription au plan de zonage au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme : - des surfaces dites à enjeu fort (pelouses sèches) en réservoir de biodiversité « bocage / ripisylve » - d'une zone humide d'origine anthropique en « milieu humide »					

	- de la bande boisée dite à « enjeu modérés » en réservoir de biodiversit « forêts »								
Orientations	Réalisation d'une OAP prévoyant la protection de la zone humide,								
d'Aménagement	· ·								
et de	bureau d'environnement préconise prioritairement la protection								
Programmation	cette bande boisée étroite en raison de son étroitesse								

A gauche : zonage du PLUi avant la modification



Réalisation d'une nouvelle OAP :



 Site d'expérimentation agrivoltaïque Les Moirots, à Saint-Symphorien-de-Marmagne



Superficie	3 hectares environ					
Justification du choix du site pour le photovoltaïsme	Foncier public Site facilement accessible					
Réalisation de l'expertise environnementale de terrain	Oui, en raison d'une localisation en réservoir ouvert du SRADDET et en raison de la présence de haies					
Résultats de l'expertise environnementale de terrain	Identification de zones humides et d'un arbre « habitat » à protéger. En ce qui concerne les haies recensées en enjeu modéré : leur arrachage peut être envisagé sous réserve d'être replantées					
Evolution du Règlement PLUi graphique (plan de zonage)	Classement de A à Ag Inscription au plan de zonage au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme : - de zones humides en « milieu humide » - des haies identifiées en « enjeux modérés » en réservoir de biodiversité « bocage / ripisylve »					
Orientations d'Aménagement et de Programmation	Réalisation d'une OAP prévoyant la protection des zones humides, de l'arbre « habitat » et des haies d'essences vives à reconstituer pour compenser l'arrachage éventuel des haies					

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification





Réalisation d'une nouvelle OAP :

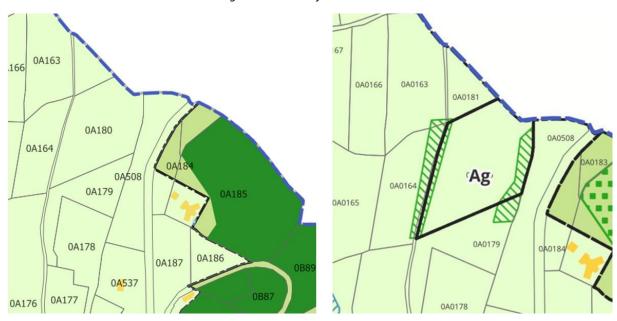


• Site d'expérimentation agrivoltaïque Terre des Veaujean, à Mary

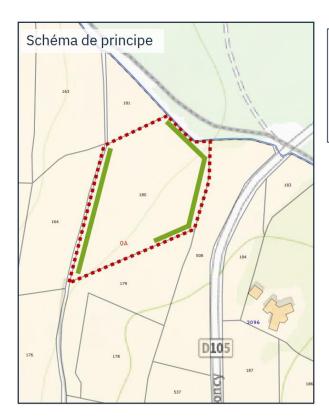


Superficie	0,9 hectares				
Justification du choix du site pour le photovoltaïsme	Foncier public Site facilement accessible				
Réalisation de l'expertise environnementale de terrain	Oui, en raison d'une localisation en réservoir ouvert du SRADDET				
Résultats de l'expertise environnementale de terrain	Pas de sensibilité particulière hormis les deux haies qui encadrent le site à l'Est et à l'Ouest				
Evolution du Règlement PLUi graphique (plan de zonage)	Classement de A à Ag Inscription au plan de zonage au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme des haies identifiées en « enjeux modérés » en réservoir de biodiversité « bocage / ripisylve »				
Orientations d'Aménagement et de Programmation	Réalisation d'une OAP prévoyant la protection des haies				

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification
- A droite : zonage du PLUi modifié



Réalisation d'une nouvelle OAP :





2. Règlement écrit

<u>Règlei</u>	<u>ment du PLUi</u>	<u>n</u>	<u>on</u>	m	00	lif	ié :		Règlen	<u>nent du PLUi</u>	m	<u>oa</u>	lifi	é:	:				Motifs de:
ZONE N : DISPOSITIONS APPLICABLES						ZONE N : DISPOSITIONS APPLICABLES								changements					
Description de la zone : () - Ne : zone naturelle dédiée aux centrales photovoltaïques							Description de la zone : () - Ne : zone naturelle dédiée aux centrales photovoltaïques et à							es	Permettre le installations agrivoltaïques comme alternative possible				
USAGE	STINATION DE DES SOLS ET NA	λTL	JRE	SI	D'A	CT	IV	-	USAGE	l'agrivo STINATION DE DES SOLS ET N	ES AT	C(UR	ON ES	ď	AC	TIV		S,	Autoriora
Les des	tinations et sou	IS C	les	tin			S		Les des	tinations et sou	ıs (des	stir	ıat	ior	ıs			Autoriser le
Habitation	Sous-destination Logement	N°1, N°2,	Nd X	Ne X	Nf X		Np X	N× X	Habitation	Sous-destination Logement	N°1, N°2,	Nd	Ne X	Nf X	Nj.	Np X	Nx X		constructions nécessaires a
Commerces et activités de services Equipements d'artieté collectif et collectif et collectif et collectif et collectif et forestière Exploitation agricole et forestière Activités des secteurs secondaires ou tertaires	Hébergement Artisana et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services où s'effectue Taccueil d'une clientèle Hébergement héberie et touristique Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leur dédigataires Locaux éteniques et industriels des administrations publiques ou de leur dédigataires Locaux éteniques et industriels des administrations publiques ou de leur dédigataires Etablissements d'enségnatives Etablissements d'enségnatives Salle d'art et de spectacles Equipements portrifs Autres équipements receant du public Exploitation agricole Exploitation forestière Industrie Entrepôt Bureau Centre de congrés et d'exposition	N°6 N°6 N°6 N°6 N°6 N°6 N°6 X X X X X X X X X X X X X X X X X X X	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	Commerces et activités de services Equipements d'intérêt collectif et services publics Exploitation agricole et forestière Activités des secteurs secondaires ou tertilaires	Hébergement de détail Artisans et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activitée de services où s'effecture l'écuel d'une clientele Hébergement holleur et tourstiuse Cliente Locaux et burreus accuellant du public des administrations publiques Locaux et burreus accuellant du public des administrations publiques Locaux et leurs dégatures Casaux et leurs dégatures dégataires Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale Salle d'art et de spectacles Salle d'art et des pectacles Salle d'art et d	N°3 X X X X X X X X X X X X X X X X X X X	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	X X X X X X X X X X X X X X X X X X X	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	X X X X X X X X X X X X X X X X X X X		photovoltaïque e à l'agrivoltaïqu (transformateur, abri pour animaux
Les aut	res usages et oo	ccu	pat	tio	ns				Les aut	res usages et o	ccu	іра	itic	ns	•				Distinguer le usages e occupations d'un part et le constructions d'autre part.

N Nd Ne Nf Nj Np Nx	Les écliennes ou parcs écliens V N Nd Ne Nf Nj Np Ns V X X X X X X X X Les installations légères à usage maraîcher sous V X X X X X X X X X X X X X X X X X X	L'ensemble de la
réserve qu'elles ne compromettent pas la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des payages et de leur intérêt, notamment du point	réserve qu'elles ne compromettent pas la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des	zone et des sous
de vue esthétique, historique ou écologique. Les installations, travaux divers et constructions X N°7 X X X X	paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique. Les installations, travaux divers et constructions X N*7 X X X X X	zones N peuven connaître un
nécessaires aux projets de réhabilitation de décharges ou de création de centre de traitement des déchets régulièrement autorisé	nécessaires aux projets de réhabilitation de décharges ou de création de centre de traitement des déchets régulièrement autorisé	activité agricole
par la DREAL Les constructions et installations nécessaires à la X X X X X X X production d'énergie photovoltaïque, ainsi que	par la DREAL En ce qui concerne les équipements d'intérêt Collectif et services publics : les usages et	raison pou
production a training principolitation of equipements techniques qui y sont liés.	occupations nécessaires à la production d'énergie photovoltaïque, ainsi que les	laquelle
	constructions, installations et équipements techniques qui y sont liés En ce qui concerne l'exploitation agricole : les N°10 N°10 N°10 N°10 N°10 N°10 N°10 N°10	l'agrivoltaïsme e
	usages et occupations nécessaires à la production d'énergie photovoltaique, ainsi que les constructions, installations et équipements	le photovoltaïque
	techniques qui y sont liés	sur bâti agricole sont possibles
Occupations et utilisations du sol admises	Occupations et utilisations du sol admises	Condition n°8
sous conditions	sous conditions	conforter lo
		vocation de la zon
Pas de dispositions particulière	N°8 : Les constructions et installations nécessaires à des équipements d'intérêt collectif et services publics dès	Ne à accueillir de
	lors qu'elles sont liées à la production d'énergie	centrales photovoltaïques
	photovoltaïque	priotovoitalques
		Condition n°9
	N°9 : Les constructions agricoles auront une emprise bâtie au sol cumulée limitée à 100 m²	limiter le:
	Datie au Soi cultiulee lillilitee à 100 III	constructions
	N°10 : Les installations photovoltaïques sont autorisées	agricoles afin que
	dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec	ces dernières se limitent au stric
	l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière	besoin d'une
	sur le terrain sur lequel elles sont implantées, qu'elles garantissent le maintien d'une activité agricole	installation
	principale, qu'elles sont réversibles, qu'elles n'affectent	agrivolatïque
	pas durablement les fonctions écologiques du sol	C
	(fonctions biologiques, hydriques et climatiques).	Condition n°10 rappel de.
	Elles sont constituées d'alignement de panneaux	conditions
	photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol	applicables d
	par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres	l'agrivoltaïsme er
	et de hangars agricoles sur lesquels les modules	cohérence avec la
	photovoltaïques s'insèrent sur la toiture.	législation applicable et de la
		possibilité
		d'implantation de
		panneaux su
		bâtiments . ,
D) CADACTEDICIONES LIDDANIE	D) CADACTERISIONES UPPAINE	agricoles
B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET	B) CARACTERISIQUES URBAINE,	
PAYSAGERE	ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	
1 Implantation des constructions	1 Implantation des constructions	Les panneaux
1 implantation des constituctions	1 implantation des constituctions	solaires étan
1-1 Implantation des constructions par	1-1 Implantation des constructions par	relativement
rapport aux voies et emprises publiques	rapport aux voies et emprises publiques	hauts,
()	()	l'instauration
d) Constructions et installations nécessaires	d) Constructions et installations nécessaires	d'une règle spécifique de recu
aux services publics ou d'intérêt collectif	aux services publics ou d'intérêt collectif	par rapport à la
()	()	voie est nécessaire
Leur implantation n'est pas réglementée.	Leur implantation n'est pas réglementée,	à la limitation de
zeapiantation il est pas regionicitée.	sauf en zone Ne où les constructions et	leur impact visuel
	installations seront implantées avec un recul	
	minimum de 5m par rapport à l'emprise	
	actuelle ou future de la voie.	
	a) Installations de nannague a lairea qu'il	
	e) Installations de panneaux solaires en lien	
	avec une activité agricole (agrivoltaïsme) Les dispositions qui précèdent ne	
	s'appliquent pas. Une marge de recul de 5	
	is appliquent pas. One marge de recui de s	1

mètres minimal est demandée par rapport à toutes les voies et emprises publiques. 1-2 Implantation des constructions par 1-2 Implantation des constructions par Cette disposition permet de limiter rapport aux limites séparatives rapport aux limites séparatives l'impact visuel des (...) panneaux solaires, a) Constructions neuves a) Constructions neuves mais également de Les constructions peuvent s'implanter en Les constructions peuvent s'implanter en conserver une limite séparative ou en retrait sous réserve limite séparative ou en retrait sous réserve marge de recul par du respect du droit des tiers. du respect du droit des tiers. rapport à des Pour les constructions installations de (...) espaces agricoles panneaux solaires en lien avec une activité et naturels ainsi que par rapport à agricole (agrivoltaïsme), une marge de recul des constructions de 5 mètres minimale est demandée. voisines En zone Ne, les constructions et installations nouvelles devront respecter une marge de recul minimale de 5 mètres. 1-3 Implantation des constructions les unes | s'agit de 1-3 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même traduction par rapport aux autres sur une même réalementaire d'un des critères du Les bâtiments principaux (hormis garages, Les bâtiments principaux (hormis garages, décret n° 2023remises, abris de jardin ou autres annexes) remises, abris de jardin ou autres annexes) 1408 du 29 devront être implantés de telle sorte : devront être implantés de telle sorte : 2023 décembre que les accès nécessaires aux que les accès nécessaires aux définissant les services de Secours et d'Incendie services de Secours et d'Incendie modalités de prise soient assurés ; soient assurés ; en compte des installations que les baies éclairant les pièces que les baies éclairant les pièces production principales ne soient masquées par principales ne soient masquées par d'éneraie aucune partie d'immeuble qui, à aucune partie d'immeuble qui, à photovoltaïque au l'appui de ces baies, serait vue sous l'appui de ces baies, serait vue sous sol dans le calcul un angle de plus de 45°. un angle de plus de 45°. de consommation De plus, pour les équipements d'intérêt d'espace collectif et services publics en lien la production d'énergie photovoltaïque ainsi que pour les constructions et installations solaires en lien avec une activité agricole (agrivoltaïsme): L'espacement entre deux rangées de panneaux photovoltaïques distinctes ou d'ombrières doit être au moins égale à deux mètres. Les deux mètres sont mesurés au bord des panneaux d'une rangée, au bord des panneaux de la rangée suivante et non pas d'un pieux d'ancrage à l'autre ; Les ancrages au sol doivent être sur des espaces très localisés et justifiés par les caractéristiques géotechniques du sol ou des conditions climatiques extrêmes. Pour les installations de type trackers, la surface du socle béton

1-4 Hauteur des constructions

ne doit pas dépasser 0,3m2/kWc.

1-4 Hauteur des constructions

II s'agit de

traduction réglementaire d'un des critères du La hauteur des constructions situées dans les couloirs de passage de lignes électriques ne doit pas excéder 8 mètres.

La hauteur des constructions neuves à usage d'habitation ne doit pas excéder R+1.

Des hauteurs différentes pourront être autorisées pour des extensions et aménagements de bâtiments existants non conformes à ces règles en respectant la hauteur du bâtiment existant.

Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les autres constructions ainsi que pour les équipements d'infrastructures (réservoirs, tour hertzienne, pylône, ...). La hauteur des constructions situées dans les couloirs de passage de lignes électriques ne doit pas excéder 8 mètres.

La hauteur des constructions neuves à usage d'habitation ne doit pas excéder R+1.

Des hauteurs différentes pourront être autorisées pour des extensions et aménagements de bâtiments existants non conformes à ces règles en respectant la hauteur du bâtiment existant.

Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les autres constructions ainsi que pour les équipements d'infrastructures (réservoirs, tour hertzienne, pylône, ...).

De plus, pour les équipements d'intérêt collectif et services publics en lien la production d'énergie photovoltaïque ainsi que pour les constructions et installations solaires en lien avec une activité agricole (agrivoltaïsme): la hauteur des panneaux photovoltaïques est de 2,40 mètres minimum au point bas. La hauteur maximale des installations et des constructions est de 6 mètres maximum au point haut du panneau. En zone Ne, la hauteur maximale est de 4 m au sommet du faîtage ou de l'acrotère pour les constructions.

décret n° 2023 1408 du 20 décembre 2023 définissant les modalités de prise en compte des installations de production d'énergie photovoltaïque au sol dans le calcul consommation d'espace. La hauteur minimale prévue par le décret est toutefois majorée à 2,40 mètres afin de permettre l'élevage bovin sous panneau photovoltaïaue. Les règles hauteur maximale visent quant à elles à limiter l'impact visuel des constructions

Non réglementée

1-5 Emprise au sol

Hors zone Ne : l'emprise au sol formée par l'ensemble des panneaux photovoltaïques, inter-rangs compris doit être d'un seul tenant et ne doit pas excéder 100m2 à l'échelle de l'unité foncière.

des installations
Cette disposition a
pour objectif de
limiter l'impact de
l'agrivoltaïsme sur
l'environnement et
le paysage, en
accord avec la
stratégie
communautaire
pour le

2 Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

2-1 L'article R 111-27 du Code de l'Urbanisme demeure applicable

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. »

Notamment, les constructions inspirées d'architectures typiques d'une autre région ou d'un autre pays sont interdites.

Les constructions à ossature bois et utilisant la technique du madrier (section rectangulaire) sont autorisées sous réserve

2 Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

2-1 L'article R 111-27 du Code de l'Urbanisme demeure applicable

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. »

Notamment, les constructions inspirées d'architectures typiques d'une autre région ou d'un autre pays sont interdites.

Les constructions à ossature bois et utilisant la technique du madrier (section rectangulaire) sont autorisées sous réserve

Des dispositions ciblées ont été ajoutées, afin de faciliter l'intégration paysagère des projets sans risquer de les bloquer

de respecter les conditions d'intégration du 1er alinéa de cet article. Les chalets en rondins avec le chevauchement des éléments de construction restent interdits. L'emploi extérieur à nu de matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit tel que carreaux de plâtre, briques creuses ou moellons de bétons, est interdit. de respecter les conditions d'intégration du 1er alinéa de cet article. Les chalets en rondins avec le chevauchement des éléments de construction restent interdits. L'emploi extérieur à nu de matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit tel que carreaux de plâtre, briques creuses ou moellons de bétons, est interdit.

Les constructions en lien avec la production photovoltaïque ou agrivoltaïque devront soit masquées par des plantations d'essences végétales locales soit faire l'objet d'un traitement de leur aspect extérieur (exemple : bardage bois) permettant de les intégrer visuellement à leur environnement agricole et naturel. Les équipements techniques seront intégrés l'architecture des constructions et des installations. Une cohérence de forme, de couleur et de matériaux avec le contexte naturel ou bâti sera recherchée afin de garantir leur bonne intégration.

2-2 Constructions neuves

(...)

Clôtures:

(...)

2-2 Constructions neuves

(...)

Clôtures:

(...)

En zone Ne, les clôtures seront des grillages non occultant ou des clôtures à claire-voie avec au minimum 75% de vide, sans base linéaire maçonnée. Elles doivent être réalisées avec des dispositifs pour partie perméables à la base, pour faciliter le passage de la faune.

traduction réalementaire d'un des critères du décret n° 2023-1408 du 29 décembre 2023 définissant les modalités de prise en compte des installations de production d'énergie photovoltaïque au sol dans le calcul de consommation d'espace. Des précisions ont été ajoutées sur l'ajourage des clôtures afin de garantir une perméabilité visuelle et écologique adaptée l'environnement agriciole et naturel

II s'agit de

3 Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions

Les espaces libres de toute occupation seront aménagés et plantés pour participer à l'intégration des constructions dans l'environnement rural et paysager.

3 Traitement environnemental et paysager | s'agit des espaces non bâtis et abords des constructions

Les espaces libres de toute occupation seront aménagés et plantés pour participer à l'intégration des constructions dans l'environnement rural et paysager.

Il s'agit de la traduction réglementaire d'un des critères du décret n° 2023-1408 du 29 décembre 2023 définissant les modalités de prise en compte des installations de

Les plantations existantes seront maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

Les clôtures, lorsqu'elles existent, devront être à caractère végétal et plantées d'essences locales, non répertoriées comme envahissantes, et non doublées d'un grillage. (...) Les plantations existantes seront maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

Les clôtures, lorsqu'elles existent, devront être à caractère végétal et plantées d'essences locales, non répertoriées comme envahissantes, et non doublées d'un grillage. Cette disposition ne s'applique pas en

<mark>secteur Ne.</mark>

En ce qui concerne les constructions en lien avec la production photovoltaïque ou agrivoltaïque une absence de revêtement ou la mise en place d'un revêtement drainant ou perméable est privilégié pour l'aménagement des voies d'accès aux panneaux internes à l'installation et aux autres plateformes techniques.

seront production
r des d'énergie
photovoltaïque au
sol dans le calcul
de la
consommation
d'espace.

Règlem	ent du PLUi non mo	difié	<u>:</u>	Règlemen	t du PLUi modi	fié :			Motifs de
ZONE A : DISPOSITIONS APPLICABLES			ZONE A : DIS	SPOSITIONS APPL	CABL	.ES		changement	
									<u>s</u>
Description	on de la zone :			Description	n de la zone :				Création d'ur
()				()					zone Ag dédiée
				-	Ag: zone r	<mark>éserv</mark>	rée .	<mark>à la</mark>	l'agrivoltaïsme
					production d'é	<mark>nergi</mark>	<mark>e sola</mark>	<mark>ire en</mark>	
					lien avec une	activi	té agr	ricoile	
					(agrivoltaïsme		J		
					(agrivoitaisine)	<u>'</u>			
•	INATION DES CONST ES SOLS ET NATURES D		•	,	NATION DES COSSIDER			-	
	nations et sous destina		L		tions et sous dest			16	Les destination
Destination	Sous-destination	Secter	ırs Am	Destination	Sous-destination		Secteurs		de construction
Habitation	Logement	N°3, N°6, N°7, N°8	X X	Habitation	Logement	A N°3,	Ag X	Am X	admises en zo
Commerces et	Hébergement Artisanat et commerce de détail	X	X			N°6, N°7,			Ag sont tr
activités de	Restauration	x	x			N°8			limitées : ce so
services	Commerce de gros Activités de services où s'effectue l'accueil d'une	X	X		Hébergement	Х	X	Х	
	clientèle Hébergement hôteller et touristique	,		Commerces et	Artisanat et commerce de détail	Х	X	Х	notamment a
	Hebergement höteller et touristique Cinéma	X	X	activités de	Restauration	Х	X	Х	constructions
Equipements	Locaux et bureaux accueillant du public des	Х	Х	services	Commerce de gros Activités de services où	X	X X	X	
d'intérêt collectif et services publics	administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations	N°10	Х		s'effectue l'accueil d'une	^	^	^	liées V la itantia a
	publiques ou de leurs délégataires Etablissements d'enseignement, de santé et d'action	Х	Х		clientèle Hébergement hôtelier et	X	X	Х	l'exploitation aaricole
	sociale Salle d'art et de spectacles	Х	Х		touristique	^	^	^	agricole
	Equipements sportifs	X	X		Cinéma	Х	X	Х	forestière
Exploitation	Autres équipements recevant du public Exploitation agricole	N°1, N°2,	N°9	Equipements	Locaux et bureaux accueillant	Х	X	Х	Y
agricole et		N°4, N°5,		d'intérêt collectif	du public des administrations				nécessaires
forestière Activités des	Exploitation forestière Industrie	N°1, N°2 X	X	et services	publiques ou de leurs				l'agrivoltaïsme
secteurs	Entrepôt	x	X	publics	délégataires Locaux techniques et industriels	N°10	N°10	х	
secondaires ou tertiaires	Bureau Centre de congrès et d'exposition	X	X		des administrations publiques ou de leurs délégataires	14 10	14 10	^	(transformateu
					Etablissements	Х	X	Х	abri à animaux)
					d'enseignement, de santé et d'action sociale				
					Salle d'art et de spectacles	Х	X	Х	
					Equipements sportifs	Х	X	Х	
					Autres équipements recevant du public	Х	X	X	
				Exploitation	Exploitation agricole	N°1,	N°1,	N°9	
				agricole et forestière		N°2, N°4,	N°2		
					Exploitation forestière	N°5, N°1,	N°1,	Х	
				Activités des	Industrie	N°2 X	N°2	Х	
				secteurs	Entrepôt	x	X	x	
				secondaires ou	Bureau	Х	X	Х	
				tertiaires	Centre de congrès et d'exposition	Х	X	Х	
es autre	s usages et occupation	ς		Les autres	usages et occupat	ions			Les autres usag
LC3 auti C	s asages et occupation			Les autres	usubes et occupat	10113			1
				1					et occupations

		-T
Les écliennes ou parcs écliens	A Ag Am Les éoliennes ou parcs éoliens ✓ X X	sol sont très
Les équipements d'intérêt collectif en matière d'antennes de télécommunications	Les équipements d'intérêt collectif en matière	réduits afin de
Les carrières X X L'occupation du terrain par des caravanes ou toute forme d'habitat mobile X X	d'antennes de télécommunications Les carrières X X X	réserver la zone d
hormis les aires d'accueil pour les gens du voyage prévues au schéma départemental des gens du voyage et aires d'accueil communales ou	L'occupation du terrain par des caravanes ou toute XXX	l'agrivoltaïsme
intercommunales pour les gens du voyage sédentarisés Les constructions ou installations à moins de 20 mètres d'un cours d'eau ou d'un plan d'eau (protection de la ressource en eau et la continuité	forme d'habitat mobile hormis les aires d'accueil pour les gens du voyage prévues au schéma	
declogique) Les affouillements et exhaussements du sol non soumis à une autorisation X X	départemental des gens du voyage et aires d'accueil	
d'occupation du sol ou des recherches archéologiques	communales ou intercommunales pour les gens du voyage sédentarisés	
	Les constructions ou installations à moins de 20 X X	
	mètres d'un cours d'eau ou d'un plan d'eau (protection de la ressource en eau et la continuité	
	écologique) Les affouillements et exhaussements du sol non X X X	
	soumis à une autorisation d'occupation du sol ou	
	des recherches archéologiques Les terrains de camping X X X	-
	Les panneaux photovoltaïques hors ceux liés à N°13 N°14 N°13	
	l'évolution et aux annexes des bâtiments existants	<u> </u>
Occupations et utilisations du sol admises	Occupations et utilisations du sol admises	
sous conditions	sous conditions	conditions
	N°13 (sauf zone Ag): Les installations photovoltaïques	applicables (
Pas de dispositions particulière	sont autorisées dès lors qu'elles ne sont pas	l'agrivoltaïsme ei
	incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole,	cohérence avec la
	pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont	législation
	implantées, qu'elles garantissent le maintien d'une	applicable et de la
	activité agricole principale, qu'elles sont réversibles,	possibilité
	qu'elles n'affectent pas durablement les fonctions écologiques du sol (fonctions biologiques, hydriques et	d'implantation
	climatiques).	des panneaux su
	Elles sont constituées d'alignement de panneaux	bâtiments
	photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par	
	des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de	1 2
	hangars agricoles sur lesquels les modules	
	photovoltaïques s'insèrent sur la toiture.	
	N°14 (zone Ag)	
	Les installations photovoltaïques sont autorisées dès lors	
	qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'une activité de	
	production agricole, qu'elles sont réversibles, qu'elles	
	n'affectent pas durablement les fonctions écologiques du	
	sol (fonctions biologiques, hydriques et climatiques).	
	, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	
	Elles sont constituées d'alignement de panneaux	
	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par	
	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de	
	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules	
R) CARACTERISIONES URRAINE	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture.	
B) CARACTERISIQUES URBAINE,	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE,	
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET	
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET	Les panneaux
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions	Les panneau: solaires étan
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par	Les panneau solaires étan relativement
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions	Les panneau solaires étan relativement hauts,
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Les panneau solaires étan relativement hauts, l'instauration
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques ()	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques ()	Les panneau. solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors	Les panneau. solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique de
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées	Les panneau solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règl spécifique d recul par rappor
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées ()	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées ()	Les panneau. solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique de recul par rappor à la voie es
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions	Les panneaus solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique de recul par rappor à la voie es nécessaire à la
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées ()	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées ()	Les panneaus solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique de recul par rappor à la voie es nécessaire à la limitation de leu
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum	Les panneaus solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique de recul par rappor à la voie es nécessaire à la
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle	Les panneaus solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique de recul par rappor à la voie es nécessaire à la limitation de leu
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie.	Les panneaus solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique de recul par rappor à la voie es nécessaire à la limitation de leu impact visuel
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle	Les panneaus solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique de recul par rappor à la voie es nécessaire à la limitation de leu impact visuel
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie.	Les panneaus solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique de recul par rappor à la voie es nécessaire à la limitation de leu impact visuel
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie. Pour les constructions et installations de panneaux solaires en lien avec une activité	Les panneaus solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique de recul par rappor à la voie es nécessaire à la limitation de leu impact visuel
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie. Pour les constructions et installations de panneaux solaires en lien avec une activité agricole (agrivoltaïsme), un recul minimal de	Les panneaus solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique de recul par rappor à la voie es nécessaire à la limitation de leu impact visuel
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie. Pour les constructions et installations de panneaux solaires en lien avec une activité agricole (agrivoltaïsme), un recul minimal de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou	Les panneaus solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique de recul par rappor à la voie es nécessaire à la limitation de leu impact visuel
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie. Pour les constructions et installations de panneaux solaires en lien avec une activité agricole (agrivoltaïsme), un recul minimal de	Les panneau solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique di recul par rappor à la voie es nécessaire à la limitation de leu impact visuel
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie.	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie. Pour les constructions et installations de panneaux solaires en lien avec une activité agricole (agrivoltaïsme), un recul minimal de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie est demandé.	Les panneau, solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique de recul par rappor à la voie es nécessaire à la limitation de leu impact visuel
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie. 1-2 Implantation des constructions par	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie. Pour les constructions et installations de panneaux solaires en lien avec une activité agricole (agrivoltaïsme), un recul minimal de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie est demandé. 1-2 Implantation des constructions par	Les panneaus solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique de recul par rappor à la voie es nécessaire à le limitation de leu impact visuel
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie. 1-2 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie. Pour les constructions et installations de panneaux solaires en lien avec une activité agricole (agrivoltaïsme), un recul minimal de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie est demandé. 1-2 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	Les panneaux solaires étans relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique de recul par rapportà la voie es nécessaire à la limitation de leui impact visuel
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie. 1-2 Implantation des constructions par	Elles sont constituées d'alignement de panneaux photovoltaïques montés sur châssis ou ancrées au sol par des mâts (ombrières fixes ou orientables), de serres et de hangars agricoles sur lesquels les modules photovoltaïques s'insèrent sur la toiture. B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions 1-1 Implantation des constructions () b) Constructions neuves situées en dehors des parties actuellement urbanisées () Dans tous les autres cas, les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie. Pour les constructions et installations de panneaux solaires en lien avec une activité agricole (agrivoltaïsme), un recul minimal de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie est demandé. 1-2 Implantation des constructions par	Les panneaus solaires étan relativement hauts, l'instauration d'une règle spécifique de recul par rappor à la voie es nécessaire à la limitation de leu impact visuel

a) Constructions neuves

Les constructions peuvent s'implanter en limite séparative ou en retrait sous réserve du respect du droit des tiers.

(...)

a) Constructions neuves

Les constructions peuvent s'implanter en limite séparative ou en retrait sous réserve du respect du droit des tiers.

Pour les constructions et installations de panneaux solaires en lien avec une activité agricole (agrivoltaïsme), une marge de recul de 5 mètres minimal est demandée

solaires, mais également de conserver une marge de recul par rapport à des espaces agricoles et naturels ainsi que par rapport à des constructions voisines

1-3 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les bâtiments principaux (hormis garages, remises, abris de jardin ou autres annexes) devront être implantés de telle sorte :

- que les accès nécessaires aux services de Secours et d'Incendie soient assurés;
- que les baies éclairant les pièces principales ne soient masquées par aucune partie d'immeuble qui, à l'appui de ces baies, serait vue sous un angle de plus de 45°.

1-3 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les bâtiments principaux (hormis garages, remises, abris de jardin ou autres annexes) devront être implantés de telle sorte :

- que les accès nécessaires aux services de Secours et d'Incendie soient assurés;
- que les baies éclairant les pièces principales ne soient masquées par aucune partie d'immeuble qui, à l'appui de ces baies, serait vue sous un angle de plus de 45°.

De plus, pour les installations de panneaux solaires en lien avec une activité agricole (agrivoltaïsme) : l'espacement entre deux rangées de panneaux photovoltaïques distinctes ou d'ombrières doit être au moins égale à deux mètres. Les deux mètres sont mesurés au bord des panneaux d'une rangée, au bord des panneaux de la rangée suivante et non pas d'un pieux d'ancrage à l'autre.

Cette disposition est inspirée des critères du décret n° 2023-1408 du 29 décembre 2023 définissant les modalités de prise en compte des installations production d'énergie photovoltaïque au sol dans le calcul de consommation d'espace. Elle limite l'impact sur les espaces agricoles bien que décret susmentionné ne concerne pas 'agrivoltaïsme

1-4 Hauteur des constructions

Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les autres constructions ainsi que pour les équipements d'infrastructures (réservoirs, tour hertzienne, pylône, ...).

1-4 Hauteur des constructions

(...)

Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les autres constructions ainsi que pour les équipements d'infrastructures (réservoirs, tour hertzienne, pylône, ...).

Pour les installations de panneaux solaires en lien avec une activité agricole (agrivoltaïsme), la hauteur minimale des panneaux est de 2,40 mètres au point bas La hauteur maximale des panneaux est de 6mètres.

II s'agit de traduction réalementaire d'un des critères du décret n° 2023-1408 du 29 décembre 2023 définissant les modalités de prise en compte des installations production d'énergie photovoltaïque au sol dans le calcul de consommation d'espace. I a hauteur minimale prévue par le décret est toutefois majorée à 2,40 mètres afin de permettre l'élevage bovin panneau photovoltaïque. règles

		hauteur maximale visent quant à elles à limiter l'impact visuel des installations
Non réglementée	l'ensemble des panneaux photovoltaïques, inter-rangs compris doit être d'un seul tenant	Cette disposition a pour objectif de limiter l'impact de l'agrivoltaïsme sur l'environnement et le paysage, en accord avec la stratégie communautaire pour le photovoltaïsme

3. Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL)

La présente modification porte sur la délimitation de 9 STECAL :

- Huit projets à vocation de loisirs et touristiques (gîtes de grandes tailles, camping de petites tailles, halte nautique, centre équestre avec salle de spectacle) dont le développement s'appuie sur :
 - Des points d'appuis culturels et touristiques que sont : les villes-centre, le Canal du Centre, l'eurovélo 6, les nombreux plans d'eau du territoire communautaire
 - Leur insertion dans le maillage d'itinérance touristique, pédestre et cyclable, connecté aux gares
 - Le développement des capacités d'hébergement du territoire
- Un projet de site d'expérimentation et d'enseignement agronomique

Le développement de ces activités s'inscrit dans la mise en œuvre de la stratégie d'aménagement du PADD. Deux des cinq axes sont orientés vers la valorisation du territoire dans sa double dimension urbaine et rurale. Si le développement de l'offre touristique est prévue dans l'axe « organiser un territoire urbain et rural », celui doit s'inscrire dans un embellissement du cadre de vie comme le prévoit le quatrième axe du PADD. Dans ce contexte, la stratégie touristique de la CUCM est d'orienter les projets vers la réhabilitation du patrimoine bâti et le confortement des grands secteurs stratégiques listés par le PADD : les caneaux, l'Eurovélo 6, les plans d'eau, issus notamment de l'exploitation minière, ainsi que les villages et cités de caractère.

a. Le contexte réglementaire de la délimitation des STECAL

Les 9 projets susmentionnés nécessitent l'accueil de destinations et de activités non autorisées en zones A et N : artisanat et commerce de détail, restauration, activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, hébergement hôtelier et touristique. Aussi, il est nécessaire de délimiter des STECAL.

Toutefois, la délimitation de STECAL doit répondre aux critères établis à l'article L151-13 du code de l'urbanisme :

- un caractère exceptionnel, qu'il faut justifier par la réalité du projet, par sa compatibilité avec sa localisation dans un site agricole et naturel, ainsi que par l'impossibilité de le développer ailleurs,
- une taille et une capacité d'accueil limitées, qu'il faut traduire par des règles de hauteur, d'implantation et de densité des constructions permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.
- des conditions de desserte par les réseaux publics et la satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité. Il faut souligner que le règlement écrit du PLUi en zones A et N n'interdit pas une desserte par des réseaux privatifs lorsque les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité l'exigent

Dans ce contexte, quatre demandes de création de STECAL n'ont pas été retenues, principalement pour le motif que le projet n'était pas suffisamment avancé, au risque d'une artificialisation significative d'espaces.

b. L'expertise environnementale des STECAL

La délimitation de nouveaux STECAL peut être impactante notamment pour la biodiversité. Les STECAL ne croisent pas des enjeux environnementaux connus : inventaire des milieux humides de BFC, prélocalisation des

zones humides de la Bourbince, ZNIEFF de type 1, Natura 2000, trame verte et bleue (réservoir de biodiversité du SRADDET BFC), éléments protégés dans le PLUi, etc.

Toutefois, une étude préalable « à dire d'expert » par le bureau d'études en charge de l'expertise environnementale a identifié des sensibilités potentielles pour quatre STECAL, en raison des enjeux de faune potentiels liés à la présence de bâtiments à l'abandon, d'arbres remarquables, ou en raison de l'artificialisation du site. Une expertise terrain a ainsi été menée pour ces quatre STECAL.

c. La traduction réglementaire de la délimitation des STECAL

i. Evolution réglementaire globale

Il a été nécessaire de créer des nouveaux sous-zonages afin que ceux-ci répondent aux conditions définies à l'article L151-13 du code de l'urbanisme. Afin d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone, il a été nécessaire que les règles de hauteur, d'implantation et de densité des constructions aient été émises au plus près des besoins réels du projet.

Quatre sous-zones ont ainsi été créées, impliquant des évolutions apportées au règlement écrit afin notamment de définir les occupations et utilisations du sol interdites ou soumises à conditions dans ces zones, ainsi que les règles de hauteur, d'implantation et de densité des constructions :

- 4 STECAL dans un nouveau zonage ALhr totalisant 2 hectares. Ce sous-zonage correspond à un projet de reconversion de bâtiments avec constructibilité nouvelle très réduite. Les principaux changements apportés au règlement écrit sont la hauteur limitée à 5 mètres et une emprise au sol des constructions nouvelles réduite (100 m² d'emprise au sol)
- 1 STECAL dans un nouveau zonage ALhn totalisant 0,4 hectares. Ce sous-zonage est rendu nécessaire par la spécificité du projet, celle d'un nouveau camping à Marmagne, ainsi que par un besoin de règles renforcées de réduction de la constructibilité et de préservation des surfaces végétalisées et de pleine terre. Ainsi, le règlement interdit les constructions nouvelles, seule l'extension du bâti existant dans la limite de 20 m² d'emprise au sol étant admise. De plus, un coefficient de surfaces végétalisées de 90%, dont 80% de pleine terre, est prévu.
- 3 STECAL dans un nouveau zonage NLah totalisant 2,9 hectares. Ce sous-zonage est destiné à des projets de constructibilité un peu plus significatifs parce que localisés dans les secteurs stratégiques pour le développement touristique du territoire : canal du centre, plans d'eau liés aux anciennes mines. La constructibilité reste très encadrée puisqu'elle est limitée à 300 m² maximum avec une hauteur maximale de 5 mètres.
- 1 STECAL dans un nouveau zonage NLhc totalisant 0,4 hectares. Ce sous-zonage est rendu nécessaire par la spécificité du projet, celle d'une extension d'une aire de camping-car, justifiant des possibilités de construire très réduites (50 m² d'emprise au sol).

Le règlement écrit prévoit d'autres dispositions pour renforcer l'insertion des STECAL dans leur environnement, plus particulièrement dans le cadre du traitement des voiries et des aires de stationnement, ainsi que dans les implantations par rapport aux voies et limites de propriété.

De plus, afin de prendre en compte la sensibilité environnementale du site destiné à accueillir le camping de Marmagne, une nouvelle OAP a été établie afin réduire et de compenser les incidences du projet.

ii. Détail des évolutions réglementaires

1. Evolution du zonage et des OAP

• Transformation du bâtiment en gîte pour 50 couchages, à Blanzy

Superficie	0,5 ha environ	
Réalisation d'une expertise environnementale de terrain	Oui, en raison des enjeux faune potentiels dans certains bâtiments et au niveau de certains arbres. L'expertise environnementale définit un ensemble de mesures applicable au projet d'aménagement et de constructions, sans incidences sur la délimitation du STECAL proprement dite	
Insertion dans l'environnement et compatibilité caractère naturel, agricole	Ce projet porte sur la réhabilitation d'un ancien corps de ferme : il s'insère bien dans son environnement puisqu'il s'intègre à une architecture vernaculaire adaptée à son site De plus, la prise en compte des mesures environnementales au moment du projet d'aménagement et de construction permettra de conserver les composantes de la richesse du site	
Conditions de desserte par les réseaux publics et satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement	satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement :	
Caractère exceptionnel du STECAL	 Caractère exceptionnel avéré : Projet étroitement associé à la mise en valeur d'un site, qui ne peut donc pas être développé ailleurs, notamment en milieu urbain Projet très avancé dans sa réflexion au regard des éléments fournis par le porteur de projet 	
Evolution du PLUi	Classement en zone ALhr en lieu et place de la zone A Suppression au plan de zonage de l'identification en tant qu'exploitation agricole (cercle rouge) Suppression du pastillage « changement de destination »	

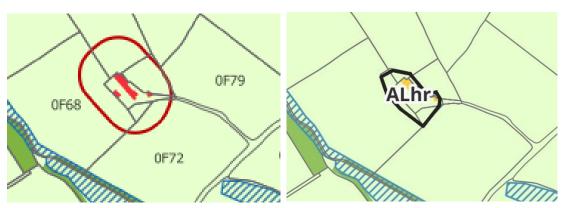


Fond de plan : géoportail / surfaces au RPG

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification

- A droite : zonage du PLUi modifié



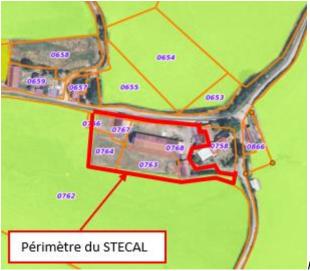




• Lieu de ressources agro-écologiques à Saint-Symphorien-de-Marmagne

Superficie	0,5 ha environ
Réalisation d'une expertise environnementale de terrain	Non pas de sensibilité environnementale potentielle identifiée
Insertion dans l'environnement et compatibilité caractère naturel, agricole	Ce projet porte sur la réhabilitation d'une ancienne grange : il s'insère bien dans son environnement puisqu'il s'intègre à une architecture vernaculaire adaptée à son site

	De plus, l'activité est étroitement liée au site et à l'environnement agricole et naturel puisqu'elle est axée sur l'enseignement et la mise en pratique de savoir-faire pour le mode agricole		
Conditions de desserte par les réseaux publics et satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement : • Site accessible par la route • Assainissement non collectif • Ligne électrique basse tension • Réseau public eau PVC 110. Vigilance : en fonction des travaux une localisation précise de la conduite devra être réalisée car elle passe en domaine privé • Equipement privé en matière de défense incendie en raison de l'absence de poteau incendie		
Caractère exceptionnel du STECAL	 Caractère exceptionnel avéré : Projet étroitement associé à la mise en valeur d'un site, qui ne peut donc pas être développé ailleurs, notamment en milieu urbain Projet très avancé dans sa réflexion au regard des éléments fournis par le porteur de projet 		
Evolution du PLUi	Classement en zone ALhr en lieu et place de la zone A Suppression du pastillage « changement de destination »		

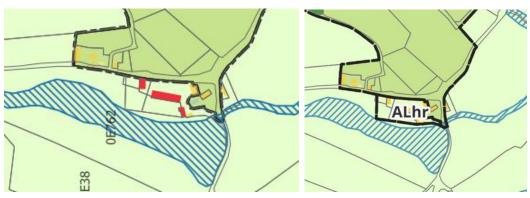


Fond de plan : géoportail / surfaces au RPG

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification

A droite : zonage du PLUi modifié





• Salle de réception à Perrecy-les-Forges

Superficie	0,5 ha environ	
Réalisation d'une expertise environnementale de terrain	Oui, en raison des enjeux faune potentiels dans certains bâtiments et au niveau de certains arbres. L'expertise environnementale définit un ensemble de mesures applicable au projet d'aménagement et de constructions, sans incidences sur la délimitation du STECAL proprement dite	
Insertion dans l'environnement et compatibilité caractère naturel, agricole	' ' '	
Conditions de desserte par les réseaux publics et satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement : • Site accessible par la route • Assainissement non collectif • Ligne électrique basse tension • Réseau public eau PVC 50 et 110 • La conformité du poteau incendie, situé sur la commune voisine, devra être vérifiée au moment du projet futur	

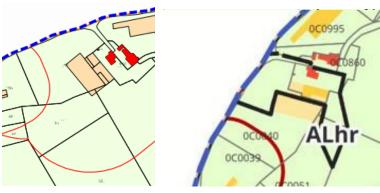
Caractère exceptionnel du STECAL	Caractère exceptionnel avéré :		
	 Projet étroitement associé à la remise en état de bâtiments désaffectés Projet très avancé dans sa réflexion au regard des éléments fournis par le porteur de projet 		
Evolution du PLUi	Classement en zone ALhr en lieu et place de la zone A		



Fond de plan : géoportail

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification
- A droite : zonage du PLUi modifié



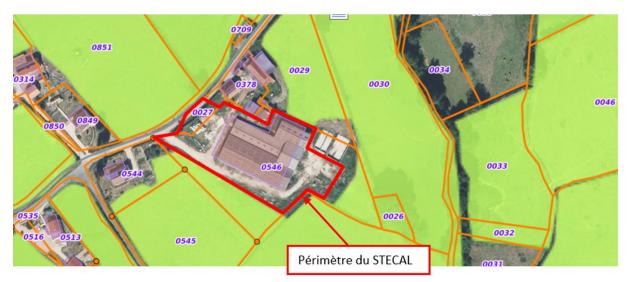




Ci-dessus : vue d'ensemble de la longère (espaces ouverts peu favorables aux chiroptères) en haut et façade est (quelques anfractuosités favorables au Moineau domestique)

• Activité équestre (éducative et représentations) à Saint-Romain-sous-Gourdon

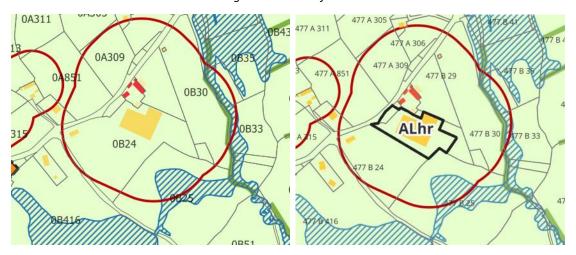
Superficie	0,6 ha environ
Réalisation d'une expertise environnementale de terrain	Non pas de sensibilité environnementale potentielle identifiée
Insertion dans l'environnement et compatibilité caractère naturel, agricole	Ce projet porte sur la réutilisation d'anciens bâtiments agricoles pour une activité d'enseignement et de spectacle équestre. Celle-ci n'est pas considérée comme agricole, mais elle reste étroitement liée à son environnement agricole. Notamment, le site impacte des espaces déjà artificialisés, les prairies limitrophes étant préservées et utilisées pour les chevaux
Conditions de desserte par les réseaux publics et satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement : • Site accessible par la route • Assainissement non collectif • Ligne électrique basse tension • Réseau public eau à vérifier • Poteau incendie à 200 mètres mais avec faible débit : conformité à vérifier ou à défaut un équipement privé est à prévoir
Caractère exceptionnel du STECAL	Caractère exceptionnel avéré : • Projet étroitement associé à la remise en état de bâtiments désaffectés et au maintien des prairies limitrophes • Projet très avancé dans sa réflexion au regard des éléments fournis par le porteur de projet
Evolution du PLUi	Classement en zone ALhr en lieu et place de la zone A



Fond de plan : géoportail

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification
- A droite : zonage du PLUi modifié



• Projet de camping, à Marmagne

Superficie	0,4 ha environ
Réalisation d'une expertise environnementale de terrain	Oui, en raison de l'artificialisation des espaces induite par le projet. L'expertise environnementale a identifié une prairie d'intérêt communautaire. Celle-ci présente un état de conservation moyen, raison pour laquelle le niveau d'enjeux a été établi à un niveau dit « moyen »
Insertion dans l'environnement et compatibilité caractère naturel, agricole	Ce projet porte sur un projet de camping de 9 emplacements qui s'inscrit dans le prolongement d'une activité de gîte rural dans des bâtiments limitrophes du terrain. Il s'agit donc d'une activité compatible avec son environnement agricole et naturel en raison de sa taille modeste et de sa localisation au sein d'un hameau.

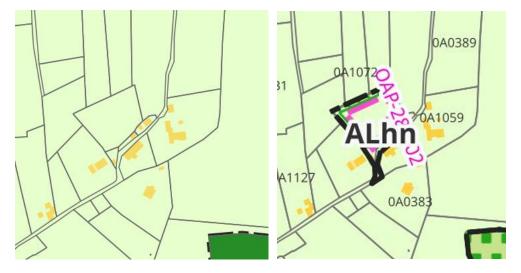
		Toutefois, le bureau d'études préconise de limiter au maximum l'impact sur la prairie naturelle, afin notamment d'éviter les effets de piétinement et de favoriser une gestion adaptée à la conservation de la prairie et à l'amélioration de son état de conservation sur une bonne moitié du terrain.
réseaux publics e conditions relati	desserte par les et satisfaction des ves à l'hygiène et prévues par le	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement : • Site accessible par la route • Assainissement collectif • Ligne électrique basse tension • Réseau public eau PVC 160 : vigilance la conduite traverse le terrain – localisation précise à déterminer • Equipement privé incendie à prévoir : poteau incendie à plus de 200m et non conforme au 60m3/h
Caractère except	tionnel du STECAL	 Caractère exceptionnel avéré : Projet étroitement associé au maintien d'une vie de hameau Projet n'offrant pas d'alternative en matière de localisation puisqu'il s'inscrit dans le prolongement de l'activité du gîte limitrophe Projet très avancé dans sa réflexion grâce notamment au travail itératif mené avec le bureau d'études en charge de l'expertise environnementale
Evolution du Plan de zonage PLUi OAP		Classement en zone ALhn en lieu et place de la zone A Inscription des arbres et des boisements limitant le site en tant que « réservoir de biodiversité bocage /ripisylve »
		Réalisation d'une OAP nouvelle prévoyant la protection, venant renforcer et préciser les dispositions réglementaires : maintien de la prairie naturelle sur une grande moitié du terrain afin d'améliorer son état de conservation ; maintien d'une surface végétalisée au niveau des emplacements et traitement des espaces de circulation en matériaux perméables ou semi perméables ; identification du bâtiment en pierre à conserver pour accueillir les sanitaires ; limitation de la voie d'accès



Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification

- A droite : zonage du PLUi modifié





Vue d'ensemble de la parcelle, prairie de fauche favorable à la nidification d'oiseaux protégés.

L'OAP a été réalisée en lien avec le bureau d'études en charge de l'expertise environnementale :

- Ci-dessous à gauche : première version de l'OAP. Le bureau d'études en environnement a indiqué que l'utilisation du site en aire de camping pouvait être incompatible avec la conservation de la prairie naturelle
- Ci-dessous à droite : seconde version de l'OAP. La plus grosse moitié du terrain est conservée en prairie naturelle pour laquelle des mesures de gestion adaptées doivent permettre une amélioration de l'état actuel de conservation. La partie exploitée du camping se limite à la partie Nord du tènement, en réduisant au maximum l'impact des aménagements et en prévoyant une gestion adaptée au maintien d'un état le plus naturel possible



• Transformation des bâtiments vacants d'une ancienne auberge en hébergement, à Montchanin

Superficie	0,5 ha environ
Réalisation d'une expertise environnementale de terrain	Non pas de sensibilité environnementale potentielle identifiée
Insertion dans l'environnement et compatibilité caractère naturel, agricole	Il s'agit d'un site artificialisé comportant des bâtiments vacants et une aire de stationnement Le développement d'une activité d'hébergements est compatible avec la proximité du canal du Centre, identifié dans le PADD comme un des vecteurs du développement touristique du territoire La requalification de cette friche bâtie contribue à la revalorisation d'une vitrine paysagère de la communauté urbaine
Conditions de desserte par les réseaux publics et satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement : • Site accessible par la route • Assainissement collectif • Ligne électrique basse tension • Eau PVC160 : une vigilance liée au fait que la conduite traverse le terrain – sa localisation précise est à déterminer • Poteau incendie à plus de 200 mètres et non conforme en terme de débit : un équipement privé est à prévoir
Caractère exceptionnel du STECAL	Caractère exceptionnel avéré : Reconversion d'un espace bâti en friche Développement touristique dans un secteur identifié comme prioritaire pour ce type d'activité par le PADD
Evolution du PLUi	Classement en zone NLah en lieu et place de la zone NL

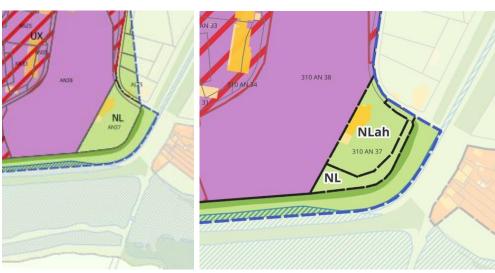


Fond de plan : géoportail

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification

- A droite : zonage du PLUi modifié





• Accueil d'activités liées à la halte nautique, à Montchanin

Superficie	0,8 ha environ			
Réalisation d'une expertise environnementale de terrain	Non pas de sensibilité environnementale potentielle identifiée			
Insertion dans l'environnement et compatibilité caractère naturel, agricole	Il s'agit d'un site artificialisé comportant des bâtiments et des aires de desserte, que le projet permet de reconvertir Le développement d'activités nautiques s'inscrit dans le cadre de la			
	stratégie communautaire de valorisation du canal du Centre, raison pour laquelle le propriétaire du site – Voies Navigables de France – est en accord avec le projet			
	La requalification de cette friche bâtie contribue à la revalorisation d'une vitrine paysagère de la communauté urbaine			
	A noter que le site est dans le périmètre de nuisances sonores liées à la RN70, de l'autre côté du canal : le respect de normes acoustiques s'imposera aux projets futurs, notamment pour le développement d'une activité d'hébergement			
Conditions de desserte par les réseaux publics et satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement :			
à la sécurité prévues par le règlement	' -			
Caractère exceptionnel du STECAL	 Caractère exceptionnel avéré : Reconversion d'un espace déjà bâti pour une activité compatible avec la proximité du canal Développement touristique dans un secteur identifié comme prioritaire pour ce type d'activité par le PADD 			



Fond de plan : géoportail – surfaces déclarées au titre du RPG

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

A gauche : zonage du PLUi avant la modification

- A droite : zonage du PLUi modifié



 Accueil d'activités de loisirs, de restauration et d'hébergements, site des Découvertes, Sanvignes-les-Mines

Superficie	1,2 ha environ
Réalisation d'une expertise environnementale de terrain	Oui, en raison de l'artificialisation des espaces induite par le projet. L'expertise environnementale se justifie également par l'incidence du projet sur des espaces identifiés en tant que réservoirs de biodiversité « forêts » par le PLUi L'expertise environnementale identifie un enjeu prioritaire de protection des rives du lac et de limitation de l'emprise du projet sur les habitats naturels présentant un niveau d'enjeu dit « moyen », afin de maintenir la fonctionnalité naturelle du site

Insertion dans l'environnement et compatibilité caractère naturel, agricole

Il s'agit actuellement d'un parc, identifié par le PADD comme prioritaire pour le développement du tourisme et des loisirs : il y a donc une compatibilité du STECAL avec l'usage actuel et les projets futurs pour le site

Le projet impacte toutefois des espaces à caractère naturel pour lesquels l'incidence doit être limitée au maximum

L'autre enjeu environnemental est liée à la présence d'aléas de risques naturels liés à l'ancienne activité minière

Conditions de desserte par les réseaux publics et satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement

Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement :

- Site accessible par la route
- Assainissement collectif via refoulement
- Ligne électrique basse tension proche mais à amener pour les différentes parties du site
- Eau PVC200
- Poteau incendie conforme à proximité

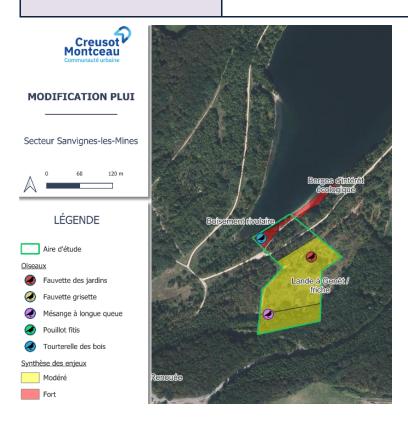
Caractère exceptionnel du STECAL

Caractère exceptionnel avéré:

- Développement touristique dans un secteur identifié comme prioritaire pour ce type d'activité par le PADD
- Absence d'alternative : la proximité d'un plan d'eau est nécessaire au projet

Evolution du PLUi

Classement en zone NLah en lieu et place de la zone N



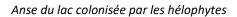
Secteur « aménagements nautiques et stationnements »





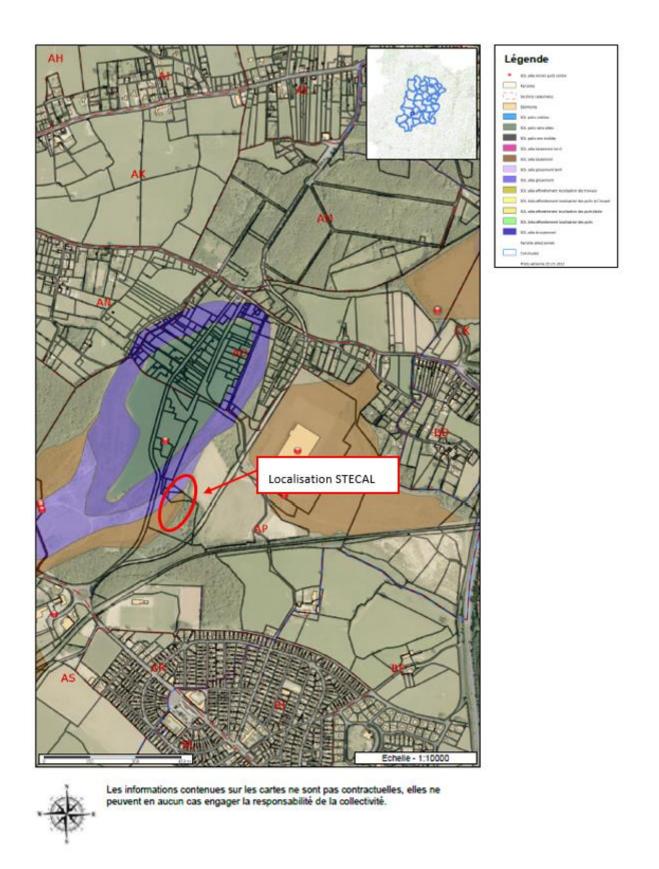
Rives plantées d'hélophytes

Vue d'ensemble de la lande





Ci-dessous : carte des aléas de risques miniers



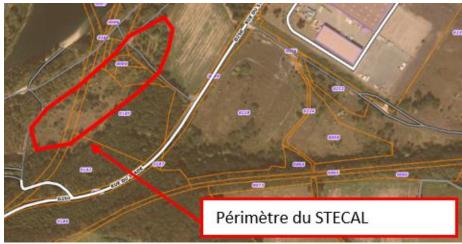
Afin de prendre en compte les enjeux liés aux milieux naturels et aux aléas de risques miniers, trois périmètres de STECAL ont été établis :

- Premier périmètre impactant les rives du plan d'eau : dans une logique d'évitement des espaces à enjeux forts identifiés au cours de l'expertise de terrain, ce premier périmètre a dû être retravaillé



Fond de plan : géoportail

 Second périmètre permettant d'éviter d'impacter les rives du plan d'eau. Toutefois ce second périmètre est en majeure partie impacté par un aléa de risque minier. Un troisième périmètre a dû être établi



Fond de plan : géoportail

Troisième périmètre : il a été décalé au Sud afin que près de la moitié soit hors aléa. Sa superficie a été réduite sur les milieux naturels. Le rapprochement par rapport à la rue du Stade permet également de réduire l'artificialisation liés à l'aménagement des accès et aux réseaux.

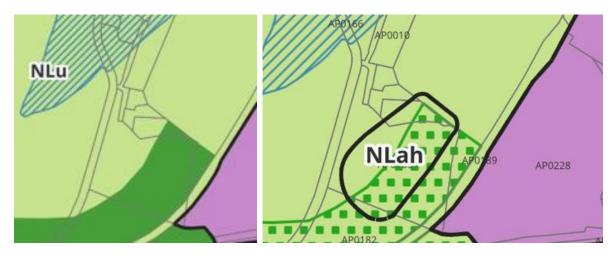


Fond de plan : géoportail

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification

- A droite : zonage du PLUi modifié



• Aire de camping car, à Montceau-les-Mines

Superficie	0,4 ha environ		
Réalisation d'une expertise environnementale de terrain	Non pas de sensibilité environnementale potentielle identifiée		
Insertion dans l'environnement et compatibilité caractère naturel, agricole	Il s'agit d'une aire de camping car légèrement étendue (moins de 0,2 hectares à sur des surfaces boisées et en herbe limitrophe, à proximité de quartiers de la ville de Montceau-les-Mines : il est donc pertinent de développer ce projet dans cet espace « tampon » entre le site urbain et le site naturel Dans la mesure où il s'agit d'une extension d'un équipement existant, l'impact paysager est minime et sans incidence sur la perception du monument historique, le projet étant en périmètre de protection		
Conditions de desserte par les réseaux publics et satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement	satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévue par le règlement :		
Caractère exceptionnel du STECAL	Caractère exceptionnel avéré : • Extension de l'aire existante : il n'existe pas d'alternative en terme de localisation, d'autant plus que l'impact environnemental et paysager est minime		
Evolution du PLUi	Classement en zone NLhc en lieu et place de la zone NLu		



Fond de plan : géoportail

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification

- A droite : zonage du PLUi modifié



2. Règlement écrit

Règlement du PLUi non modifié :	Règlement du PLUi modifié :	Motifs des
ZONE A : DISPOSITIONS APPLICABLES	ZONE A : DISPOSITIONS APPLICABLES	<u>changements</u>
Description de la zone :	Description de la zone :	Création de
()	()	nouvelles sous zones

ALhr: Secteur de Taille et en lien avec STECAL de Capacité d'Accueil Limitées pour des activités économiques d'hébergement en lien avec le tourisme, les loisirs, avec constructibilité très limitée ALhn: Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées pour des activités en lien avec l'hébergement léger, avec prescriptions environnementales renforcées A) DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, A) DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, **USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE** USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE destinations Les destinations et sous destinations Les destinations et sous destinations Les Sous-destination liées à une activité de tourisme et de Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services où s'effectue l'accueil d'une loisirs peuvent être Hébergement t et commerce de déta Restauration activités de des commerces, de Restauration
Commerce de gros
Activités de services où
s'effectue l'accueil d'une
clientèle
Hébergement hôtelier et
touristique
Cinéma
ocaux et bureaux accueillar
ju public des administration
mubliques ou de leurs l'artisanat, des clientèle Hébergement hôtelier et touristique services de Cinéma Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations l'hébergement. Ces N°10 destinations sont publiques ou de leurs délégataires Etablissements d'enseignement, de santé et d'action du public des administrations publiques ou de leurs délégataires délégataires coux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale Salle d'art et de spectacles Equipements sportifs Autres équipements recevant du public de du public de de public de de la difference de la differenc toutefois très encadrées par des Equipements sportifs
Autres équipements recevant du public
Exploitation agricole conditions Exploitation forestière particulières (voir Industrie Entrepôt Bureau après) Centre de congrès et d'exposition du public Exploitation agricole Exploitation forestière Les usages et Les autres usages et occupations Les autres usages et occupations occupations sont Les éoliennes ou parcs éoliens Les équipements d'intérêt collectif en matière d'antennes de très réduites en télécommunications d'antennes de télécommunications zones ALhr et ALhn, Les carrières L'occupation du terrain par des caravanes ou toute L'occupation du terrain par des caravanes ou tou forme d'habitat mobile hormis les aires d'accueil pour les gens du voyage prévues au schéma départemental des gens du voyage et aires d'accu communales ou intercommunales pour les gens or voyage sédentraités Les constructions ou installations à moins de 20 en lien avec leur intercommunales pour les gens du voyage sédentarisés
Les constructions ou installations à moins de 20 mètres d'un cours d'eau ou caractère très d'un plan d'eau (protection de la ressource en eau et la continuité spécifique et leur Les constructions ou installations a moins de 20 mètres d'un cours d'eau ou d'un plan d'eau (protection de la ressource en eau et la continuité localisation dans un site agricole écologique) Les affouillements et exhaussements du sol non soumis à une autorisation d'occupation du sol ou naturel des recherches archéologiques Les conditions n°11 Occupations et utilisations du sol admises Occupations et utilisations du sol et 12 permettent sous conditions admises sous conditions d'encadrer très N°11: Les constructions doivent être nécessaires au fonctionnement d'un camping. stricement les Pas de dispositions particulière N°12: Les activités de commerces et de services liés destinations de à l'activité touristique en place (hôtellerie, constructions restauration, activités accueillant du public) sont admises au sein des admises à condition : deux nouvelles qu'elles soient compatibles avec zones de STECAL le caractère et la vocation de la qu'elles n'entrainent pour le voisinage, aucune incommodité

	- que les nécessités de leur fonctionnement, lors de leur ouverture comme à terme soient compatibles avec les infrastructures existantes et les autres équipements collectifs.	
B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	
1-2 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives () a) Constructions neuves Les constructions peuvent s'implanter en limite séparative ou en retrait sous réserve du respect du droit des tiers. ()	1-2 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives () a) Constructions neuves Les constructions peuvent s'implanter en limite séparative ou en retrait sous réserve du respect du droit des tiers. En zones ALhr et ALhn, les constructions nouvelles peuvent s'implanter en limite séparative ou en retrait à une distance minimale de 3 mètres. ()	L'implantation des constructions peut ainsi être plus fortement encadrée que dans le reste de la zone A, afin de limiter l'impact par rapport à l'environnement agricole et naturel
1-4 Hauteur des constructions La hauteur des constructions situées dans les couloirs de passage de lignes électriques ne doit pas excéder 8 mètres. La hauteur des constructions neuves à usage d'habitation ne doit pas excéder 6 mètres. La hauteur des constructions neuves à usage d'habitation ne doit pas excéder 6 mètres.	1-4 Hauteur des constructions La hauteur des constructions situées dans les couloirs de passage de lignes électriques ne doit pas excéder 8 mètres. La hauteur des constructions neuves à usage d'habitation ne doit pas excéder 6 mètres. La hauteur des constructions neuves à usage d'habitation ne doit pas excéder 6 mètres. En zones ALhr et ALhn, la hauteur des constructions neuves ne doit pas excéder 5 mètres.	Dans ces STECAL, la constructibilité est essentiellement voire exclusivement (zone ALhn) liée à l'aménagement de bâtiments existants. Les constructions nouvelles seront des annexes de faible superficie, qui ont vocation à être de faible hauteur
Non réglementée	1-5 Emprise au sol L'ensemble bâtie au sol cumulée des constructions neuves et des extensions des constructions existantes ne doit pas dépasser: - En zone ALhr: 100 m² - En zone ALhn: uniquement dans le cadre de l'extension d'une construction existante, dans la limite de 50% de l'emprise du bâtiment existant, sans dépasser 20 m² d'emprise bâtie au sol.	Cette disposition garantit le maintien du caractère naturel des deux STECAL en raison de la faible constructibilité induite par cette emprise au sol
3 Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions		Ce sont des règles fortes qui contribuent à limiter voire à réduire
Les espaces libres de toute occupation seront aménagés et plantés pour participer à l'intégration des constructions dans l'environnement rural et paysager. Les plantations existantes seront maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.	et paysager.	l'imperméabilisation des surfaces. Le coefficient de pleine terre élevé vise également à conserver une prairie naturelle en zone ALhn

Les clôtures, lorsqu'elles existent, devront être clôtures, lorsqu'elles existent, à caractère végétal et plantées d'essences devront être à caractère végétal et locales, non répertoriées comme plantées d'essences locales, envahissantes, et non doublées d'un grillage. répertoriées comme envahissantes, et non doublées d'un grillage. En zones ALhr et ALhn: les voies de desserte et les aires de stationnement seront traitées de manière à être perméables ou semi-perméables, les surfaces végétalisées minimales représenteront : o 10% de la surface <mark>en zone ALhr</mark> 90% de la surface, dont 80% en <mark>pleine terre, en</mark> <mark>zone ALhn.</mark>

Règlen	nent du PLUi no	n m	odif	<u>ié :</u>		Règlei	ment du PL	Ui r	nodifié :		Motifs	des
ZONE N	L : DISPOSITIONS A	PPLI	CABL	.ES		ZONE N	IL : DISPOSITI	ONS	APPLICABLES		changem	<u>ents</u>
Descript ()	tion de la zone :					Descri ()	de Ca Limit écon d'hél le toi - NLho de Ca	a : Se apac ées omic berg urisn : : Se apac ées	cteur de Taille e ité d'Accueil pour des activite ques et ement en lien av ne, les loisirs cteur de Taille e ité d'Accueil pour aire de	és vec	Création nouvelles zones en lie les STECAL	de sous en avec
USAGE I Les dest	STINATION DES O DES SOLS ET NATU inations et sous de Sous-destination	RES E	O'ACT ation	S eurs	E NU	USAG Les de	estinations et	SOU:		-	liées à une	
Commerces et activités de services Equipements d'intérêt collectif et services publics Exploitation agricole et forestière de forestière de secteurs secondaires ou tertailires	Logement Hébergement Artianat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services où 'effectue l'accueil d'une clientèle Hébergement hôtelier et touristique Cinéma Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux et moitre publiques ou de leurs délégataires Locaux et noise publiques ou de leurs délégataires Locaux et noise publiques ou de leurs d'action sociale Sablissement délégataires Sablissement des produits de sané et d'action sociale Salle d'art et de spectacles Equipements sportifs Autres équipements recevant du public Exploitation agricole Exploitation forestière Industrie Entrepôt Bureau Centre de congrès et d'exposition	N°1	X X X X X X X X X X X X X X X X X X X	X	*1 N°1 N°5	Habitation Commerces et activités et activités et services Equipements d'intérét collectif et services publics Exploitation agricot et forestier Activités des secteurs secondaires ou tertaines	Logement Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientée teles de gros Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientée teles de commerce de gros Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientée teles de l'accueil d'une clientée teles de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations publiques des administrations publiqu	N°1 N°	1 N°1 N°5 X X X X X X X X X X X X X X X X X X X		de tourisme loisirs peuve des commer l'artisanat, services o l'hébergeme destinations toutefois encadrées pronditions particulières après)	ent être rces, de des u de nt. Ces sont très par des
	es usages et occup	ation	าร	, N		Les au	itres usages e		cupations		Les usage occupations très réduit zones NLah e en lien ave	sont es en et NLhc,

Les terrains de campings et les bâtiments destinés aux NL NLU NLS NLS NLS Services communs de ces installations Les dépôts de véhicules hors d'usage, de vieilles ferrailles, X X X X X X X X X X X X X X X X X X X	Les terrains de campings et les bâtiments destinés X X X X X X X X X X X X X X X X X X X	caractère très spécifique et leur localisation dans un site agricole ou naturel
Occupations et utilisations du sol admises sous conditions Pas de dispositions particulière	Occupations et utilisations du sol admises sous conditions N°7: Les constructions doivent être nécessaires au fonctionnement d'une aire de camping-car.	Cette nouvelle condition spécifique à la zone NLhc se cumule avec d'autres conditions existantes avant la modification mais qui s'appliquent au nouveau STECAL afin d'encadrer fortement les activités admises, de permettre des activités en bord d'eau
B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	
1-2 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives () a) Constructions neuves Les constructions peuvent s'implanter en limite séparative ou en retrait sous réserve du respect du droit des tiers. ()	1-2 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives () a) Constructions neuves Les constructions peuvent s'implanter en limite séparative ou en retrait sous réserve du respect du droit des tiers. En zones NLah et NLhc, les constructions nouvelles peuvent s'implanter en limite séparative ou en retrait à une distance minimale de 3 mètres. ()	L'implantation des constructions peut ainsi être plus fortement encadrée que dans le reste de la zone NL, afin de limiter l'impact par rapport à l'environnement agricole et naturel
1-4 Hauteur des constructions La hauteur des constructions situées dans les couloirs de passage de lignes électriques ne doit pas excéder 8 mètres. La hauteur des constructions neuves à usage d'habitation ou d'hotellerie ne doit pas excéder 9 mètres. ()	1-4 Hauteur des constructions La hauteur des constructions situées dans les couloirs de passage de lignes électriques ne doit pas excéder 8 mètres. La hauteur des constructions neuves à usage d'habitation ou d'hotellerie ne doit pas excéder 9 mètres. En zones NLah et NLhc, la hauteur des constructions neuves ne doit pas excéder 5 mètres. ()	Dans ces STECAL, la hauteur est gloablement limitée afin de permettre l'insertion des projets dans leur enviroinnement naturel
Non réglementée	1-5 Emprise au sol L'ensemble bâtie au sol cumulée des constructions neuves et des extensions des constructions existantes ne doit pas dépasser: - En zone NLah: 300 m² - En zone NLhc: 50 m².	Dans ces STECAL, la constructibilité est gloablement limitée afin de permettre l'insertion des projets dans leur enviroinnement naturel
3 Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	3 Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	Ce sont des règles fortes qui contribuent à limiter voire à réduire l'imperméabilisatio

Les espaces libres de toute occupation seront aménagés et plantés pour participer à l'intégration des constructions dans l'environnement rural et paysager.

Les plantations existantes seront maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes. Les espaces libres de toute occupation seront aménagés et plantés pour participer à l'intégration des constructions dans l'environnement rural et paysager.

Les plantations existantes seront maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

En zones NLah et NLhc:

 les voies de desserte et les aires de stationnement seront traitées de manière à être perméables ou semiperméables,

 les surfaces végétalisées minimales représenteront :

> 40% de la surface en zone NLah

> 10% de la surface en zone NLhc.

n des surfaces. Le coefficient de pleine terre élevé vise également à conserver une prairie naturelle en zone ALhn

4. Changement de destination de bâtiments en zones A et N

La présente modification porte sur l'inscription de 15 bâtiments en changement de destination au titre de l'article L151-11 du code de l'urbanisme.

L'identification de bâtiments en zones A et N pour un changement de destination s'inscrit dans le cadre des orientations du PADD en faveur de la réhabilitation du patrimoine rural, contenues notamment dans l'axe « Embellir et profiter d'un cadre de vie agréable.

a. Le contexte réglementaire de l'identification des bâtiments susceptibles de changer de destination

Les destinations futures des bâtiments pastillés en zones A et N doivent être autorisées par le règlement de ces zones.

L'identification de bâtiments pour un changement de destination en zones A et N doit répondre aux critères établis à l'article L151-11 du code de l'urbanisme :

- le changement de destination ne doit pas compromettre l'activité agricole. A cette fin, la présente modification s'inscrit dans le cadre de la démarche du PLUI en vigueur, dont le règlement écrit prévoit pour les zones A et N qu'est admis « le changement de destination des constructions existantes repérées en « rouge » au plan de zonage sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole existante sur les tènements concernés. » Cela induit une démarche « cas par cas » potentiellement peu lisible.
- Le changement de destination ne doit pas compromettre la qualité paysagère du site. A cette fin, la présente modification s'inscrit dans le cadre de la démarche du PLUi en vigueur, expliqués notamment en page 68 du rapport de justifications de la révision du PLUi-H: les changements de destination doivent s'inscrire dans le cadre d'une remise en état du bâti relevant de l'architecture vernaculaire de la région, permettant ainsi une intégration paysagère des projets. Sont identifiés des bâtiments en pierre pour l'essentiel ou à défaut des bâtiments présentant une qualité constructive permettant leur changement de destination.

Le PLUI en vigueur prévoit également de prendre en compte les conditions de desserte par les réseaux. Outre la satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité, il s'agit de limiter l'artificialisation et l'impact paysager induits par l'aménagement de la voirie et des infrastructures nécessaires au changement de destination.

b. L'expertise environnementale des changements de destination

Les changements de destination en zones A et N impactent essentiellement le bâtiment, une transformation des abords n'étant pas envisagée au vu des accès existants. Les bâtiments ne se trouvent pas dans des secteurs d'enjeux environnementaux connus. Les régularisations n'ont pas été analysées, car les changements de destinations et les travaux ont déjà été réalisés. Il n'y a donc pas lieu d'étudier des incidences potentielles. Des investigations de terrain ne se sont donc pas révélées nécessaires. L'expertise environnementale des changements de destination se base donc sur une étude documentaire.

c. La traduction réglementaire des changements de destination

i. Evolution réglementaire globale

L'identification des bâtiments pour un changement de destination se fait par un repérage du bâtiment concerné au plan de zonage.

ii. Détail des évolutions réglementaires : plan de zonage

Changement de destination de l'ancien restaurant Triskel, à Blanzy

Impact sur l'activité agricole	Pas d'impact : site déjà artificialisé, en secteur urbain		
Impact sur le paysage	Impact positif : reconversion d'une « friche » en milieu urbain d'un bâtiment en « dur » présentant une qualité constructive apte à un changement de desintation		
Equipements	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement : • Site accessible par la route • Assainissement collectif • Ligne électrique basse tension • Eau 50 • Poteau incendie conforme		
Sensibilité environnementale	Aucune sensibilité environnementale particulière identifiée		

Extrait de plan de zonage ci-dessous à gauche :





• Changement de destination d'un ancien bâtiment agricole, à Blanzy

Impact sur l'activité agricole	Pas d'impact : site déjà artificialisé, en secteur urbain			
Impact sur le paysage	Impact positif : reconversion d'un bâtiment vacant et en mauvais état à proximité du canal			
Equipements	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement :			
	 Site accessible par la route Assainissement non collectif en utilisant une technique adaptée à la remontée de nappe Ligne électrique basse tension Eau PVC110 et 63 Poteau incendie conforme 			
Sensibilité environnementale	Le bâtiment est localisé en zone inondable au titre de l'Atlas des Zones Inondables. Le PGRI Loire Atlantique (disposition 2-1) ne s'oppose pas à la transformation du bâti si réduction vulnérabilité et mise en sécurité population assurées en zones considérées comme potentiellement dangereuses			

Le bâtiment est également en partie en zone bleue dite « constructible sous condition » du Plan de Prévention des Risques d'Inondations. Ce dernier s'impose au règlement du PLUi et les obligations du document de risques par rapport au projet seront précisées au moment de l'autorisation d'urbanisme

Extrait de plan de zonage ci-dessous à gauche :







Changement de destination d'un ancien bâtiment agricole, à Saint-Symphorien-de-Marmagne

Impact sur l'activité agricole	Pas d'impact : site déjà bâti et absence d'exploitation agricole à proximité			
Impact sur le paysage	Sans incidence : le projet se fait au sein d'un groupe bâti, à l'intérieur d'une bâtisse en pierre avec un aménagement minimal sur les espaces extérieurs			
Equipements	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement : • Site accessible par la route • Assainissement non collectif • Ligne électrique basse tension			
	• Eau PVC110 et 40			

	 Equipement incendie privé à prévoir (poteau incendie à plus de 500 mètres
Sensibilité environnementale	Pas de sensibilité spécifique

Extrait de plan de zonage ci-dessous à gauche :







Changement de destination d'un ancien bâtiment agricole, à Saint-Symphorien-de-Marmagne

Impact sur l'activité agricole	Pas d'impact : site déjà bâti et absence d'exploitation agricole à proximité		
Impact sur le paysage	Sans incidence : le projet se fait au sein d'un groupe bâti, à l'intérieur d'une bâtisse en pierre avec un aménagement minimal sur les espaces extérieurs		
Equipements	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement :		
	 Site accessible par la route Assainissement non collectif Ligne électrique basse tension Eau PVC63 (vigilance : en cas de travaux, la canalisation d'eau potable sera à localiser précisément parce qu'elle passe sous des bâtiments et en domaine privé) 		

	 Equipement incendie privé à prévoir (poteau incendie à 450 mètres)
Sensibilité environnementale	Pas de sensibilité spécifique

Extrait de plan de zonage ci-dessous à gauche :



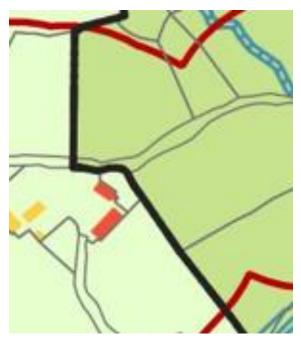






 Changement de destination de deux anciens bâtiments agricole, à Saint-Symphoriende-Marmagne

Impact sur l'activité agricole	Pas d'impact : fait partie d'une exploitation agricole identifiée au PLUi. En conformité avec le règlement du PLUi, le changement de destination n'est pas admis tant que l'exploitation est en activité
Impact sur le paysage	Sans incidence : le projet se fait au sein d'un groupe bâti, à l'intérieur d'une bâtisse en pierre avec un aménagement minimal sur les espaces extérieurs
Equipements	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement : • Site accessible par la route • Assainissement non collectif • Ligne électrique basse tension • Eau PVC63 (vigilance : la conduite traverse une parcelle privée, en cas de travaux, une localisation précise devra être réalisée) • Equipement incendie privé à prévoir (pas de poteau incendie)
Sensibilité environnementale	Pas de sensibilité spécifique







Changement de destination d'un bâtiment agricole, à Saint-Symphorien-de-Marmagne

Impact sur l'activité agricole	Pas d'impact : fait partie d'une exploitation agricole identifiée au PLUi. En conformité avec le règlement du PLUi, le changement de destination n'est pas admis tant que l'exploitation est en activité
Impact sur le paysage	Sans incidence : le projet se fait au sein d'un groupe bâti, à l'intérieur d'une bâtisse en pierre avec un aménagement minimal sur les espaces extérieurs
Equipements	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement : • Site accessible par la route • Assainissement non collectif • Ligne électrique basse tension • Eau : réseau public à moins de 100 mètres • Equipement incendie privé à prévoir (pas de poteau incendie)
Sensibilité environnementale	Pas de sensibilité spécifique

Extrait de plan de zonage ci-dessous à gauche :







• Changement de destination d'un ancien bâtiment agricole, à Essertenne

Impact sur l'activité agricole	Pas d'impact : site déjà bâti ; pas d'exploitation agricole à proximité.
Impact sur l'activité agricole	Pas d'impact : site déjà bâti ; pas d'exploitation agricole à proximité.

Impact sur le paysage	Sans incidence : le projet se fait au sein d'un groupe bâti, à l'intérieur d'une bâtisse en pierre avec un aménagement minimal sur les espaces extérieurs
Equipements	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement : • Site accessible par la route • Assainissement non collectif • Ligne électrique non renseignée, mais le règlement du PLUi ne prévoit pas une obligation de raccordement au réseau électrique public • Eau : non renseigné (communauté urbaine n'a pas la compétence eau pour cette commune), mais le règlement du PLUi admet une desserte publique ou à défaut privée • Equipement incendie : non renseigné (communauté urbaine n'a pas la compétence eau pour cette commune), mais le règlement du PLUi admet une desserte publique ou à défaut privée
Sensibilité environnementale	Pas de sensibilité spécifique





• Changement de destination d'un ancien bâtiment agricole, à Charmoy

Impact sur l'activité agricole	Pas d'impact : site déjà bâti ; localisation hors périmètre d'exploitation agricole.
Impact sur le paysage	Sans incidence : le projet se fait au sein d'un groupe bâti, à l'intérieur d'une bâtisse en pierre avec un aménagement minimal sur les espaces extérieurs
Equipements	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement : • Site accessible par la route • Assainissement non collectif • Ligne électrique basse tension • Réseau public eau • Equipement incendie privé à prévoir (pas de poteau incendie)
Sensibilité environnementale	Pas de sensibilité spécifique









• Changement de destination d'un ancien bâtiment agricole, à Saint-Eusèbe

Impact sur l'activité agricole	Pas d'impact : site déjà bâti ; pas d'exploitation agricole à proximité
Impact sur le paysage	Sans incidence : le projet se fait à proximité d'autres constructions, le long d'une route départementale

Equipements	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement :
	 Site accessible par la route Assainissement non collectif Ligne électrique basse tension Eau FG80 Equipement incendie privé à prévoir (pas de poteau incendie)
Sensibilité environnementale	Pas de sensibilité spécifique







• Changement de destination d'un ancien bâtiment agricole, à Saint-Eusèbe

Impact sur l'activité agricole	Pas d'impact : fait partie d'une exploitation agricole identifiée au PLUi. En conformité avec le règlement du PLUi, le changement de destination n'est pas admis tant que l'exploitation est en activité
Impact sur le paysage	Sans incidence : le projet se fait au sein d'un groupe bâti, à l'intérieur d'une bâtisse en pierre avec un aménagement minimal sur les espaces extérieurs
Equipements	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement : • Site accessible par la route • Assainissement non collectif

	 Ligne électrique basse tension Eau PVC63 Equipement incendie privé à prévoir (pas de poteau incendie)
Sensibilité environnementale	Pas de sensibilité spécifique









• Changement de destination de deux anciens bâtiments agricoles, à Gourdon

Impact sur l'activité agricole	Pas d'impact : site déjà bâti ; pas d'exploitation agricole à proximité
Impact sur le paysage	Sans incidence : le projet se fait au sein d'un groupe bâti, à l'intérieur d'une bâtisse en pierre avec un aménagement minimal sur les espaces extérieurs

Equipements	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement :
	 Site accessible par la route Assainissement non collectif Ligne électrique basse tension Eau PEHD50 (branchement long à prévoir) Equipement incendie privé à prévoir (pas de poteau incendie)
Sensibilité environnementale	Pas de sensibilité spécifique





Changement de destination, au Breuil

Impact sur l'activité agricole	Pas d'impact : site déjà bâti ; pas d'exploitation agricole à proximité
Impact sur le paysage	Sans incidence : il s'agit d'une habitation existante. Le changement de destination prend acte d'une situation déjà existante, afin d'encadrer la régularisation du projet
Equipements	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement : • Site accessible par la route • Assainissement non collectif

	 Ligne électrique basse tension Eau PVC50 Equipement incendie privé à prévoir (pas de poteau incendie)
Sensibilité environnementale	Pas de sensibilité spécifique





• Changement de destination, à Gourdon

Impact sur l'activité agricole	Pas d'impact : habitation existante ; pas d'exploitation agricole à proximité
Impact sur le paysage	Sans incidence : il s'agit d'une habitation existante. Le changement de destination prend acte d'une situation déjà existante, afin d'encadrer la régularisation du projet
Equipements	Le site répond aux conditions de desserte par les réseaux publics et de satisfaction des conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues par le règlement : • Site accessible par la route • Assainissement non collectif • Ligne électrique basse tension • Réseau public eau • Equipement incendie privé éventuel





5. Encadrement de l'implantation de grandes éoliennes

La présente modification porte sur la limitation de l'installation d'éoliennes sur les communes de Marigny et de Saint-Micaud.

Le but est de créer un zonage sous condition(s) pour permettre de limiter l'installation d'éoliennes de plus de 12 mètres.

a. La démarche environnementale

La démarche environnementale est basé esur l'étude d'impact réalisée dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale ainsi que sur l'étude du site SIGOGNE

Est également prise en compte de la stratégie environnementale du SCoT

b. Contexte réglementaire de l'évolution apportée au PLUi

L'étude du PADD de le CUCM souligne que la zone d'implantation est sur un axe offrant de belles vues à garder dégagée ainsi qu'au sein d'un ensemble agro naturel à forte valeur paysagère. L'implantation d'éoliennes dégraderait de manière irréversible la qualité paysagère et visuelle du site, justifiant l'interdiction au titre de l'article R. 151-24, 1° du Code de l'Urbanisme et de la jurisprudence relative à la défiguration paysagère.

L'étude des enjeux avifaunistiques réalisée par la LPO en date d'avril 2023 a mis en évidence la présence avérée et régulière de l'aigle botté ainsi que de la Cigogne noire dans les rayons de sensibilité forte et très forte autour du site d'implantation, ainsi que l'identification de sites confirmés de nidification et de zones d'alimentation. Ces espèces, classées comme protégées au niveau national et inscrites à l'Annexe I de la Directive Oiseaux européenne, sont particulièrement vulnérables aux infrastructures éoliennes.

L'implantation d'éoliennes dans cette zone présenterait un **risque significatif de mortalité par collision** et de **dérangement direct de l'espèce et de ses habitats** (sites de nidification, corridors de vol, zones de gagnage). Conformément aux dispositions des **articles L. 411-1 et L. 411-2 du Code de l'Environnement** relatives à la protection des espèces et de leurs habitats, toute atteinte aux spécimens d'espèces protégées ou à leurs habitats est interdite, sauf dérogation stricte.

c. La traduction réglementaire des évolutions de zonage

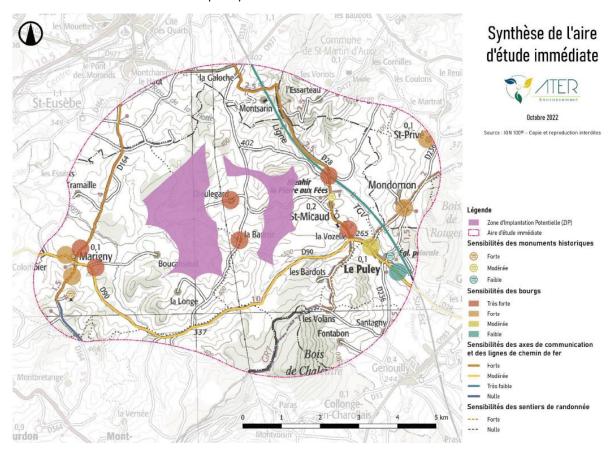
i. Zonage réglementaire

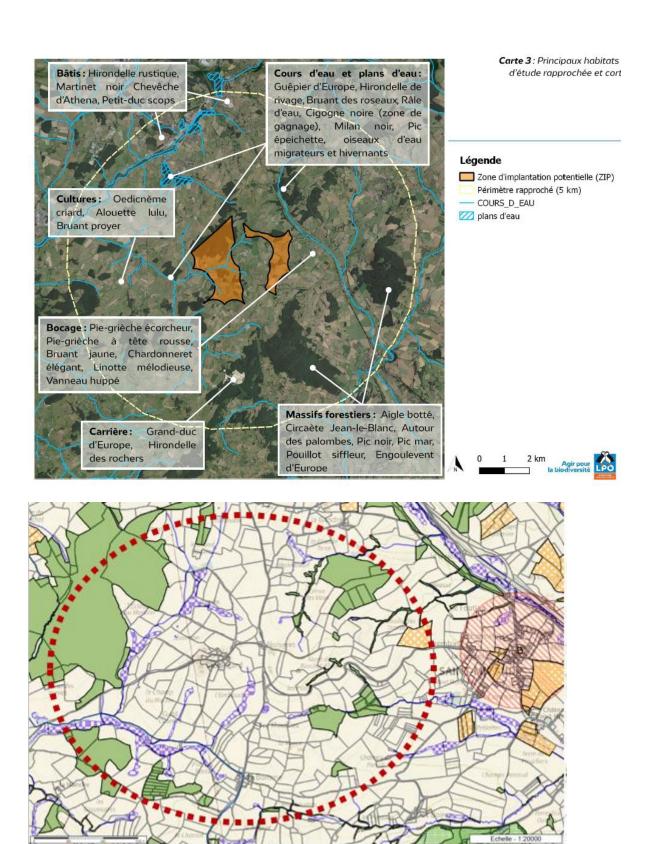
Evolution du PLUi	Les surfaces classées en zones A passent en zone As : 367,4 hectares Les surfaces classées en zones N passent en zone Ns : 185,4 hectares
Motifs	Etude environnementale : Présence de plusieurs espèces protégées tel que l'aigle botté, la cigogne noire ou le grand duc d'Europe pour qui les enjeux liés à l'implantation d'un projet éolien sont forts SCOT

Zonage sur un axe offrant de belles vues à garder dégagée. Site situé dans un ensemble agro naturel à forte valeur paysagère. Marigny est identifié comme un village avec une silhouette de qualité urbaine

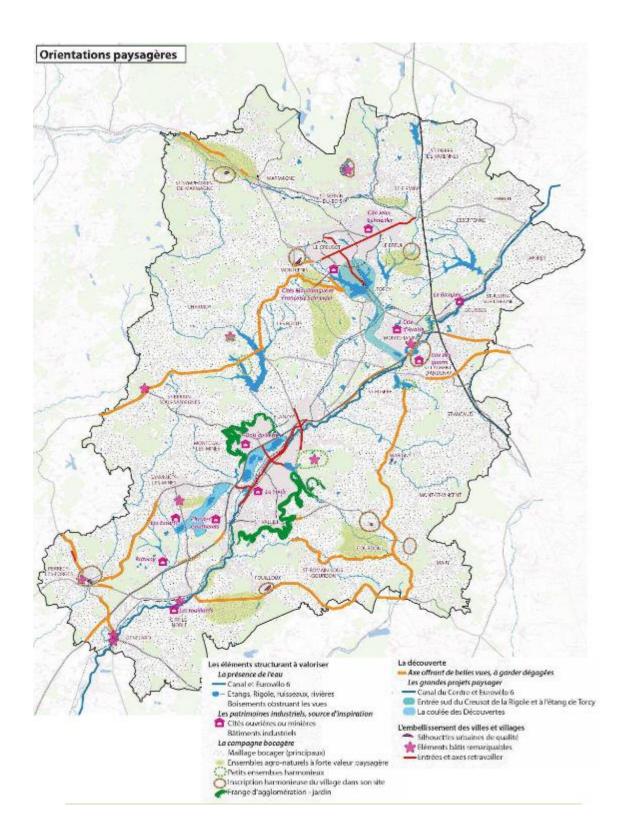
Ci-dessous : synthèse des enjeux patrimoniaux et environnementaux

- Carte des enjeux patrimoniaux
- Carte des principaux habitats









ii. Règlement écrit

Règlement du PLUi non modifié :	Règlement du PLUi modifié :	Motifs des
ZONE A : DISPOSITIONS APPLICABLES	ZONE A : DISPOSITIONS APPLICABLES	<u>changements</u>
Description de la zone : ()	() - As : zone de protection renforcée en raison d'une forte sensibilité de	Création d'une nouvelle zone en lien avec les objectifs de protection environnementale et paysagère du PADD

l'environnement et des paysages A) DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, A) DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, **USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE** USAGE DES SOLS ET **D'ACTIVITE** Les destinations et sous destinations Les destinations et sous destinations Les sous-Sous-destination destinations prévues en zone As sont Logement N°3, N°6, N°7, N°8 Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration similaires à celles Hébergement mmerce de Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle Hébergement hôtelier et touristique Artisanat et activités de autorisées en zone Restauration Commerce de gros Activités de services où s'effectue l'accueil d'une et activités de services A. Les limitations en clientèle Hébergement hôtelier et touristique Cinéma Locaux et bureaux accueillant du public des zone As concernent Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires publiques ou de leurs délégataires Etablissements of enseignement, des santé et d'action sociale Salle d'art et de spectacles Equipements sportifs Autres équipements recevant du public Exploitation agricole Equipements d'intérêt collectif surtout grands N°10 équipements tels touristique Cinéma que les grandes Locaux et bureaux accueillant du public des éoliennes et les collectif et administrations publiques ou de leurs délégataires parcs éoliens N°10 publics Locaux techniques et N°10 industriels des Exploitation forestière administrations publiques ou de leurs délégataires Etablissements Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale Salle d'art et de spectacles Equipements sportifs Autres équipements recevant du public Exploitation agricole Centre de congrès et d'exposition Exploitation N°9 Exploitation agricole N°4, N°5, N°1, N°2 agricole et forestière Exploitation forestière х Activités des Industrie Entrepôt Bureau Centre de congrès et d'exposition secondaires ou tertiaires Les autres usages et occupations Les usages et Les autres usages et occupations occupations sont Les éoliennes ou parcs éoliens Les équipements d'intérêt collectif en matière d'antennes de très réduits en zone Les équipements d'intérêt collectif en matière d'antennes de télécommunications Les carrières L'occupation du terrain par des caravanes ou toute forme d'habitat mobile hormis les aires d'accueil pour les gens du voyage prévues au schéma départemental des gens du voyage et aires d'accueil communales ou intercommunales pour les gens du voyage séterations. télécommunications As compte tenu de la L'occupation du terrain par des caravanes ou toute forme d'habitat mobile hormis les aires d'accueil pour les gens du voyage prévuez au schémic départemental des gens du voyage et aires d'accueil communales ou intercommunales pour les gens du voyage sédentarisés Les constructions ou installations à moins de 20 mètres d'un cours d' d'un plan d'eau (protection de la ressource en eau et la continuité sensibilité des espaces concernés voyage sédentarisés Les constructions ou Les affouillements et exhaussements du sol non soumis à une autorisation d'occupation du sol ou des recherches archéologiques Seules les éoliennes Occupations et utilisations du sol admises Occupations et utilisations de faible hauteur sous conditions admises sous conditions sont admises, afin N°15 de ne pas porter à la Pas de dispositions particulière L'implantation de toutes les éoliennes de sensibilité plus de 12m, qu'elles soient destinées à la environnementale production d'énergie ou à la mesure du et paysagère des vent, ainsi que leurs installations annexes espaces concernés (postes de livraison, chemins d'accès dédiés non mutualisés, etc.), est interdite sur l'ensemble de la zone As. Cette interdiction est justifiée par la nécessité impérieuse de : Préserver l'intégrité paysagère des sites naturels et des cônes de vue identifiés comme emblématiques dans le rapport de présentation du PLUi. La zone Ns se caractérise par des paysages de grande qualité qu'il convient de soustraire à toute artificialisation ou altération visuelle majeure.

	 Protéger les écosystèmes et la biodiversité spécifiques à la zone As. La présence avérée d'espèces protégées (notamment avifaune), de couloirs de migration et d'habitats naturels sensibles rend incompatible l'implantation d'infrastructures de grande hauteur et génératrices de nuisances sonores et vibratoires. Maintenir la vocation naturelle et agricole de la zone, en cohérence avec les objectifs de développement durable et de nonartificialisation des sols. 	
B) CARACTERISIQUES URBAINE,	B) CARACTERISIQUES URBAINE,	
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET	ARCHITECTURALE,	
PAYSAGERE	ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	
1-4 Hauteur des constructions () Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les autres constructions ainsi que pour les équipements d'infrastructures (réservoirs, tour hertzienne, pylône,).	Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les autres constructions ainsi que pour les équipements d'infrastructures (réservoirs, tour hertzienne, pylône,).	Seules les éoliennes de faible hauteur sont admises, afin de ne pas porter à la sensibilité environnementale et paysagère des espaces concernés

Règlement du PLUi non modifié :							Règlen	<u>nent du PLUi</u>	m	<u>oa</u>	lifi	<u>é :</u>				Motifs	des	
ZONE N : DISPOSITIONS APPLICABLES								ZONE N	: DISPOSITIONS	S A	PP	LIC	ABI	.ES			<u>changem</u> <u>s</u>	<u>ent</u>
Description de la zone :							Description de la zone :					Création d	d'une					
								()									nouvelle zon	e er
()						()	- Ns: zo renforce forte l'environ paysage	nne	ei se	nsi	rais bili	on		tion une de des	lien avec objectifs protection environneme e et paysagè	les de ntal		
									paysage	:5							PADD	
•	STINATION DE DES SOLS ET NA						-		STINATION DI DES SOLS ET N							•		
Les dest	inations et sous	s de	estii	nati	ons			Les des	tinations et so	us (des	stin	ati	ons	5		Les .	sous-
Destination Sous-destination Secteurs								Destination	Sous-destination	1			Secteu				destinations	
Desunation	sous-destination	NI NI	NA	No. I	HE NE	Min	No			M	Mel	No	MF I	II No	N.c		acstillations	
Habitation	Logement	N N°1, N°2, N°3	Nd X		Xf Ni X X		Nx X	Habitation	Logement	N°1, N°2, N°3	Nd X	Ne X	Nf X	K X	N*1, N*2, N*3		prévues en	
Habitation	Logement Hébergement	N°1, N°2, N°3	Nd X X	X			Х	Habitation Commerces et	Hébergement	N°1, N°2,	Nd X X	X X	X X	X X	N°1, N°2,		prévues en Ns sont simil	laire
Habitation Commerces et activités de services	Logement Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services ois s'effectu Faccuel d'une clientèle Hébergement hôteller et touristique Cinéma	N°1, N°2, N°3 X X X X	X X X X X X X	X	x x	X X X			Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services où s'effectue l'accuell d'une clientèle Hébergement hôtelier et touristique	N°1, N°2,	X X X X X	X X X X X	X X X X X X	X X X X X X X X X X X X X X X X X X X	N°1, N°2,		prévues en Ns sont simil à celles autor en zone N. limitations	laire. risée. Le. eı
Habitation Commerces et activités de	Logement Hébergement Artisans et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services où s'effectue T'accueil d'une clientèle Hébergement hôtelier et touristique Cinéma Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires	N°1, N°2, N°3 X X X X X X X N°6	X X X X X X X X	X X	x x x x x x x x	X X X	X X X X X X	Commerces et activités de services Equipements d'intérêt collectif et	Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle Hébergement hôtelier et	N°1, N°2,	X X X X X X	X X X X X X X	X X X X X X X	x x x x x x x	N°1, N°2,		prévues en Ns sont simil à celles autor en zone N.	laire. risée. Le. eı
Habitation Commerces et activités de services Equipements d'intérêt collectif et	Logement Hébergement Artisans et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services où s'effectue T'accueil d'une clientèle Hébergement hotelier et touristique Cinéma Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires Etablissement d'enseignement, de	N°1, N°2, N°3 X X X X	X X X X X X X X	X X	x x x x x x x x	X X X X X X	X X X X	Commerces et activités de services Equipements d'intérêt	Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration Restauration Commerce de gros Activités de services ou s'effectue l'ascuell d'une cilentièle Hébergement hôtelier et touristique Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriés des administrations publiques de de leurs délégataires de de leurs délégataires	N°1, N°2,	X X X X X X	X X X X X X X X	x x x x x x x x x x	x x x x x x x	N*1, N*2, N*3 X X X X X X		prévues en Ns sont simil à celles autor en zone N. limitations zone concernent surtout gr	laire risée Le ei N
Habitation Commerces et activités de services Equipements d'intérêt collectif et	Logement Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activitée de services où s'effectue T'accueil d'une clientèle Hébergement hôtelier et touristique Cinéma Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires Etablissement publiques ou de leurs délégataires Etablissement d'enseignement, de santé et d'action sociale Salle d'art et de spectacles	N°1, N°2, N°3 X X X X X X N°6	X X X X X X X X X X X	X X	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	X X X X X X	X X X X X X X	Commerces et activités de services Equipements d'intérêt collectif et	Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration Restauration Commerce de gros Activités de services ou s'effectue l'accueil d'une clientièle Hébergement hôtelier et touristique Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industrièls des administrations publiques ou de leurs délégataires Etablissements d'enseignement, de sané et d'action sociale	N*1, N*2, N*3 X X X X X X	X X X X X X	x x x x x x	x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	N*1, N*2, N*3 X X X X X X		prévues en Ns sont simil à celles autor en zone N. limitations zone concernent surtout gr équipements	laire risée Le er N rand tel
Habitation Commerces et activités de services Equipements d'intérêt collectif et	Logement Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités des services ois s'effectue l'accueil d'une clientièle Hébergement hôteller et touristique Cinéma Locaux et bureaux accueillant du upblic des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale Salle d'art et de spectracles Equipements sportifs	N°1, N°2, N°3 X X X X X X N°6 N°6	X X X X X X X X X X X X X X X X X X X	X X	x x x x x x x x	X X X X X X	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	Commerces et activités de services Equipements d'intérêt collectif et	Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services où s'effectue l'accuel d'une clientèle Hébergement hôtelier et tourstitque Cinéma Locaux et bureaux accuellant du public des administrations publiques ou de leurs délégataies Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou des des des diministrations et des administrations publiques ou de leurs délégataires tabalissements d'enseignement, de leurs délégataires tabalissements d'enseignement, de	N*1, N*2, N*3 X X X X X X	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x	x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	N*1, N*2, N*3 X X X X X X		prévues en Ns sont simil à celles autor en zone N. limitations zone concernent surtout gr équipements	laire risée Le ei N rand tel
Habitation Commerces et activités de services Equipements d'intérêt collectif et services publics	Logement Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services ois s'effecte l'accueil d'une clientièle Hébergement hôteller et touristique Cinéma Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale Salle d'art et de spectracles Equipmements sportifs Autres équipments recevant du public	N°1, N°2, N°3 X X X X X N°6 N°6 N°6	X X X X X X X X X X	X X	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	X X X X X X	x x x x x x x x x	Commerces et activités de services Equipements d'intérêt collectif et	Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services où s'effectue l'accuel d'une clientèle Hébergement hôtelier et tourstitque Cinéma Locaux et bureaux accuellant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et moturtiels et administrations publiques ou de leurs délégataires Eablissements foresignement, des santé et d'action sociale salle d'art et de spectacles Equipements sportifs Autres équipements recevant du	N°1, N°2, N°3 X X X X X X N°6 N°6	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x	x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	N*1, N*2, N*3 X X X X X X X X X N*6		prévues en Ns sont simil à celles autor en zone N. limitations zone concernent surtout gr équipements	laire risée Le R N rand tel
Habitation Commerces et activités de services Equipements d'intérét collectif et services publics Exploitation agricole et forestière	Logement Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services ois s'effectu l'accuel d'une clientièle Hébergement hôteller et touristique Cinéma Locaux et bureaux accuellant du upblic des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale Salle d'art et de spectracles Equipmements sportifs Autres équipments recevant du public Exploitation agricole Exploitation forestière	N°1, N°2, N°3 X X X X X X N°6 N°6	X	X X	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	X X X X X X	X X X X X X X	Commerces et activités de services Equipements d'intérêt collectif et	Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientièe Hébergement hôtelier et touristique Locau et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires Locau techniques et industrisé des administrations publiques ou de leurs délégataires Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale Salle d'art et de spectacles Equipments sportifs	N°1, N°2, N°3 X X X X X X X N°6 N°6	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x	x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	N*1, N*2, N*3 X X X X X X X X X N*6		prévues en Ns sont simil à celles autor en zone N. limitations zone concernent surtout gréquipements que les gro	laire risée Le R N rand tel ande
Habitation Commerces et activités de services Equipements d'intérêt collectif et services publics Exploitation agricole et forestier de collectif et forestier de la collectif et forestier	Logement Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services où s'effectue Traccuell d'une clientèle Hébergement hôrelier et touristique Cinéma Locaux et bureaux accuellant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires Etablissements publiques ou de leurs délégataires Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale Salle d'art et de spectacles Equipements sports's Autres équipements recevant du public Exploitation agricole Exploitation forestière	N°1, N°2, N°3 X X X X X X X X X X X X X X X X X X X	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	Commerces et activités de services Equipements d'intérêt collectif et services publics Exploitation agricole et	Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services où s'effectue l'accuel d'une clientèle Hébergement hôtelier et tourstique Cinéma Locaux et bureaux accuellant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires Etablissements d'enségnement, de santé et d'action sociale Salle d'art et de spectacles Equipements sporrits Autres équipements recevant du public Exploitation agricole	N°1, N°2, N°3 X X X X X X X N°6 N°6 N°6	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x	x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	N*1, N*2, N*3 X X X X X X X N*6 N*6 N*6		prévues en Ns sont simin à celles autor en zone N. limitations zone concernent surtout gr équipements que les gra éoliennes et	laire. risée. Le. N. rand. tel. ande. t le.
Habitation Commerces et activités de services Equipements d'intérét collectif et services publics Exploitation agricole et forestière	Logement Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services ois s'effectu l'accuel d'une clientièle Hébergement hôteller et touristique Cinéma Locaux et bureaux accuellant du upblic des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale Salle d'art et de spectracles Equipmements sportifs Autres équipments recevant du public Exploitation agricole Exploitation forestière	N°1, N°2, N°3	Nd X	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	Commerces et activités de services Equipements d'intérêt collectif et services publics Exploitation agricole et forestière	Hébergement Artisanat et commerce de détail Restauration Commerce de gros Activités de services où s'effectue l'accuel d'une clientièle Hébergement hôtelier et touristique. Cinéma Locaux et bureaux accuelliant du public des administrations publiques ou de leurs délégatiques Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégatiques ou de leurs délégatiques Etablissements d'enségmement, de santé et d'action sociale Saile d'art et de spectucles Equipements sportifs Autres équipements recevant du public Exploitation agricole Exploitation forestière	N°1, N°2, N°3 X X X X X X X N°6 N°6	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	x x x x x x	x x x x x x x x x x	x x x x x x x x x x x x x x x x x x x	N*1, N*2, N*3 X X X X X X X N*6 N*6 N*6		prévues en Ns sont simin à celles autor en zone N. limitations zone concernent surtout gr équipements que les gra éoliennes et	laires risées Les er Ns rands tels andes

	N	Nd	Ne	Nf	Ni	Np	N
Les éoliennes ou parcs éoliens	√	Х	Х	Х	Х	Х	Х
Les installations légères à usage maraîcher sous	1	Х	X	Х	Х	Х	Х
réserve qu'elles ne compromettent pas la qualité							
des sites, milieux et espaces naturels, des							
paysages et de leur intérêt, notamment du point							
de vue esthétique, historique ou écologique.							
Les installations, travaux divers et constructions	X	N°7	Х	Х	X	Х	Х
nécessaires aux projets de réhabilitation de décharges ou de création de centre de							
traitement des déchets régulièrement autorisé							
par la DREAL							
Les constructions et installations nécessaires à la	Х	х	1	Х	Х	х	х
production d'énergie photovoltaïque, ainsi que	_ ^	_ ^	ľ	_ ^	^	^	ı ^
les constructions, installations et équipements							
techniques qui y sont liés.							
Les installations et constructions nécessaires à la	Х	Х	Х	1	Х	Х	Х
mise aux normes de l'activité et à son							
fonctionnement							
Les abris de jardin de 9m² maximum de surface	Х	Х	X	Х	1	Х	Х
de plancher et dans un souci d'intégration à							
l'environnement rural et paysager							
Les constructions nécessaires et liées au	X	Х	X	Х	X	✓	Х
fonctionnement de l'aérodrome de Pouilloux							
Les constructions nécessaires et liées au	Х	Х	X	Х	Х	Х	N°
fonctionnement des carrières de Marmagne et							
de Mont-Saint-Vincent			-				N°
Les Installations de Stockage des Déchets Inertes (ISDI) au titre de la rubrique 2760-3 de la	X	x	X	Х	X	Х	N.
nomenclature des ICPE dans le cadre d'une							
opération de renaturation.							
Les Installations de Stockage de Déchets Non	X	x	×	X	×	x	N°
Dangereux (ISDND) au titre de la rubrique 2760-2			^	^	^	_ ^	
de la nomenciature ICPE.							
Les aménagements et installations nécessaires	_	1	1	1	1	1	_
pour la mise en valeur de la nature, des sites et			1		1		
des paysages.							
Les terrains de campings	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х
L'occupation du terrain par des caravanes ou	X	X	X	Х	X	Х	Х
toute forme d'habitat mobile hormis les aires							
d'accueil pour les gens du voyage prévues au							
schéma départemental des gens du voyage et							
aires d'accueil communales ou intercommunales							
pour les gens du voyage sédentarisés			-				
Les dépôts de véhicules hors d'usage, de vieilles	Х	Х	X	Х	Х	Х	Х
ferrailles, de matériaux de démolition et de déchets.							
decnets. Les constructions ou installations à moins de 20	X	×	×	x	×	x	х
mètres d'un cours d'eau ou d'un plan d'eau	^	^	_ ^	^	^	^	X
			_				
(protection de la ressource en eau et la							
continuité écologique)							
Les affouillements et exhaussements du sol non	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х
soumis à une autorisation d'occupation du sol ou							

	N	Nd	Ne	Nf	Ni	Ng	Nx.	N:
Les éoliennes ou parcs éoliens	✓	Х	Х	Х	Х	Х	Х	N°:
Les installations légères à usage maraîcher sous réserve qu'elles ne compromettent pas la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique.	•	×	x	х	х	x	x	•
Les installations, travaux divers et constructions nécessaires aux projets de réhabilitation de décharges ou de création de centre de traitement des déchets régulièrement autorisé par la DREAL	Х	N°7	Х	Х	х	х	Х	,
En ce qui concerne les équipements d'intérêt collectif et services publics : les usages et occupations nécessaires à la production d'énergie photovoltaïque, ainsi que les constructions, installations et équipements techniques qui sont liés	x	x	✓	Х	x	х	х	,
En ce qui concerne l'exploitation agricole : les usages et occupations nécessaires à la production d'énergie photovoltaïque, ainsi que les constructions, installations et équipements techniques qui y sont liés	N°10	N°:						
Les installations et constructions nécessaires à la mise aux normes de l'activité et à son fonctionnement	X	Х	Х	1	Х	Х	Х	,
Les abris de jardin de 9m² maximum de surface de plancher et dans un souci d'intégration à l'environnement rural et paysager	Х	Х	Х	Х	1	Х	Х	,
Les constructions nécessaires et liées au fonctionnement de l'aérodrome de Pouilloux	Х	Х	Х	Х	Х	✓	Х	,
Les constructions nécessaires et liées au fonctionnement des carrières de Marmagne et de Mont-Saint-Vincent	Х	Х	Х	Х	Х	Х	N°7	,
Les Installations de Stockage des Déchets Inertes (ISDI) au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des ICPE dans le cadre d'une opération de renaturation.	Х	Х	х	Х	Х	Х	N°7	,
Les Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) au titre de la rubrique 2760-2 de la nomenclature ICPE.	Х	Х	Х	Х	Х	Х	X	,
Les aménagements et installations nécessaires pour la mise en valeur de la nature, des sites et des paysages.	1	1	1	1	1	1	1	,
Les terrains de campings	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	
L'occupation du terrain par des caravanes ou truste forme d'habitat mobile hormis, les aires d'accueil pour les gens du voyage prévues au schéma départemental des gens du voyage et aires d'accueil communales ou intercommunales pour les gens du voyage sédentarisés	X	х	х	X	х	х	Х	,
Les dépôts de véhicules hors d'usage, de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition et de déchets.	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	,

Les usages et occupations sont très réduits en zone Ns compte tenu de la sensibilité des espaces concernés

Occupations et utilisations du sol admises sous conditions

Pas de dispositions particulière

Occupations et utilisations du sol admises sous conditions

N°11

L'implantation de toutes les éoliennes de plus de 12m, qu'elles soient destinées à la production d'énergie ou à la mesure du vent, ainsi que leurs installations annexes (postes de livraison, chemins d'accès dédiés non mutualisés, etc.), est interdite sur l'ensemble de la zone Ns.

Cette interdiction est justifiée par la nécessité impérieuse de :

- Préserver l'intégrité paysagère des sites naturels et des cônes de vue identifiés comme emblématiques dans le rapport de présentation du PLUi. La zone Ns se caractérise par des paysages de grande qualité qu'il convient de soustraire à toute artificialisation ou altération visuelle majeure.
- Protéger les écosystèmes et la biodiversité spécifiques à la zone As. La présence avérée d'espèces protégées (notamment avifaune), de couloirs de migration et d'habitats naturels sensibles rend incompatible l'implantation d'infrastructures de grande hauteur et génératrices de nuisances sonores et vibratoires.
- Maintenir la vocation naturelle et agricole de la zone, en cohérence avec les objectifs de développement

Seules les éoliennes de faible hauteur sont admises, afin de ne pas porter à la sensibilité environnemental e et paysagère des espaces concernés

B) CARACTERISIQUES URBAINE,	durable et de non-artificialisation des sols. B) CARACTERISIQUES URBAINE,	
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	
1-4 Hauteur des constructions () Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les autres constructions ainsi que pour les équipements d'infrastructures (réservoirs, tour hertzienne, pylône,).	() Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les autres constructions ainsi que pour les équipements d'infrastructures (réservoirs, tour hertzienne, pylône,). Toutefois, en zone Ns, les éoliennes auront une hauteur maximale de 12 mètres.	Seules les éoliennes de faible hauteur sont admises, afin de ne pas porter à la sensibilité environnemental e et paysagère des espaces concernés

6. Autres évolutions de zonage

La présente modification porte sur :

- des évolutions limitées de zonage au sein de la zone U et de la zone N,
- la suppression d'un emplacement réservé pour une liaison modes doux en raison de l'existence d'un tracé alternatif mieux adapté
- l'inscription de linéaires commerciaux à préserver dans le centre-ville de Montceaules-Mines
- une légère extension du zonage « milieu humide » protégé au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme.

a. Le contexte réglementaire des changements de zonage réalisés

Ces évolutions de zonage sont de faible importance ou sans incidence. Elles n'entraînent pas de réduction d'un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ni d'une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

Ces évolutions s'inscrivent dans la mise en œuvre des orientations du PADD :

- renforcement du pôle économique autour de la gare TGV : extension-réduction des zones UX et UXh afin de s'adapter aux besoins d'implantation des entreprises tout en conservant la programmation économique prévue pour ce secteur,
- confortement de la dynamique touristique générée par le canal du Centre et par l'Eurovélo 6
 - par l'aménagement d'une liaison modes doux sur un itinéraire mieux adapté que celui prévu dans le cadre de l'emplacement réservé,
 - création d'un petit camping pour répondre aux besoins générés par le cyclotourisme : évolution d'une zone UA vers une zone UL,
- confortement du centre-ville de Montceau-les-Mines par l'inscription de linéaires commerciaux à préserver,
- développement des activités de loisirs au sein de la « coulée des Découvertes » avec
 la légère extension d'un bâtiment du golf public, nécessitant un passage de NLu à NLt.

Les autres changements apportés sont mineurs et relèvent de corrections nécessaires à la prise en compte d'habitations en zone économique UX, afin de permettre leur évolution.

b. L'expertise environnementale des évolutions de zonage

Les évolutions de zonage n'entraînent pas l'artificialisation d'espaces agricoles et naturels. Elles restent mineures. Leurs incidences sur l'environnement sont nulles ou positives.

c. La traduction réglementaire des évolutions de zonage

i. Evolution réglementaire globale

Les évolutions de zonage se font au sein de la zone U ou au sein de la zone N, ou par évolution des prescriptions graphiques particulièrement (emplacement réservé pour équipement, linéaires commerciaux). Elles s'accompagnent de changements apportés au règlement écrit avec la création d'une nouvelle zone UL et d'une nouvelle prescription graphique de protection des linéaires commerciaux.

ii. Détail des évolutions réglementaires

1. Zonage réglementaire

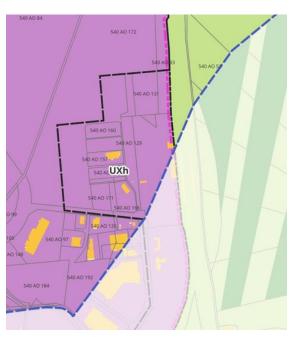
Extension et réduction des zones UX et UXh, à Torcy

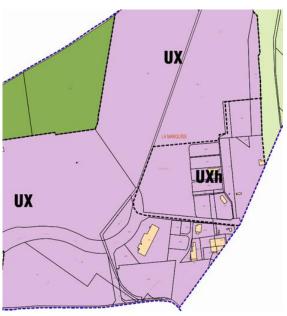
Evolution du PLUi	Extension-réduction des zones UX et UXh
Motifs	La zone UX est étendue sur la zone UXh afin de permettre l'implantation d'une entreprise spécialisée dans la confection de décors de théâtre, et dont le bâtiment a une hauteur plus importante que celle admise en zone UXh, qui est limitée à 9 mètres.
	Afin de compenser cette réduction de la zone UXh, cette dernière est étendue sur la zone UX. Cela permet de maintenir la programmation économique prévue pour le site, avec l'accueil de bureaux et de services à proximité de la gare. Or, l'extension de la zone UXh se fait dans un secteur situé à proximité de la gare TGV, alors que la réduction de la zone UX concerne une partie plus éloignée. Ainsi, la présente évolution conforte le parti d'aménagement prévu pour la zone économique de la gare TGV, en cohérence avec les orientations du PADD.
Superficie concernée	Extension de la zone UX et réduction de la zone UXh : 1,8 hectares Extension, de la zone UXh et réduction de la zone UX : 0,7 hectares

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification

A droite : zonage du PLUi modifié





• Création d'une zone UL à Ecuisses

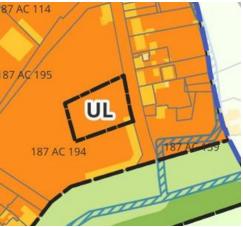
Evolution du PLUi	Création d'une zone UL en lieu et place de la zone UA Complément apporté au règlement écrit pour intégrer la nouvelle zone UL
Motifs	Le passage en zone UL correspond à l'emprise prévue pour un projet de camping. Sa localisation est justifiée par la proximité de la véloroute et du canal du Centre. La superficie de la zone UL et son règlement sont volontairement restreints et intègrent une partie du bâti existant afin que l'activité de camping reste de dimension modeste et s'intègre à l'ensemble patrimonial formé par l'ancienne briqueterie.
Superficie concernée	0,2 hectares

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification

- A droite : zonage du PLUi modifié









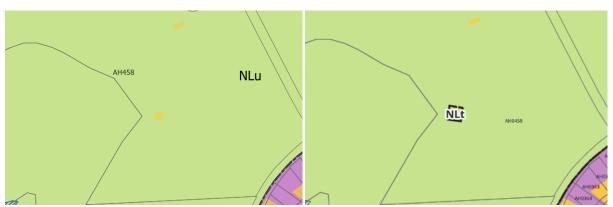
Vue sur l'ancienne briquèterie

• Délimitation d'une zone NLt en lieu et place de la zone NLu à Montceau-les-Mines

Evolution du PLUi	Délimitation d'une zone NLt et réduction de la zone NLu	
Motifs	La commune souhaite développer de nouvelles activités dans un petit bâtiment du golf municipal, implique une extension limitée de la construction. Celle-ci se fait sur l'emprise de la terrasse du bâtiment.	
Superficie concernée	0,06 hectares	

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification
- A droite : zonage du PLUi modifié





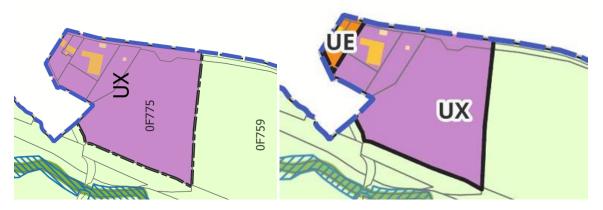
Vue sur le bâtiment classé en zone NLt

Classement d'une habitation en zone UE en lieu et place de la zone UX, à Saint-Symphorien-de-Marmagne

Evolution du PLUi	Classement du terrain d'assiette d'habitation en zone UE en lieu et place de la zone UX
Motifs	Le règlement de la zone UX n'est pas adapté pour une habitation existante, avec pour effet de bloquer toute possibilité d'évolution pour cette dernière
Superficie concernée	

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification
- A droite : zonage du PLUi modifié

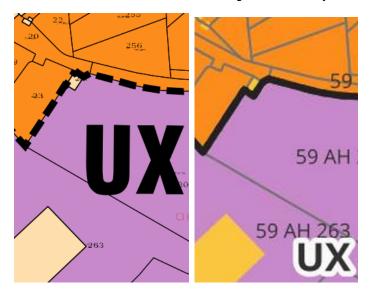


• Classement d'une habitation en zone UE en lieu et place de la zone UX, au Breuil

Evolution du PLUi	Classement du terrain d'assiette d'habitation en zone UE en lieu et place de la zone UX
Motifs	Le règlement de la zone UX n'est pas adapté pour une habitation existante, avec pour effet de bloquer toute possibilité d'évolution pour cette dernière
Superficie concernée	0,2 hectares environ

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification
- A droite : zonage du PLUi modifié

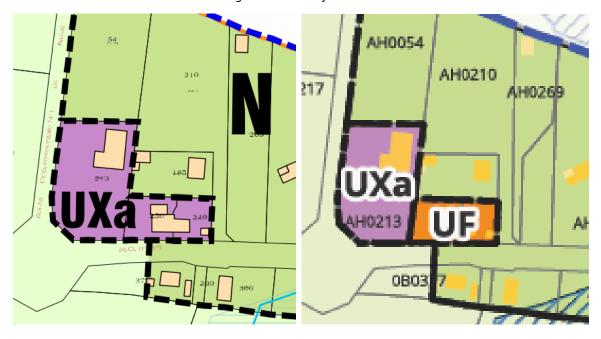


• Classement d'une habitation en zone UF en lieu et place de la zone UX, au Breuil

Evolution du PLUi	Classement du terrain d'assiette d'habitation en zone UF en lieu et place de la zone UX
Motifs	Le règlement de la zone UX n'est pas adapté pour une habitation existante, avec pour effet de bloquer toute possibilité d'évolution pour cette dernière
Superficie concernée	0,15 hectares

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification
- A droite : zonage du PLUi modifié



Suppression d'un emplacement réservé pour une liaison douce à Montceau les Mines

Evolution du PLUi	Modification du plan de zonage et de la liste des emplacements réservés afin de supprimer l'emplacement réservé n°ER-306-03	
Motifs	La liaison modes doux traverse des espaces naturels et une zone économique en cours d'aménagement, alors qu'il existe une alternative plus stratégique en terme de tracé en raison de la proximité du canal. De plus, cette alternative se situe au niveau de voiries existantes. Elle n'implique donc pas d'artificialisation de l'espace	
Superficie concernée	Suppression d'un emplacement réservé de 2,7 hectares environ	

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification
- A droite : zonage du PLUi modifié





En vert : l'itinéraire alternatif emprunte le tracé alternatif de l'euro vélo 6

• Protection des linéaires commerciaux à Montceau les Mines

Evolution du PLUi	Inscription de linéaires commerciaux au règlement graphique au titre
	de l'article L151-16 du code l'urbanisme

	Complément apporté au règlement écrit afin d'intégrer cette nouvelle prescription graphique
Motifs	Cette prescription graphique permet de protéger les locaux commerciaux existants, afin de n'autoriser que des changements de destination compatibles avec le maintien de la densité commerciale en centre-ville.
Superficie concernée	Sans objet

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification
- A droite : zonage du PLUi modifié



• Exension du zonage « milieu humide » à Saint-Sernin-du-Bois

Evolution du PLUi	Extension du zonage « milieu humide » au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme
Motifs	Dans le cadre des investigations de terrain menées dans le cadre de l'expertise environnementale des sites pressentis pour accueillir des centrales photovoltaïques, une zone humide a été identifiée sur la commune de Saint-Sernin-du-Bois. La zone Ne a été abandonnée en raison de la très forte sensibilité environnementale du site. Toutefois, il est nécessaire de modifier le plan de zonage afin d'intégrer la zone humide. Cette extension est extrêmement réduite

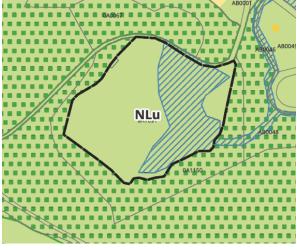


Résultat de l'expertise de terrain

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- A gauche : zonage du PLUi avant la modification
- A droite : zonage du PLUi modifié





2. Règlement écrit

Règlement du PLUi non modifié :	Règlement du PLUi modifié :	Motifs	<u>des</u>
DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES ZONES	DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES ZONES	<u>changemen</u>	<u>ts</u>
Pas de règles spécifiques	COMMERCIAUX Protection des linéaires commerciaux	Nouvelles rè attachées à nouvelle prescription graphique	egles une
	Au titre de l'article L. 151-16 du Code de l'urbanisme, le règlement graphique identifie des voies où est préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail.		Sont les de non une en et de rnier
	Au sein des locaux situés en rez-de- chaussée et dotés d'une vitrine bordée par un linéaire de commerce, artisanat et service repéré au règlement graphique,	acvitanser te del	inei

sont interdits les changements de destination ou sous destination ne respectant pas les destinations ci-dessous :
Destination : commerce et activité de services
Sous destination :
- Artisanat et commerce de détail- Restauration

èglement du	ı PLUi modifié :		Motifs des changements
NE NL : DISPO	SITIONS APPLICABLES		
Description de la zone :		Création d'une nouvelle zone	
a zone UL a l'hébergement	pour vocation l'accueil des activité	s de camping et	
	ons et installations nécessaires aux so tif sont autorisées.	ervices publics ou	
A) DESTINATIO D'ACTIVITE	N DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES	SOLS ET NATURES	
es destination	s et sous destinations		Les destinations liées à l'activité so
Destination	Sous-destination	Secteurs UL	très limitées en lien avec un projet de camping de petite taille
Habitation	Logement	x x	
Commerces et	Hébergement Artisanat et commerce de détail	X X	
activités de	Restauration	x	
services	Commerce de gros Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	x x	
	Hébergement hôtelier et touristique	N°1	
Equipements d'intérêt collectif	Cinéma Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégataires	X X	
et services publics	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou de leurs délégataires	√	
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	×	
	Salle d'art et de spectacles Equipements sportifs	x x	
F	Autres équipements recevant du public	<u>√</u>	
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole Exploitation forestière	X X	
Activités des	<mark>Industrie</mark>	x x	
secteurs secondaires ou	Entrepôt	<mark>X</mark>	
tertiaires ou	Bureau Centre de congrès et d'exposition	x x	
es autres usag	es et occupations		Les usages et occupations sont tr
		UL	réduits en lien avec l'activité tr
L'occupation du terra	ngs in par des caravanes ou toute forme d'habitat mobile	<u>√</u> X	spécifique prévue
hormis les aires d'acc départemental des ge	ueil pour les gens du voyage prévues au schéma ueil pour les gens du voyage prévues au schéma ens du voyage et aires d'accueil communales ou ur les gens du voyage sédentarisés	^	
Les carrières	0	X	
Les dépôts de véhicules hors d'usage, de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition et de déchets.			
d'un plan d'eau (prot	installations à moins de 10 mètres d'un cours d'eau ou ection de la ressource en eau et la continuité écologique) lauteur supérieure à 12 mètres	x	
	utilisations du sol admises sous condi		Les conditions sont très restrictives
	ions doivent être nécessaires au fonctionnemen		lien avec la vocation spécifique du si

Pour les reconstructions après démolition, ou les constructions exposées au bruit, situées en zone inondable, en PPRI, en zones d'aléas miniers ou de risques technologiques, se référer aux dispositions générales.

B) CARACTERISIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

1-1 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Le règlement de la zone UL combine souplesse et encadrement fort.

a) Constructions neuves

Les constructions neuves doivent s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou future de la voie.

b) Constructions existantes

Des implantations différentes pourront être autorisées pour des extensions ou aménagements de bâtiments existants non conformes à ces règles, soit en respectant l'alignement du bâtiment, soit en retrait par rapport à cet alignement.

Les marges de recul imposées ci-dessus ne s'appliquent pas dans l'habitat existant pour la création d'extensions mesurées à destination de sas d'entrée, de coursives couvertes, d'escaliers ou autres aménagements à usage d'accès.

1-2 Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

a) Constructions neuves

Les constructions peuvent s'implanter en limite séparative ou en retrait sous réserve du respect du droit des tiers.

b) Constructions existantes

Des implantations différentes pourront être autorisées pour des extensions, surélévations ou aménagements de bâtiments existants, en respectant l'alignement du bâtiment ou en retrait par rapport à celui-ci. Des marges de recul imposées ne s'appliquent pas dans l'habitat existant pour la création d'extensions mesurées à destination de sas d'entrée, de coursives couvertes, d'escaliers ou autres aménagements à usage d'accès.

1-3 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les bâtiments principaux (hormis garages, remises, abris de jardin ou autres annexes) devront être implantés de telle sorte :

- que les accès nécessaires aux services de Secours et d'Incendie soient assurés;
- que les baies éclairant les pièces principales ne soient masquées par aucune partie d'immeuble qui, à l'appui de ces baies, serait vue sous un angle de plus de 45°.

1-4 Hauteur des constructions

La hauteur des constructions neuves ne doit pas excéder 5 mètres. Des hauteurs différentes pourront être autorisées pour des extensions et aménagements de bâtiments existants non conformes à ces règles en respectant la hauteur du bâtiment existant.

Les règles très limitations en matière d'occupations et utilisations du sol et d'implantation (règles d'emprise au sol, de hauteur et de surfaces végétalisées notamment) permettent une certaine souplesse concernant les autres règles. La faible constructibilité admise ne crée par un risque de densification mal maîtrisée ou d'implantation non harmonieuse des constructions ouvrages et installations futurs.

Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les autres constructions ainsi que pour les équipements d'infrastructures (réservoirs, tour hertzienne, pylône, ...).

1-5 Emprise au sol

L'ensemble bâtie au sol cumulée des constructions neuves et des extensions des constructions existantes ne doit pas dépasser 100 m².

2 Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

2-1 L'article R 111-27 du Code de l'Urbanisme demeure applicable

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. »

Notamment, les constructions inspirées d'architectures typiques d'une autre région ou d'un autre pays sont interdites.

L'emploi extérieur à nu de matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit tel que carreaux de plâtre, briques creuses ou moellons de bétons, est interdit.

2-2 Constructions neuves:

L'aménagement de la parcelle et l'implantation du ou des bâtiments devront être pris en compte dans leur ensemble. Toutes les dispositions seront prises pour adapter la construction au terrain naturel.

Tous les bâtiments nécessaires aux activités seront réalisés en harmonie avec le bâtiment principal.

Les panneaux solaires ou photovoltaïques devront être intégrés à la façade ou à la toiture du bâtiment.

Les bâtiments annexes seront réalisés avec l'emploi de matériaux et un choix de coloris faisant un ensemble cohérent et harmonieux avec le bâtiment principal. L'emploi de matériaux réverbérant est interdit, hormis les panneaux solaires et photovoltaïques.

Les accès, aires de stationnement, de stockage, les espaces verts et les clôtures seront traités avec le plus grand soin tant dans leur composition et leurs emplacements que dans leurs matériaux.

Il est rappelé que l'OAP Cadre sur les clôtures s'applique, en conséquence de quoi les clôtures doivent présenter un aspect pérenne et éviter les végétaux artificiels, les matériaux par plaques (de type plaque béton, etc.) ou filets. Les matériaux destinés à être recouverts (de type briques creuses, parpaings, etc...) doivent être enduits dans leur totalité.

2-3 Extension et réhabilitation

Les extensions ou aménagements de bâtiments existants non conformes aux règles précitées pourront présenter des caractéristiques différentes de celles contenues dans les règles précitées, dès lors que leur forme, matériaux et couleurs choisis ne portent pas atteinte au caractère et à la qualité des constructions avoisinantes.

3 Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions.

Les espaces libres de toute occupation seront aménagés et plantés suivant des dispositions qui les rendent inaccessibles aux véhicules.

Les plantations existantes seront maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

Les surfaces végétalisées minimales représenteront 40% de la surface.

4 Stationnement

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies publiques. Il devra correspondre aux besoins des occupations ou utilisations du sol.

7. Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

La présente modification porte sur des changements apportés à quatre OAP existantes, afin de corriger des erreurs ou pour intégrer une évolution du programme.

a. Le contexte réglementaire des changements apportés aux OAP

Ces évolutions de zonage sont de faible importance ou sans incidence. Elles n'entraînent pas de réduction d'un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ni d'une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

Ces évolutions s'inscrivent dans la mise en œuvre du PADD en apportant des ajustements limités aux OAP.

L'expertise environnementale des évolutions apportées aux OAP

Les évolutions de zonage n'entraînent pas l'artificialisation d'espaces agricoles et naturels. Elles restent mineures. Leurs incidences sur l'environnement sont nulles ou positives.

c. La traduction réglementaire des évolutions apportées aux OAP

i. Evolution globale du PLUi

Les évolutions se limitent aux OAP et, à la marge, au plan de zonage lorsqu'un périmètre d'OAP évolue.

ii. Détail des évolutions du PLUi : OAP et zonage

Modification du périmètre de l'OAP Bourg, à Saint-Symphorien-sur-Marmagne

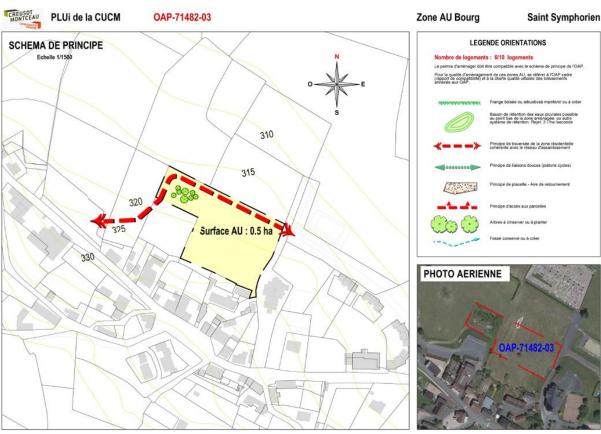
Evolution du PLUi	Modification du périmètre de l'OAP n°71482-03	
Motifs	Etendre le périmètre afin d'inclure l'ensemble de la zone AU, puisqu'une zone AU non fermée doit obligatoirement faire l'objet d'une OAP	

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

En haut : OAP du PLUi avant la modification

- En bas : OAP du PLUi modifiée





• Suppression d'une zone non aedificandi, à Torcy

Evolution du PLUi	Modification du schéma de principe par la suppression de la bande non aedificandi de l'OAP n°71540-02
	dedification de l'OAI II / 1540 02

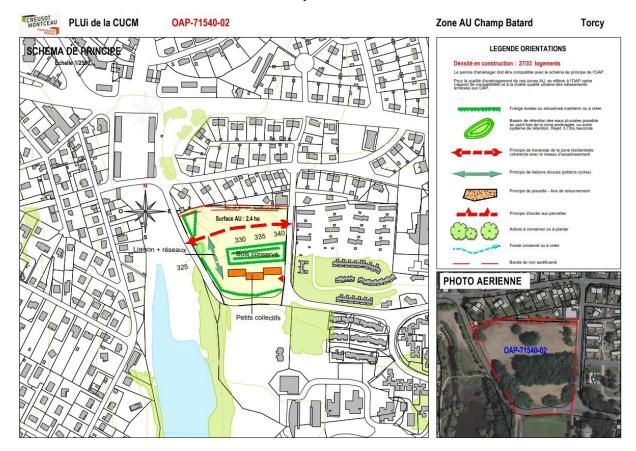
Motifs

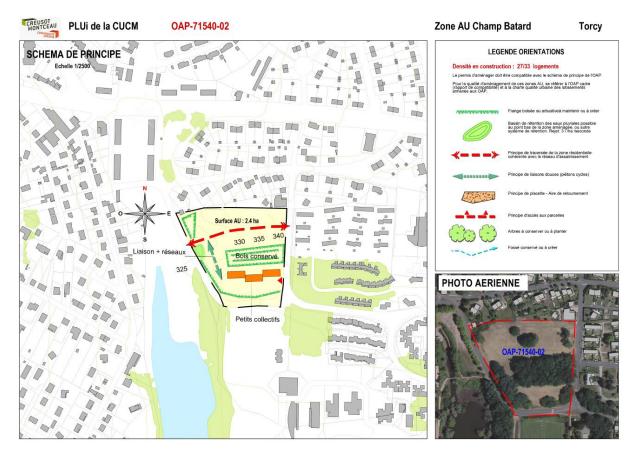
La zone non aedificandi déborde sur une propriété voisine, empêchant l'évolution d'un logement

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

En haut : OAP du PLUi avant la modification

- En bas : OAP du PLUi modifiée





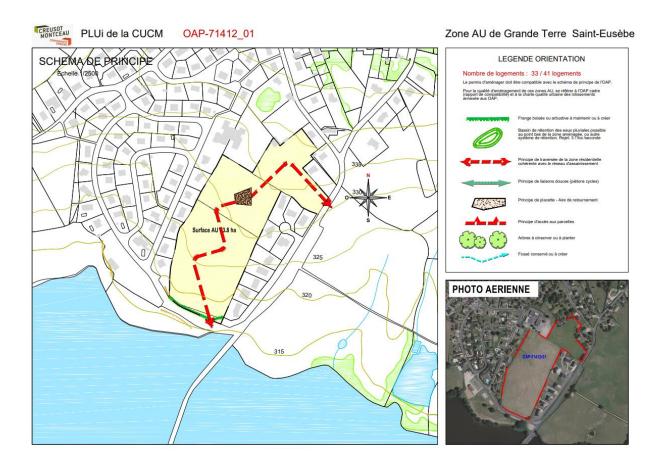
• OAP Grande Terre, modification du programme et du schéma d'aménagement, à Saint-Eusèbe

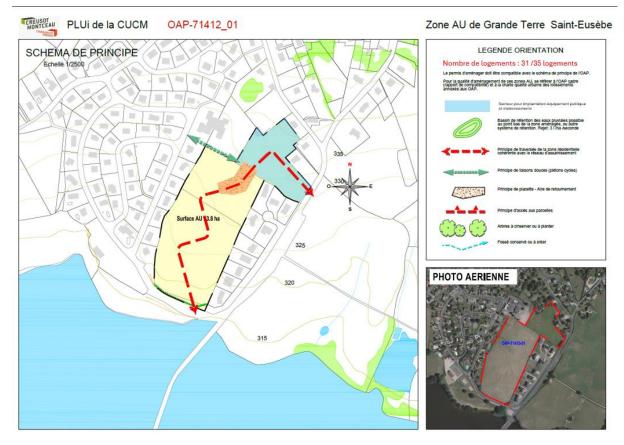
Evolution du PLUi	Modification du schéma de principe de l'OAP n°71412-01 :
	 localisation de la salle multi-activités et du parking principe de liaison douce légère réduction de l'objectif de logements
Motifs	Une première tranche de l'OAP est d'ores et déjà réalisée avec la création de 29 logements. Le programme de l'OAP évolue avec l'implantation d'une salle multi-activités et la mention d'une liaison piétonne. Cette orientation favorable à la mixité urbaine reste mesurée en terme de réduction du nombre de logements, qui devrait diminuer d'une petite dizaine maximum

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

- En haut : OAP du PLUi avant la modification

- En bas : OAP du PLUi modifiée





OAP La Rotonde, modification du périmètre, à Torcy

Evolution du PLUi	Réduction du périmètre de l'OAP n°71540-01 et évolution du schéma
	de principe

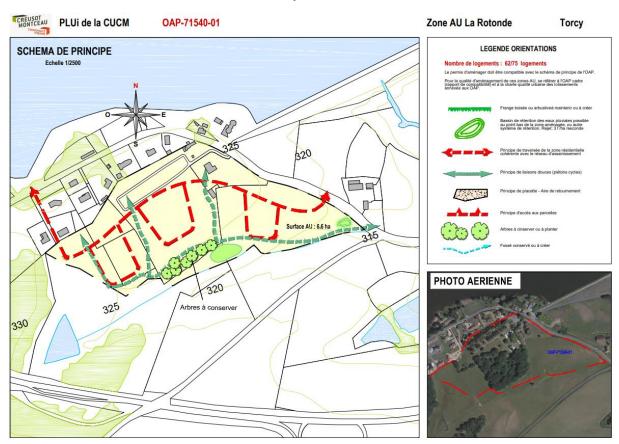
Motifs

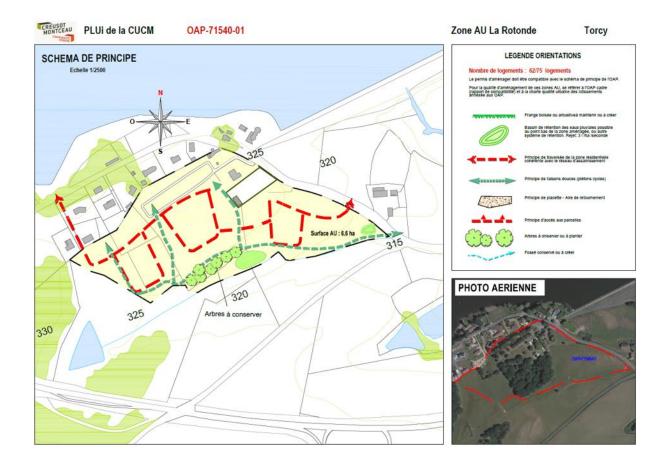
Cette réduction de périmètre concerne une construction existante. Elle ne remet pas en cause le schéma d'aménagement global, même si ce dernier doit être légèrement remanié. Ce détachement est justifié par l'absence d'apport réel du tènement concerné à l'aménagement global, dans la mesure où il s'agit d'un bâtiment existant. Ce détachement permet la réhabilitation de la bâtisse, la création de logements par aménagement de l'existant étant dans un premier temps souhaitable avant de mener cette extension urbaine significative.

Extraits de plan de zonage ci-dessous :

En haut : OAP du PLUi avant la modification

En bas : OAP du PLUi modifiée





8. Règlement écrit

Cette modification comporte :

- Des modifications de forme afin de faciliter la lecture du règlement
- Des modifications de fond pour préciser les règles et faciliter leur application.

Les modifications sont les suivantes :

- Eclaircissement sur la prise en compte des surfaces déjà bâties dans les surfaces d'extensions autorisées
- Précision sur l'emploi les matériaux et les couleurs des tuiles
- Précision sur la règle d'implantation des 30m pour les annexes en zone
- Précisions sur la règlementation des volets en zone Uec
- Mise en compatibilité des règles sur les clôtures entre l'OAP cadre et le règlement
- Précisions sur les règles applicables aux toitures terrasses avec la nécessité de les végétaliser lorsqu'elles ne sont pas accessibles
- Mise en place d'une dérogation en matière d'implantation pour les parcelles sur deux voiries
- Clarification sur l'intégration des panneaux photovoltaïques au bâtiment
- Ajout de schémas relatifs à l'insertion des projets de construction dans le terrain tout en en préservant la morphologie générale
- Implantation des constructions par rapport à la voie, avec un assouplissement sur la règle des 5m d'inconstructibilité, en autorisant les annexes
- Suppression de la règle relative aux décrochements d'enduits en zone UA
- Adaptation de la règle sur les hauteurs des constructions en zone UA, UE ET UF afin de permettre la construction d'un étage en attique
- Adapter l'aspect extérieur des constructions en zone UX afin d'être en cohérence avec la volonté de ne permettre la réalisation de locaux d'habitation qu'en lien avec les nécessités de surveillances de l'activité.

a. Le contexte réglementaire des évolutions apportées au règlement écrit

Ces évolutions de règlement sont de faible importance. Elles consistent en des clarifications de règles ainsi que dans des évolutions de fond limitées qui ne changent pas le parti d'aménagement du PADD, mais plutôt à la conforter dans sa mise en œuvre.

Ces évolutions du règlement écrit n'entraînent pas non plus de réduction d'un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ni d'une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

b. L'expertise environnementale des évolutions du règlement écrit

Les évolutions du règlement écrit concernent des évolutions mineures, sans incidences ou avec des incidences positives sur l'environnement.

c. La traduction réglementaire

i. Evolution réglementaire globale

Les modifications sont les suivantes :

- Eclaircissement sur la prise en compte des surfaces déjà bâties dans les surfaces d'extensions autorisées
- Précision sur l'emploi les matériaux et les couleurs des tuiles
- Précision sur la règle d'implantation des 30m pour les annexes en zone
- Précisions sur la règlementation des volets en zone Uec
- Mise en compatibilité des règles sur les clôtures entre l'OAP cadre et le règlement
- Précisions sur les règles applicables aux toitures terrasses avec la nécessité de les végétaliser lorsqu'elles ne sont pas accessibles
- Mise en place d'une dérogation en matière d'implantation pour les parcelles sur deux voiries
- Clarification sur l'intégration des panneaux photovoltaïques au bâtiment
- Ajout de schémas relatifs à l'insertion des projets de construction dans le terrain tout en en préservant la morphologie générale
- Implantation des constructions par rapport à la voie, avec un assouplissement sur la règle des 5m d'inconstructibilité, en autorisant les annexes
- Suppression de la règle relative aux décrochements d'enduits en zone UA
- Adaptation de la règle sur les hauteurs des constructions en zone UA, UE ET UF afin de permettre la construction d'un étage en attique
- Adapter l'aspect extérieur des constructions en zone UX afin d'être en cohérence avec la volonté de ne permettre la réalisation de locaux d'habitation qu'en lien avec les nécessités de surveillances de l'activité.

ii. Détail des évolutions réglementaires

<u>Règlement du PLUi non modifié :</u>	Règlement du PLUi modifié :	Motifs des changement
E) PROTECTION DES RESERVOIRS DE BIODIVERSITE	E) PROTECTION DES RESERVOIRS DE BIODIVERSITE	<u>s</u>
DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES ZONES : DISPOSITIONS APPLICABLES	DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES ZONES : DISPOSITIONS APPLICABLES	
Protection des milieux humides	Protection des milieux humides	II est nécessaire
 () L'imperméabilisation des sols. Néanmoins, dans le cas où un projet de construction ou d'aménagement ne peut se réaliser sans impacter un milieu humide, l'aménageur devra procéder à une analyse plus approfondie des incidences du projet 	construction ou d'aménagement ne peut se réaliser sans impacter un milieu humide, <mark>une démarche d'évitement, réduction et le la </mark>	de clarifier les obligations qui s'imposent de par la réglementation existante en cas d'impact sur les zones humides. Les termes

sur ladite zone pour en identifier la nature. étudier tous les moyens de réduire l'impact de son projet sur ladite zone et si besoin, proposer les mesures de compensation nécessaires en surface et en fonctionnalité.

recherché en priorité, et s'il est justifié que le projet de construction et/ou extension ne peut éviter l'impact sur le milieu humide, des mesures de réduction des impacts devront être recherchées.

Et en cas d'impact résiduel (après évitement et réduction) des mesures compensatoires devront être proposées.

employés doivent être clarifiés afin de distinguer les notions d'évitement. réduction et compensation (démarche dite « ERC »)

Protection des bois, bocages et ripisylves (...)

- Néanmoins, dans le cas où un projet de construction ou d'aménagement ne peut se réaliser sans impacter ces bois, bocages et ripisylves, l'aménageur devra procéder à une analyse plus approfondie des incidences du projet sur ladite zone pour en identifier la nature, étudier tous les moyens de réduire l'impact de son projet sur ladite zone et si besoin, proposer les mesures de compensation nécessaires en surface et en fonctionnalité.
- En cas d'arrachage, en tant que mesure compensatoire, un boisement, un bosquet, une haie devront être plantés dans les mêmes proportions que les parties détruites.

Protection des bois, bocages et ripisylves (...)

- Néanmoins, dans le cas où un projet de construction ou d'aménagement ne peut se réaliser sans impacter ces bois, bocages et ripisylves, l'autorisation pourra être refusée ou soumise à des conditions particulières si les travaux sont de nature à leur porter atteinte de manière irrémédiable, les principaux critères de décision étant l'état phytosanitaire des arbres, la sécurité, la fonctionnalité agricole et la fonctionnalité des accès.

En cas de défrichement, en tant que mesure compensatoire, un boisement, un bosquet, une haie devront être plantés dans les mêmes proportions (nombre, superficie ou linéaire) que les parties détruites.

Les coupes et abattages sont autorisés pour des raisons de sécurité des biens et des personnes, de gestion écologique.

DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE

1 DESTINATION ET SOUS-DESTINATION DES

II est nécessaire de clarifier les obligations qui s'imposent au titre du PLUi. Les termes emplovés doivent être clarifiés afin de distinguer les notions de défrichement, coupes et

abattages

DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, **USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITES**

ZONE UX: DISPOSITIONS APPLICABLES

1 DESTINATION ET SOUS-DESTINATION DES **CONSTRUCTIONS**

Les destinations et sous destinations

Destination	Sous-destination	Secteurs		
		UX	UXa	UXz
Habitation	Logement	N°2, N°3, N°5	N°2, N°3, N°5	N°2, N°3,N°5
	Hébergement	X	X	Х
Commerces et	Artisanat et commerce de détail	N°4, N°5	N°4, N°5	N°4, N°
activités de	Restauration	N°5	N°5	N°5
services	Commerce de gros	N°7	Х	Х
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une	N°5	N°5	N°5
	clientèle			
	Hébergement hôtelier et touristique	X	Х	Х
	Cinéma	X	Х	Х
Equipements	Locaux et bureaux accueillant du public des	N°5	N°5	N°5
d'intérêt collectif	administrations publiques ou de leurs délégataires			
et services publics	Locaux techniques et industriels des administrations	N°5	N°5	N°5
	publiques ou de leurs délégataires			
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action	N°5	N°5	N°5
	sociale			
	Salle d'art et de spectacles	N°5	N°5	N°5
	Equipements sportifs	N°5	N°5	N°5
	Autres équipements recevant du public	N°5	N°5	N°5
Exploitation	Exploitation agricole	X	Х	Х
agricole et forestière	Exploitation forestière	X	X	Х
Activités des secteurs	Industrie	N*1, N*5	N°1, N°5, N°6	N*1, N*5
secondaires ou tertiaires	Entrepôt	N°1, N°5	N°1, N°5, N°6	N°1, N°
	Bureau	N°1, N°5	N°1, N°5, N°6	N°1, N°
	Centre de congrès et d'exposition	N°1, N°5	N°1, N°5, N°6	N°1, N°5

Les destinations et sous destinations Destination

DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITES

ZONE UX: DISPOSITIONS APPLICABLES

clientèle Hébergement hôtelier et touristique Cinéma
Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou de leurs délégatai ocaux techniques et industriels des administrati publiques ou de leurs délégataires ements d'enseignement, de santé et d'action sociale Salle d'art et de spectacles Equipements sportifs Autres équipements recevant du publi Exploitation agricole Exploitation forestière Bureau Centre de congrès et d'expositi

Clarification des destinations: interdiction de l'hahitation -suppression de dispositions superflues: l'autorisation du changement de destination (condition n°5)

Les autres usages et occupations

	UX	UXa	UXz
Les terrains de campings	Х	Х	Х
L'occupation du terrain par des caravanes ou toute forme d'habitat mobile hormis les aires d'accueil pour les gens du voyage prévues au schéma départemental des gens du voyage et aires d'accueil communales ou intercommunales pour les gens du voyage sédentarisés	X	Х	х
Les carrières	Х	Х	Х
Les boîtes de nuits ou discothèques	X	Х	X
Les dépôts de véhicules hors d'usage, de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition et de déchets.	Х	х	Х
Les constructions ou installations à moins de 10 mètres d'un cours d'eau ou d'un plan d'eau (protection de la ressource en eau et la continuité écologique)	X	Х	Х
Les éoliennes d'une hauteur supérieure à 12 mètres	Х	Х	Х
Les affouillements et exhaussements du sol non soumis à une autorisation d'occupation du sol ou des recherches archéologiques	Х	Х	Х

2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL **ADMISES SOUS CONDITIONS**

Les autres usages et occupations

CONSTRUCTIONS

Les terrains de campings	Х	Х	Х
L'occupation du terrain par des caravanes ou toute forme d'habitat mobile hormis les aires d'accueil pour les gens du voyage prévues au schéma départemental des gens du voyage et aires d'accueil communales ou intercommunales pour les gens du voyage sédentarisés	х	Х	Х
Les carrières	Х	Х	Х
Les boîtes de nuits ou discothèques	×	×	¥
Les dépôts de véhicules hors d'usage, de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition et de déchets.	Х	х	Х
Les constructions ou installations à moins de 10 mètres d'un cours d'eau ou d'un plan d'eau (protection de la ressource en eau et la continuité écologique)	×	×	х
Les éoliennes d'une hauteur supérieure à 12 mètres	Х	Х	Х
Les affouillements et exhaussements du sol non soumis à une autorisation d'occupation du sol ou des recherches archéologiques	Х	Х	Х

2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL **ADMISES SOUS CONDITIONS**

l'urbanisme Clarification des destinations: -interdiction de

'habitation

du

Les boites de nuit et discothèques ne sont pas une destination sous-destination code

de

N°1: Les installations classées à condition qu'elles n'induisent pas de servitudes d'inconstructibilité au-delà des limites de propriété du pétitionnaire.

N°2: Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'elles soient liées au fonctionnement et à la surveillance des activités présentes dans la zone et qu'elles soient attenantes au bâtiment d'activité. Elles doivent être destinées au logement des personnes dont la présence permanente sur la zone est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance ou le gardiennage des établissements et services généraux de la zone.

N°3: L'aménagement et l'extension mesurée des bâtiments d'habitation existants et la création de leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'ils soient liés au fonctionnement et à la surveillance des activités présentes dans la zone.

N°4: Le renouvellement des activités commerciales en activité sans extension de la surface de vente.

N°5: Les changements de destination des locaux sont autorisés sous réserve qu'ils soient compatibles avec la vocation de la

N°1: Les installations classées à condition qu'elles n'induisent pas de servitudes d'inconstructibilité au-delà des limites de propriété du pétitionnaire.

N°2: Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'elles soient liées au fonctionnement et à la surveillance des activités présentes dans la zone et qu'elles soient attenantes au bâtiment d'activité. Elles doivent être destinées au logement des personnes dont la présence permanente sur la zone est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance ou le gardiennage des établissements et services généraux de la zone.

N°3: L'aménagement et l'extension mesurée des bâtiments d'habitation existants et la création de leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'ils soient liés au fonctionnement et à la surveillance des activités présentes dans la zone.

N°4: Uniquement dans le cas d'un renouvellement d'activités commerciales existantes, sans création ou extension de la surface de vente.

N°5: Les changements de destination des locaux sont autorisés sous réserve qu'ils soient compatibles avec la vocation de la zone.

-suppression de dispositions superflues : l'autorisation du changement de destination (condition n°5)

ZONE UXh: DISPOSITIONS APPLICABLES

1 DESTINATION ET SOUS-DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

Les destinations et sous destinations

Les autres usages et occupations

Destination	Sous-destination	Secteurs UXh
Habitation	Logement	N°2, N°3, N°4
	Hébergement	X
Commerces et	Artisanat et commerce de détail	X
activités de	Restauration	Nº4
services	Commerce de gros	Х
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une	N°4
	clientèle	
	Hébergement hôtelier et touristique	Nº4
	Cinéma	N°4
Equipements	Locaux et bureaux accueillant du public des	Nº4
d'intérêt collectif	administrations publiques ou de leurs délégataires	
et services publics	Locaux techniques et industriels des administrations	N°1, N°4
	publiques ou de leurs délégataires	
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action	N°4
	sociale	
	Salle d'art et de spectacles	N°4
	Equipements sportifs	N°4
	Autres équipements recevant du public	N°4
Exploitation	Exploitation agricole	Х
agricole et forestière	Exploitation forestière	Х
Activités des	Industrie	Х
secteurs	Entrepôt	N°1, N°4
secondaires ou	Bureau	N°1, N°4
tertiaires	Centre de congrès et d'exposition	N°1, N°4

Les carrières Les obles de nuits ou discothèques Les debits de vivicules hors d'usage, de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition et de déchets. Les constructions ou installations à moins de 10 mètres d'un cours d'eau ou d'un plan X d'eau (protection de la ressource en eau et la continuté écologique) Les écliennes d'une hauteur supérieure à 12 mètres Les affonciellements et exhaussements du soi no soumis à une autorisation d'occupation X du soi ou des referchés archéclogiques

Les terrains de campings
l'occupation du terrain par des caravanes ou toute forme d'habitat mobile hormis les
aines d'accueil opur les gens du voyage prévues au schéma départemental des gens du
voyage et aires d'accueil communales ou intercommunales pour les gens du voyage

2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

N°1: Les installations classées à condition qu'elles n'induisent pas de servitudes d'inconstructibilité au-delà des limites de propriété du pétitionnaire.

ZONE UXh : DISPOSITIONS APPLICABLES

1 DESTINATION ET SOUS-DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

Les destinations et sous destinations

Destination	Sous-destination	Secteurs
		UXb
Habitation	Logement	N°3
	Hébergement	X
Commerces et	Artisanat et commerce de détail	X
activités de	Restauration	
services	Commerce de gros	X
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une	
	clientèle	
	Hébergement hôtelier et touristique	
	Cinéma	
Equipements	Locaux et bureaux accueillant du public des	
d'intérêt collectif	administrations publiques ou de leurs délégataires	
et services publics	Locaux techniques et industriels des administrations	N°1
	publiques ou de leurs délégataires	
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action	
	sociale	
	Salle d'art et de spectacles	
	Equipements sportifs	
	Autres équipements recevant du public	
Exploitation	Exploitation agricole	X
agricole et forestière	Exploitation forestière	X
Activités des	Industrie	X
secteurs	Entrepôt	N°1
secondaires ou	Bureau	N°1
tertiaires	Centre de congrès et d'exposition	N°1

Clarification des destinations:
-interdiction de l'habitation
-suppression de dispositions superflues:
l'autorisation du changement de destination (condition n°4)

Les autres usages et occupation

	UXh
Les terrains de campings	Х
L'occupation du terrain par des caravanes ou toute forme d'habitat mobile hormis les aires d'accuell pour les gens du voyage prévues au schéma départemental des gens du voyage et aires d'accueil communales ou intercommunales pour les gens du voyage sédentarisés	Х
Les carrières	Х
Les boîtes de nuits ou discothèques	×
Les dépôts de véhicules hors d'usage, de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition et de déchets.	Х
Les constructions ou installations à moins de 10 mètres d'un cours d'eau ou d'un plan d'eau (protection de la ressource en eau et la continuité écologique)	Х
Les éoliennes d'une hauteur supérieure à 12 mètres	Х
Les affouillements et exhaussements du sol non soumis à une autorisation d'occupation du sol ou des recherches archéologiques	Х

et discothèques ne sont pas une destination ou sous-destination du code de l'urbanisme

Les boites de nuit

2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL Clarification destinations :

N°1: Les installations classées à condition qu'elles n'induisent pas de servitudes d'inconstructibilité au-delà des limites de propriété du pétitionnaire.

Clarification des destinations : -interdiction de l'habitation -suppression de dispositions

N°2: Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'elles soient liées au fonctionnement et à la surveillance des activités présentes dans la zone et qu'elles soient attenantes au bâtiment d'activité. Elles doivent être destinées au logement des personnes dont la présence permanente sur la zone est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance ou le gardiennage des établissements et services généraux de la zone.

N°3: L'aménagement et l'extension mesurée des bâtiments d'habitation existants et la création de leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'ils soient liés au fonctionnement et à la surveillance des activités présentes dans la zone.

N°4: Les changements de destination des locaux sont autorisés sous réserve qu'ils soient compatibles avec la vocation de la

N°2: Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'elles soient liées au fonctionnement et à la surveillance des activités présentes dans la zone et qu'elles soient attenantes au bâtiment d'activité. Elles doivent être destinées au logement des personnes dont la présence permanente sur la zone est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance ou le gardiennage des établissements et services généraux de la zone.

N°3 : L'aménagement et l'extension mesurée des bâtiments d'habitation existants et la création de leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'ils soient liés au fonctionnement et à la surveillance des activités présentes dans

N°4: Les changements de destination des locaux sont autorisés sous réserve qu'ils soient compatibles avec la vocation de la zone.

superflues: l'autorisation du changement de destination (condition n°4)

ZONE UY: DISPOSITIONS APPLICABLES

1 DESTINATION ET SOUS-DESTINATION DES **CONSTRUCTIONS**

Les destinations et sous destinations

Destination	Sous-destination	Secteurs
		UY
Habitation	Logement	N°2, N°3, N°4
	Hébergement	X
Commerces et	Artisanat et commerce de détail	N°4
activités de	Restauration	N°4
services	Commerce de gros	N°1
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une	Nº4
	clientèle	
	Hébergement hôtelier et touristique	Nº1
	Cinéma	Nº4
Equipements	Locaux et bureaux accueillant du public des	N°1
d'intérêt collectif	administrations publiques ou de leurs délégataires	
et services publics	Locaux techniques et industriels des administrations	N°4
	publiques ou de leurs délégataires	
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action	Nº4
	sociale	
	Salle d'art et de spectacles	Nº4
	Equipements sportifs	Nº4
	Autres équipements recevant du public	Nº4
Exploitation	Exploitation agricole	X
agricole et	Exploitation forestière	Х
forestière		
Activités des	Industrie	X
secteurs	Entrepôt	X
secondaires ou	Bureau	X
tertiaires	Centre de congrès et d'exposition	X

Les autres usages et occupations

	UY
Les terrains de campings	Х
L'occupation du terrain par des caravanes ou toute forme d'habitat mobile hormis les aires d'accueil pour les gens du voyage prévues au schéma départemental des gens du voyage et aires d'accueil communales ou intercommunales pour les gens du voyage sédentarisés	Х
Les carrières	Х
Les boîtes de nuits ou discothèques	Х
Les dépôts de véhicules hors d'usage, de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition et de déchets.	Х
Les constructions ou installations à moins de 10 mètres d'un cours d'eau ou d'un plan d'eau (protection de la ressource en eau et la continuité écologique)	Х
Les éoliennes d'une hauteur supérieure à 12 mètres	Х
Les affouillements et exhaussements du sol non soumis à une autorisation d'occupation du sol ou des recherches archéologiques	Х

2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

N°1: Les installations classées à condition qu'elles n'induisent pas de servitudes d'inconstructibilité au-delà des limites de propriété du pétitionnaire.

N°2: Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'elles soient liées au fonctionnement et à la surveillance des activités présentes dans la zone et qu'elles soient attenantes au bâtiment d'activité. Elles doivent être destinées au logement des personnes dont

ZONE UY: DISPOSITIONS APPLICABLES

1 DESTINATION ET SOUS-DESTINATION DES | Clarification **CONSTRUCTIONS**

Les destinations et sous destinations

Destination	Sous-destination	Secteurs
		UY
Habitation	Logement	Х
	Hébergement	X
Commerces et	Artisanat et commerce de détail	
activités de	Restauration	
services	Commerce de gros	N°1
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	
	Hébergement hôtelier et touristique	N°1
	Cinéma	
Equipements	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations	N°1
d'intérêt collectif	publiques ou de leurs délégataires	
et services publics	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou	
	de leurs délégataires	
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	
	Salle d'art et de spectacles	
	Equipements sportifs	
	Autres équipements recevant du public	
Exploitation	Exploitation agricole	X
agricole et	Exploitation forestière	X
forestière	·	
Activités des	Industrie	X
secteurs	Entrepôt	Х
secondaires ou	Bureau	X
tertiaires	Centre de congrès et d'exposition	Х

Les autres usages et occupations

Les terrains de campings	Х
L'occupation du terrain par des caravanes ou toute forme d'habitat mobile hormis les aires d'accueil pour les gens du voyage prévues au schéma départemental des gens du voyage et aires d'accueil communales ou intercommunales pour les gens du voyage sédentarisés	х
Les carrières	Х
Les boîtes de nuits ou discothèques	×
Les dépôts de véhicules hors d'usage, de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition et de déchets.	Х
Les constructions ou installations à moins de 10 mètres d'un cours d'eau ou d'un plan d'eau (protection de la ressource en eau et la continuité écologique)	Х
Les éoliennes d'une hauteur supérieure à 12 mètres	Х
Les affouillements et exhaussements du sol non soumis à une autorisation d'occupation du sol ou des recherches archéologiques	Х

Les boites de nuit et discothèques ne sont pas une destination ou sous-destination du code de l'urbanisme

destinations :

-interdiction

l'habitation

dispositions superflues: l'autorisation du changement destination (condition n°4)

-suppression

de

de

2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL Clarification **ADMISES SOUS CONDITIONS**

N°1: Les installations classées à condition qu'elles n'induisent pas de servitudes d'inconstructibilité au-delà des limites de propriété du pétitionnaire.

N°2 : Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'elles soient liées au fonctionnement et à la surveillance des activités présentes dans la zone et qu'elles soient attenantes au bâtiment d'activité. Elles doivent être destinées au logement des personnes dont la présence

des destinations : -interdiction de l'habitation -suppression de dispositions superflues: l'autorisation du changement destination (condition n°4)

la présence permanente sur la zone est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance ou le gardiennage des établissements et services généraux de la zone

N°3: L'aménagement et l'extension mesurée des bâtiments d'habitation existants et la création de leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'ils soient liés au fonctionnement et à la surveillance des activités présentes dans la zone.

N°4: Les changements de destination des locaux sont autorisés sous réserve qu'ils soient compatibles avec la vocation de la zone

permanente sur la zone est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance ou le gardiennage des établissements et services généraux de la zone.

N°3: L'aménagement et l'extension mesurée des bâtiments d'habitation existants et la création de leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'ils soient liés au fonctionnement et à la surveillance des activités présentes dans la zone.

N°4: Les changements de destination des locaux sont autorisés sous réserve qu'ils soient compatibles avec la vocation de la zone.

ZONE AUX: DISPOSITIONS APPLICABLES

2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

N°1: Les installations classées à condition qu'elles n'induisent pas de servitudes d'inconstructibilité au-delà des limites de propriété du pétitionnaire.

N°2: Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'elles soient liées au fonctionnement et à la surveillance des activités présentes dans la zone et qu'elles soient attenantes au bâtiment d'activité. Elles doivent être destinées au logement des personnes dont la présence permanente sur la zone est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance ou le gardiennage des établissements et services généraux de la zone.

N°3: L'aménagement et l'extension mesurée des bâtiments d'habitation existants et la création de leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'ils soient liés au fonctionnement et à la surveillance des activités présentes dans la zone.

N°4: Les changements de destination des locaux sont autorisés sous réserve qu'ils soient compatibles avec la vocation de la zone

ZONE AUX: DISPOSITIONS APPLICABLES

2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

N°1: Les installations classées à condition qu'elles n'induisent pas de servitudes d'inconstructibilité au-delà des limites de propriété du pétitionnaire.

N°2: Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'elles soient liées au fonctionnement et à la surveillance des activités présentes dans la zone et qu'elles soient attenantes au bâtiment d'activité. Elles doivent être destinées au logement des personnes dont la présence permanente sur la zone est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance ou le gardiennage des établissements et services généraux de la zone.

N°3: L'aménagement et l'extension mesurée des bâtiments d'habitation existants et la création de leurs annexes fonctionnelles sous réserve qu'ils soient liés au fonctionnement et à la surveillance des activités présentes dans la zone.

N°4: Les changements de destination des locaux sont autorisés sous réserve qu'ils soient compatibles avec la vocation de la zone.

ZONE Nx: DISPOSITIONS APPLICABLES

1 DESTINATION ET SOUS-DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

Les autres usages et occupations

	Nx
Les constructions nécessaires et liées au fonctionnement des carrières de Marmagne et de Mont-Saint-Vincent	Nº7
Les Installations de Stockage des Déchets Inertes (ISDI) au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des ICPE dans le cadre d'une opération de renaturation.	N°7
Les Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) au titre de la rubrique 2760-2 de la nomenclature ICPE.	Nº7

ZONE Nx: DISPOSITIONS APPLICABLES

1 DESTINATION ET SOUS-DESTINATION DES Il n'est pas prévu CONSTRUCTIONS

Les autres usages et occupations

	Nx
Les constructions nécessaires et liées au fonctionnement des carrières de Marmagne et de Mont-Saint-Vincent	N°7
Les Installations de Stockage des Déchets Inertes (ISDI) au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des ICPE dans le cadre d'une opération de renaturation.	Nº7
Les Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) au titre de la rubrique 2760-2 de la nomenclature ICPE.	X

ZONES A ET N : DISPOSITIONS APPLICABLES | ZONES A ET N : DISPOSITIONS APPLICABLES

Il n'est pas prévu
l'implantation
d'installations de
déchets non
dangereux,
d'autant plus que
ce type de projet
nécessite un
processus
d'études et
d'autorisation
spécifiques

2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS () N°7 [N°2 en zone N]: l'aménagement et l'extension mesurée des bâtiments existants, dans la limite de: () Cette surface d'extension autorisée intègre celle des extensions déjà autorisées depuis la date d'approbation du PLUi, le 18 juin 2020	2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS () N°7 [N°2 en zone N]: l'aménagement et l'extension mesurée des bâtiments existants, dans la limite de: () Cette surface d'extension autorisée intègre celle des extensions déjà autorisées depuis la date d'approbation du PLUi, le 18 juin 2020. Elle intègre également les surfaces d'extension réalisées sans autorisation depuis la date d'approbation du PLUi.	Le règlement du PLUi doit s'appliquer à toutes les surfaces d'extension, y compris celles qui n'ont pas fait l'objet d'autorisation
N°8 [N°3 en zone N]: La construction d'annexes fonctionnelles aux bâtiments d'habitation existants dès lors qu'elles ne compromettent pas l'activité agricole et la qualité paysagère du site. Leur hauteur maximale est de 5 mètres. La construction d'annexes ou extensions d'annexe de construction existante sont autorisées dans la limite de 60m² d'emprise au sol pouvant inclure 40m² de surface de plancher. Ces surfaces intègrent celle des annexes et de leurs extensions déjà autorisées depuis l'approbation du PLUi le 18 juin 2020. Chacune des annexes devra être implantée à une distance de 30 mètres du bâtiment principal existant et ne pourra pas avoir pour objet la création d'un logement indépendant supplémentaire.	N°8 [N°3 en zone N]: La construction d'annexes fonctionnelles aux bâtiments d'habitation existants dès lors qu'elles ne compromettent pas l'activité agricole et la qualité paysagère du site. Leur hauteur maximale est de 5 mètres. La construction d'annexes ou extensions d'annexe de construction existante sont autorisées dans la limite de 60m² d'emprise au sol pouvant inclure 40m² de surface de plancher. Ces surfaces intègrent celle des annexes et de leurs extensions déjà autorisées depuis l'approbation du PLUi le 18 juin 2020. Elle intègre également les annexes et leurs extensions réalisées sans autorisation depuis la date d'approbation du PLUi, le 18 juin 2020. Chacune des annexes devra être implantée à	Le règlement du PLUi doit s'appliquer à toutes les surfaces d'extension, y compris celles qui n'ont pas fait l'objet d'autorisation La modification permet également de clarifier la règle d'implantation d'une annexe par rapport au bâtiment principal
ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	
ZONE UA: DISPOSITIONS APPLICABLES	ZONE UA: DISPOSITIONS APPLICABLES	
1 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS () 1-1 PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES () a) Constructions neuves: () - Les constructions neuves devront s'implanter dans une bande de profondeur pouvant aller jusqu'à 5 mètres à compter de l'alignement de la voie.	1 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS () 1-1 PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES () a) Constructions neuves: () - Les constructions neuves hors annexes et piscines devront s'implanter dans une bande de profondeur pouvant aller jusqu'à 5 mètres à compter de l'alignement de la voie. L'implantation des annexes est admise jusqu'au fond des parcelles et des unités foncières. ZONE UE: DISPOSITIONS APPLICABLES	Cette assouplissement est nécessaire à l'implantation d'annexes, ces dernières n'étant pas toujours adaptées à l'implantation dans un front bâti
- STATE OF THE STA	25.12 02 1 516. GOITHORD ALT EIGHBLES	

EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE A LA ZONE UE :	EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE A LA ZONE UE :	
>UX >UXh	>UX >UXh	
>UY	>UY	
1 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS	1 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS	Cette évolution permet de lever
1-1 PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES	1-1 PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES	des blocages à l'implantation des constructions
() Les constructions neuves devront s'implanter avec un recul minimum de 5m	() Les constructions neuves devront s'implanter avec un recul minimum de 5m par rapport à	et à la densification des espaces
par rapport à l'alignement de la voie. Toutefois, dans un souci d'harmonie avec l'existant, l'implantation ne pourra pas induire de rupture dans la séquence bâtie	l'existant, l'implantation ne pourra pas induire de rupture dans la séquence bâtie qu'elle	urbanisés. En effet, l'application de cette règle s'avèrait
qu'elle intègre. Aussi lorsque la construction intègre une séquence déjà bâtie, un recul moyen établi à partir des deux plus proches constructions pourra être imposé en tenant compte de l'état bâti existant ou de la topographie du	intègre. Aussi lorsque la construction intègre une séquence déjà bâtie, un recul moyen établi à partir des deux plus proches constructions pourra être imposé en tenant compte de l'état bâti existant ou de la topographie du terrain.	excessive, allant au-delà des attendus initiaux, dans le cas d'un terrain bordé par plusieurs voies
terrain. () Lorsque la parcelle est en « drapeau », à l'arrière d'une parcelle en bord de rue, l'implantation de la construction suit les règles de limites séparatives (cf paragraphe 1-2).	() Lorsque la parcelle est en « drapeau », à l'arrière d'une parcelle en bord de rue, l'implantation de la construction suit les règles de limites séparatives (cf paragraphe 1-2). Dans le cas d'un terrain bordé par plusieurs voies, lorsque la règle de recul par rapport à	
	chaque voie ne permet pas l'implantation d'une construction, alors la règle de recul ne s'applique que par rapport à une des voies.	
ZONE UA : DISPOSITIONS APPLICABLES	ZONE UA : DISPOSITIONS APPLICABLES	
EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE A LA ZONE UA : >UE	EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE A LA ZONE UA : >UE	
>UF	>UF	
1 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS ()	1 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS () 1-4 HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS	Cette disposition permet de favoriser la densification des
- La hauteur des constructions situées dans les couloirs de passage des lignes électriques ne doit pas excéder 8 mètres La hauteur des constructions neuves à usage d'habitation ne doit pas excéder 16m. ()	- La hauteur des constructions situées dans les couloirs de passage des lignes électriques ne doit pas excéder 8 mètres La hauteur des constructions neuves à usage d'habitation ne doit pas excéder 16m () - Dans le cas d'une réhabilitation, les surélévations pour création d'un étage en attique sont autorisées même sur des constructions dont la hauteur ne respecte pas la hauteur maximale fixée par le présent règlement si la surélévation s'intègre dans l'ensemble de l'ilot et n'engendre pas de gène pour le voisinage	espaces urbanisés existants, notamment dans les espaces urbains denses que couvre la
ZONE UA (HORS SECTEURS UAa, UAb): DISPOSITIONS APPLICABLES	ZONE UA (HORS SECTEURS UAa, UAb): DISPOSITIONS APPLICABLES	

EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE A LA ZONE UA: >UE >UXh >UY >AU >AUD >A (constructions non agricoles) >N >NL	EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE A LA ZONE UA: >UE >UX >UXh >UY >AU >AUD >A (constructions non agricoles) >N >NL	
2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE () 2-2 CONSTRUCTIONS NEUVES HORS SECTEURS UAa ET UAb Le terrain naturel devra conserver son caractère, cependant un léger remodelage pourra être autorisé, sous réserve d'en respecter la topographie générale.	caractère, cependant un léger remodelage	Cette évolution précise les critères d'appréciation des projets, en prenant en compte les caractéristique du bâti et de son environnement proche
ZONE UA (HORS SECTEURS UAA, UAb): DISPOSITIONS APPLICABLES EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE A LA ZONE UA: >UE (HORS SECTEUR UEc) >AU >AUD >A >N >NI	ZONE UA (HORS SECTEURS UAa, UAb): DISPOSITIONS APPLICABLES EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE A LA ZONE UA: >UE (HORS SECTEUR UEc) >AU >AUD >A >N >NL	
2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE () 2-2 CONSTRUCTIONS NEUVES HORS SECTEURS UAa ET UAb () Les couvertures des bâtiments principaux seront réalisées: •Soit en tuiles plates dites de Bourgogne ou en tuiles mécaniques à emboîtement dont la teinte sera rouge, brun foncé ou noire; •Soit en tuiles traditionnelles de réemploi ou en ardoises. •Soit en matériaux imitant la tuile ou l'ardoise dans les couleurs autorisées.	2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE () 2-2 CONSTRUCTIONS NEUVES HORS SECTEURS UAa ET UAb () Les couvertures des bâtiments principaux seront réalisées: •Soit en tuiles plates dites de Bourgogne ou en tuiles mécaniques à emboîtement dont la teinte sera rouge, brun foncé ou noire; •Soit en tuiles traditionnelles de réemploi ou en ardoises. •Soit en matériaux imitant la tuile ou l'ardoise dans les couleurs autorisées, en veillant à ne	Cette évolution précise les critères d'appréciation des projets, en prenant en compte les caractéristique du bâti et de son environnement proche

ZONE UA: DISPOSITIONS APPLICABLES EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE A LA ZONE UA: >TOUTES LES AUTRES ZONES HORS UEC 2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE () 2-2 CONSTRUCTIONS NEUVES HORS SECTEURS UAa ET UAb () Toitures et couvertures () Les panneaux solaires ou photovoltaïques devront être intégrés à la façade ou à la toiture du bâtiment. Façades () Les panneaux solaires ou photovoltaïques devront être intégrés à la façade ou à la toiture du bâtiment. () [DISPOSITIONS SIMILAIRES POUR LES SECTEURS UAa ET UAb]		Les changemens apportés au règlement ont pour objectif de faciliter les panneaux solaires ou photovoltaïques sur toiture, tout en conservant un objectif minimal d'intégration architecturale Les changements ont également pour que les panneaux solaires soient plus réguliers et mieux proportionnés par rapport à la façade, afin d'éviter que cette dernière soit masquée ou altérée. Une plus forte proportion de couverture des panneaux en façade implique que ces derniers soient réellement une composante
SECTEURS UAa et UAb: DISPOSITIONS APPLICABLES	SECTEURS UAa et UAb: DISPOSITIONS APPLICABLES	une composante du projet global, et non un simple ajout ponctuel
2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	Cette disposition supprimée
()	()	concerne un élément très ponctuel de la
2-3 CONSTRUCTIONS NEUVES EN ZONE UAa () Façades: ()	2-3 CONSTRUCTIONS NEUVES EN ZONE UAa () Façades : ()	conception de la façade, qu'il est difficile d'instruire
Sont notamment interdits : () Les décrochements d'enduits ; ()	Sont notamment interdits : () Les décrochements d'enduits ; ()	

2-4 CONSTRUCTIONS NEUVES EN ZONE UAb	2-4 CONSTRUCTIONS NEUVES EN ZONE UAb	
b) Sur les autres communes	b) Sur les autres communes	
<u>Façades :</u> ()	<u>Façades :</u> ()	
Sont notamment interdits : ()	Sont notamment interdits : ()	
Les décrochements d'enduits ; ()	Les décrochements d'enduits ; ()	
ZONE UE : DISPOSITIONS APPLICABLES	ZONE UE : DISPOSITIONS APPLICABLES	
2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE ()	2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE ()	Cette disposition précise les règles applicables aux
2-2 CONSTRUCTIONS NEUVES	2-2 CONSTRUCTIONS NEUVES ()	volets afin de préserver le
a) En secteur UEc ()	a) En secteur UEc ()	caractère architectural spécifique des
-Les volets en bois sont à privilégier. Les volets roulants ne devront pas être	défaut des volets persiennés ou pliables	cités classées en zone UEc
apparents et ne devront pas être en saillie. ()	doivent être utilisés. En cas de pose de volets roulants, le coffre ou caisson doit être intégré	
2-3 EXTENSION ET REHABILITATION ()	à la construction. Leur installation en saillie est proscrite.	
b) Dans le secteur UEc ()	() 2-3 EXTENSION ET REHABILITATION	
-Les volets en bois sont à privilégier. Les volets roulants ne devront pas être apparent	() b) Dans le secteur UEc	
et ne devront pas être en saillie.	() -Les volets en bois sont à privilégier, <mark>ou à</mark>	
	défaut des volets persiennés ou pliables doivent être utilisés. En cas de pose de volets	
	roulants, ces derniers ne doivent pas être visibles depuis l'espace public et le coffre ou	
	caisson doit être intégré à la construction. Leur installation en saillie est proscrite. Les	
	volets en place devront être conservés. Les volets roulants ne devront pas modifier la	
	proportion des ouvertures ()	
ZONE UA : DISPOSITIONS APPLICABLES	ZONE UA: DISPOSITIONS APPLICABLES	
EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE A LA ZONE UA :	EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE A LA ZONE UA :	
>UE (dont UEc) >AU	>UE (dont UEc) >AU	
>AUD	>AUD	
>A	>A	
>N	>N	
2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE,	2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE,	Les changements
ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	visent une
()	()	harmonisation
2-2 CONSTRUCTIONS NEUVES	2-2 CONSTRUCTIONS NEUVES	entre le
()	()	règlement écrit et l'OAP
	-Il est rappelé que l'OAP Cadre sur les clôtures	thématique.
	s'applique, en conséquence de quoi les	Notamment,

-Les clôtures en limite séparative ne devront pas excéder 2m et s'inspireront des orientations de l'OAP Cadre. -Les clôtures en limite du domaine public auront une hauteur totale ne dépassant pas

-Les clôtures en limite du domaine public auront une hauteur totale ne dépassant pas 2 mètres. La partie maçonnée, si elle existe, ne dépassera pas 1.20 mètres (sauf mur de soutènement rendu obligatoire par la topographie du terrain). Au-dessus du mur, le dispositif de clôture s'il existe, sera à claire-voie ou végétal. Elles devront être traitées en harmonie avec le bâtiment principal en terme de coloris et de matériaux

-Les clôtures devront s'harmoniser avec les teintes et les formes de la construction principale

(...)

[DISPOSITIONS SIMILAIRES POUR LE SECTEUR UAa]

clôtures doivent présenter un aspect pérenne et éviter les végétaux artificiels, les matériaux par plaques (de type plaque béton, etc.) ou filets. Les matériaux destinés à être recouverts (de type briques creuses, parpaings, etc...) doivent être enduits dans leur totalité.

 Les clôtures en limite séparative ne devront pas excéder 2m.

-Les clôtures en limite du domaine public auront une hauteur totale ne dépassant pas 2 mètres. La partie maçonnée, si elle existe, ne dépassera pas 1.20 mètres (sauf mur de soutènement rendu obligatoire par la topographie du terrain). Au-dessus du mur, le dispositif de clôture s'il existe, sera à clairevoie ou végétal. Les clôtures grillagées devront être traitées en harmonie avec le bâtiment principal en terme de formes, de coloris et de matériaux.

dispositions l'OAP thématique ont été insérées dans le règlement écrit. Notamment, ces évolutions permettent de mieux encadrer la réalisation de clôtures en limite de propriété et une plus grande harmonie entre la clôture en limite domaine dи public et bâtiment

principal

certains

[DISPOSITIONS MODIFIEES SIMILAIRES POUR LE SECTEUR UAa]

SECTEUR UAb: DISPOSITIONS APPLICABLES

2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

()

2-2 CONSTRUCTIONS NEUVES

(...)

A moins qu'elles ne répondent à des nécessités résultant de la nature, du caractère des constructions édifiées sur le terrain ou de nuisances acoustiques en bordure des voies publiques, les clôtures doivent être constituées :

- Soit par un muret avec clôture
- soit par des murs pleins,
- soit par des haies vives, doublées ou non d'un grillage non visible depuis l'espace public,

L'ensemble ne dépassant pas 2 m.

SECTEUR UAb: DISPOSITIONS APPLICABLES

2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE,

()

2-2 CONSTRUCTIONS NEUVES

ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

(...)

Il est rappelé que l'OAP Cadre sur les clôtures s'applique, en conséquence de quoi les clôtures doivent présenter un aspect pérenne et éviter les végétaux artificiels, les matériaux par plaques (de type plaque béton, etc.) ou filets. Les matériaux destinés à être recouverts (de type briques creuses, parpaings, etc...) doivent être enduits dans leur totalité.

A moins qu'elles ne répondent à des nécessités résultant de la nature, du caractère des constructions édifiées sur le terrain ou de nuisances acoustiques en bordure des voies publiques, les clôtures doivent être constituées :

- Soit par un muret avec clôture
- soit par des murs pleins,
- soit par des haies vives, doublées ou non d'un grillage non visible depuis l'espace public,

L'ensemble ne dépassant pas 2 m.

Les évolutions apportées en zone UAb sont moindres que dans le reste de la zone UA parce que la hauteur des clôtures en limite de propriété est déjà réglementée

ZONE UF: DISPOSITIONS APPLICABLES

2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

(...)

2-2 CONSTRUCTIONS NEUVES

(...)

ZONE UF : DISPOSITIONS APPLICABLES

2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

(...)

2-2 CONSTRUCTIONS NEUVES

(...)

Des principes minimums d'encadrement des clôture issus de l'OAP thématique sont

Les enseignes seront solidaires des constructions. Elles seront: - soit accrochées à la façade sans dépasser de l'acrotère quand la hauteur du bâtiment le permet - soit réalisées en toiture au moyen de lettres découpées dissimulant leur fixation et sans dépasser le faîtage - soit réalisées sous forme de totems (hauteur maximum 4 mètres) en limite d'emprise publique des voies internes à la zone. ()	Les enseignes seront solidaires des constructions. Elles seront : - soit accrochées à la façade sans dépasser de l'acrotère quand la hauteur du bâtiment le permet - soit réalisées en toiture au moyen de lettres découpées dissimulant leur fixation et sans dépasser le faîtage - soit réalisées sous forme de totems (hauteur maximum 4 mètres) en limite d'emprise publique des voies internes à la zone Clôtures : Il est rappelé que l'OAP Cadre sur les clôtures s'applique, en conséquence de quoi les clôtures doivent présenter un aspect pérenne et éviter les végétaux artificiels, les matériaux par plaques (de type plaque béton, etc.) ou filets. Les matériaux destinés à être recouverts (de type briques creuses,	apportés au règlement.
	parpaings, etc) doivent être enduits dans leur totalité. ()	
ZONE UX : DISPOSITIONS APPLICABLES EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE	ZONE UX : DISPOSITIONS APPLICABLES EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE	
APPORTEE A LA ZONE UX :	A LA ZONE UX :	
>UXh	>UXh	
>UY >AUx	>UY >AUx	
Les clôtures seront traitées au moyen d'un grillage d'une hauteur maximum de 2,00 m éventuellement doublée d'une haie vive. Des éléments maçonnés d'une hauteur de 2 mètres pourront être autorisés pour traiter les entrées. Les barbelés visibles de l'extérieur pour les clôtures sur rue et en limite foncière sont interdits sauf en cas de besoin particulier lié à l'occupation du terrain.	Il est rappelé que l'OAP Cadre sur les clôtures s'applique, en conséquence de quoi les clôtures doivent présenter un aspect pérenne et éviter les végétaux artificiels, les matériaux par plaques (de type plaque béton, etc.) ou filets Les clôtures seront traitées au moyen d'un grillage d'une hauteur maximum de 2,00 m éventuellement doublée d'une haie vive. Des éléments maçonnés d'une hauteur de 2 mètres pourront être autorisés pour traiter les entrées. Les barbelés visibles de l'extérieur pour les clôtures sur rue et en limite foncière sont interdits sauf en cas de besoin particulier lié à l'occupation du terrain.	Des principes minimums d'encadrement des clôture issus de l'OAP thématique sont apportés au règlement. Le règlement reste globalement plus souple dans ce type de zone afin de prendre en compte les besoins des activités
ZONE UX : DISPOSITIONS APPLICABLES	ZONE UX : DISPOSITIONS APPLICABLES	
EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE A LA ZONE UA : >UXh >UY >AUX	EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE A LA ZONE UA: >UXh >UY >AUX	
2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE () 2-2 CONSTRUCTIONS NEUVES ()	2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE () 2-2 CONSTRUCTIONS NEUVES ()	Cette évolution a pour objectif d'éviter la construction de logements en
-Les locaux de gardiennage ainsi que les autres éléments techniques non intégrés au	-L'aspect extérieur et les volumétries doivent être justifiés par les nécessités fonctionnelles	zone d'activités. A cette fin, l'aspect extérieur et les

volumétries des bâtiment principal feront l'obiet d'un projet liées à l'activité. Notamment, les bâtiments ne bâtiments architectural et paysager d'ensemble. doivent pas s'apparenter à des habitations et doivent bien -Les annexes seront réalisées avec l'emploi les surfaces dédiées au gardiennage doivent traduire un usage de matériaux et un choix de coloris faisant être réduites au strict minimum et intégrées d'activités et non un ensemble cohérent et harmonieux avec au bâtiment d'activités. usage le bâtiment principal. L'emploi de matériaux -Les éléments techniques non intégrés au logement réverbérants est interdit, hormis les bâtiment principal feront l'objet d'un projet panneaux solaires et photovoltaïques. architectural et paysager d'ensemble. -Les annexes seront réalisées avec l'emploi de (...) matériaux et un choix de coloris faisant un ensemble cohérent et harmonieux avec le bâtiment principal. L'emploi de matériaux réverbérants est interdit, hormis les panneaux solaires et photovoltaïques. ZONE UA (hors secteurs UAa et UAb): ZONE UA (hors secteurs UAa et UAb): **DISPOSITIONS APPLICABLES DISPOSITIONS APPLICABLES EVOLUTIONS** SIMILAIRES A CELLE **EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE APPORTEE A LA ZONE UA:** A LA ZONE UA: >UE (hors secteur UEc) >UE (hors secteur UEc) >AU >AU >AUD >AUD 2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, 2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, La mention de la toiture terrasse **ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE** n'est plus (...) (...) mentionnée dans 2-2 CONSTRUCTIONS **NFUVES** 2-2 CONSTRUCTIONS NFLIVES le cas d'un projet CONSTRUCTIONS NEUVES HORS SECTEURS CONSTRUCTIONS NEUVES HORS SECTEURS novateur, **UAa ET UAb UAa ET UAb** puisqu'il s'agit (...) (...) d'un type de - Les pentes de toit devront être supérieures - Les pentes de toit devront être supérieures couverture aui ou égales à 35° sauf pour les vérandas et les ou égales à 35° sauf pour les vérandas et les s'est généralisé. Une précision est bâtiments annexes. bâtiments annexes. é »galement - Les toitures à un seul pan ne sont - Les toitures à un seul pan ne sont autorisées apportée autorisées que sur les bâtiments annexes que sur les bâtiments annexes accolés au concernant les accolés au bâtiment principal ou à un mur de bâtiment principal ou à un mur de clôture ou modalités de clôture ou en limite de propriété. en limite de propriété. végétalisation - Les panneaux solaires ou photovoltaïques Les panneaux solaires ou photovoltaïques devront être intégrés à la façade ou à la devront être intégrés à la façade ou à la Cet toiture du bâtiment. toiture du bâtiment. assouplissement - Néanmoins, des toitures différentes -Les toitures terrasses sont admises. Elles pour les terrasses seront végétalisées lorsqu'elles ne sont pas (toitures végétalisées, toitures aux formes ne concerne pas les secteurs UAa, arrondies, toitures terrasse ...) pourront être accessibles UAb et UEc en autorisées uniquement en cas de projet - Néanmoins, des toitures différentes (toitures raison de l'intérêt architectural novateur ou de projet végétalisées, toitures aux formes arrondies, architectural des architectural d'ensemble (îlot complet ...) pourront être autorisées uniquement en tissus bâtis d'habitation par exemple) : dans ce cas, cas de projet architectural novateur ou de couverts par ces l'utilisation de la tuile ou de matériau projet architectural d'ensemble (îlot complet zones d'imitation n'est plus imposée. d'habitation par exemple) : dans ce cas, - Les toitures des bâtiments scolaires, l'utilisation de la tuile ou de matériau hospitaliers, d'équipements d'imitation n'est plus imposée. sanitaires, d'infrastructures et d'équipements collectifs - Les toitures des bâtiments scolaires. à usages sportif, social et culturel ne sont sanitaires, hospitaliers, d'équipements

d'infrastructures et d'équipements collectifs à

usages sportif, social et culturel ne sont pas

réglementées mais ne devront pas porter

ZONE NL: DISPOSITIONS APPLICABLES

atteinte aux lieux avoisinants.

pas réglementées mais ne devront pas

porter atteinte aux lieux avoisinants.

ZONE NL: DISPOSITIONS APPLICABLES

(...)

2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

(...)

2-2 CONSTRUCTIONS NEUVES

(...)

- Les toitures terrasse sont interdites
- Les pentes de toit devront être supérieures ou égales à 35° sauf pour les vérandas et les bâtiments annexes.
- Les toitures à un seul pan ne sont autorisées que sur les bâtiments annexes accolés au bâtiment principal ou à un mur de clôture ou en limite de propriété.
- Les chiens assis sont interdits en toiture. (annexe 4)
- Néanmoins, des toitures différentes (toitures végétalisées, toitures aux formes arrondies...) pourront être autorisées uniquement en cas de projet architectural novateur : dans ce cas, l'utilisation de la tuile ou de matériau d'imitation n'est plus imposée.
- -Les panneaux solaires ou photovoltaïques devront être intégrés à la façade ou la toiture du bâtiment.

2 QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

(...)

2-2 CONSTRUCTIONS NEUVES

(...)

- Les toitures terrasse sont interdites sauf pour les annexes disjointes ou accolées à la construction principale.
- Les pentes de toit devront être supérieures ou égales à 35° sauf pour les vérandas et les bâtiments annexes.
- Les toitures à un seul pan ne sont autorisées que sur les bâtiments annexes accolés au bâtiment principal ou à un mur de clôture ou en limite de propriété.
- Les chiens assis sont interdits en toiture. (annexe 4)
- Néanmoins, des toitures différentes (toitures végétalisées, toitures aux formes arrondies...) pourront être autorisées uniquement en cas de projet architectural novateur : dans ce cas, l'utilisation de la tuile ou de matériau d'imitation n'est plus imposée.
- -Les panneaux solaires ou photovoltaïques devront être intégrés à la façade ou la toiture du bâtiment.

Cet
assouplissement
est nécessaire, la
zone NL étant
dédiée au
tourisme et aux
loisirs dont
l'aspect extérieur
des constructions
peut répondre à
des nécessités

ZONE UA: DISPOSITIONS APPLICABLES

EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE A LA ZONE UA :

>UE >AU

>AU >AUD

4 STATIONNEMENT

(...)

Nombre de places de stationnement :

- Une place par logement pour les constructions nouvelles à usage d'habitation.
- Dans le cas d'opérations de logements collectifs, supérieures à 15 logements, pour lesquelles le pétitionnaire démontrera qu'une mutualisation des places est possible, il est exigé 0,5 place de stationnement par logement.
- L'article L.154-34 du code de l'Urbanisme prévoit qu'il ne peut être exigé plus d'une place de stationnement par logement pour la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.
- L'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation, ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.

ZONE UA: DISPOSITIONS APPLICABLES

EVOLUTIONS SIMILAIRES A CELLE APPORTEE A LA ZONE UA:

>UE >AU

>AUD

4 STATIONNEMENT

(...)

Nombre de places de stationnement :

- Une place par logement pour les constructions nouvelles à usage d'habitation.
- Dans le cas d'opérations de logements collectifs, supérieures à 15 logements, pour lesquelles le pétitionnaire démontrera qu'une mutualisation des places est possible, il est exigé 0,5 place de stationnement par logement.
- L'article L.154-34 du code de l'Urbanisme prévoit qu'il ne peut être exigé plus d'une place de stationnement par logement pour la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.
- L'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation, ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat.
- Pour les logements collectifs, il est exigé la construction d'un local à vélos couvert d'une

Cette règle répond à un besoin minimal d'encadrement de l'évolution du bâti existant, afin d'éviter sur trop forte sollicitation de la voie publiaue. Toutefois, les règles nouvelles sont souples et visent notamment à ne pgs bloguer la réalisation petits logements

- Pour les logements collectifs, il est exigé la construction d'un local à vélos couvert d'une	superficie au moins égale à 1% de la surface de plancher.
superficie au moins égale à 1% de la surface	- En ce qui concerne l'extension,
de plancher.	l'aménagement ou le changement de
	destination de bâtiments existants:
()	 Il est exigé une place par tranche de
	<mark>160 m².</mark>
	 Il n'est pas exigé de place de
	stationnement en deçà de 80 m² de
	surface de plancher
	()